

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

L'importance des locales dans le parachèvement institutionnel, point dominant du 12^e jour de campagne

P. 24

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE

Lamamra : l'Algérie plaide pour "une approche globale" pour s'attaquer aux racines du terrorisme en Afrique

P. 3

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

L'ONS annonce un rebond de la croissance à 4,2% au 1^{er} semestre 2021

La reprise de l'activité économique de la majorité des secteurs en 2021, après les baisses de l'année dernière, dues aux conséquences directes de la Covid-19, a soutenu le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Algérie, qui a enregistré une croissance conséquente de 4,2% durant le 1^{er} semestre 2021 par rapport à la même période de 2020. Après avoir connu une hausse de 2% au premier trimestre et 6,4% au second, la croissance économique a atteint 4,2% durant les six premiers mois de l'année en cours. Cette amélioration a été réalisée grâce à une "forte reprise" des activités de la majorité des secteurs à l'exception de celui de l'agriculture qui a connu un "léger recul" de 0,3% au deuxième trimestre contre une hausse de 0,6% au premier, selon les données de l'Office National des Statistiques (ONS).

P. 6
DKnews-APS



EXPO 2020 DE DUBAÏ

Le pavillon Algérie au service de la diplomatie économique (commissaire)

P. 4

ILLIZI

Plus de 210 têtes de bétail acheminées du Niger dans le cadre du troc

P. 6

CONSTANTINE

Salon national des métiers artisanaux : grande affluence sur les produits de beauté naturels

P. 8

SANTÉ

**INSOMNIE
L'hypnose mieux que les somnifères**

P.p 12-13

ATHLÉTISME

Taoufik Makhloufi poursuit ses soins en France (Fédération)

P. 20



ORAN

Ouverture de la première galerie d'art à l'échelle nationale spécialisée dans la calligraphie arabe

P. 16

ALGER

Fermeture provisoire du chemin de wilaya n° 133 à Draria

P. 2

MÉTÉO

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses dans plusieurs wilayas du pays (BMS)



Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses affecteront plusieurs wilayas du pays à partir de l'après-midi de mardi, alerte un bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de la météorologie (ONM).

De niveau de vigilance orange, ces pluies toucheront les wilayas de Chlef, Ain Defla, Medea, Tipaza, Blida, Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou, Bouira, Bejaia, Jijel, Bordj Bou Arreridj, Setif et Mila, précise la même source, ajoutant qu'elles dureront jusqu'au mercredi 17 Novembre 2021 à 12h00 au moins.

Les quantités sont estimées, selon le BMS, entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 80 mm sur les wilayas côtières. Le communiqué de l'ONM précise que le BMS de ce mardi modifie et prolonge celui émis le dimanche 14 Novembre 2021.

EDUCATION NATIONALE
Baccalauréat : l'évaluation des sujets au centre d'un colloque national

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a présidé lundi à Alger les travaux d'un colloque national sur l'évaluation des sujets du Baccalauréat. Les participants à ce colloque organisé au lycée, Ahmed Zabana (Alger), ont abordé les paramètres scientifiques appliqués en littérature arabe et en philosophie.

Lors de son inspection des workshops mis en place, le ministre a suivi une présentation sur les principaux objectifs de ce colloque notamment l'identification des difficultés dans les sujets des examens et l'élaboration d'une vision prospective de l'approche pédagogique.

M. Belabed a donné des orientations et des instructions pour la réalisation de ces objectifs.

ALGER

Fermeture provisoire du chemin de wilaya n° 133 à Draria



Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé, lundi, la fermeture provisoire du chemin de wilaya n° 133, situé sur le territoire de la Circonscription administrative de Draria, en raison de la survenue d'un glissement de terrain, a indiqué un communiqué de la wilaya.

Suite aux récentes intempéries qui ont provoqué un glissement de terrain (évacuation des eaux pluviales), au niveau du chemin de wilaya n° 133, et qui constitue désormais un danger pour ses utilisateurs, le wali délégué de la Circonscription de Draria a décidé de fermer cet axe à titre temporaire, en vue d'éviter la survenue de tout danger et de dévier le trafic routier à travers la zone rocailleuse, ainsi que la Route nationale n° 63, jusqu'à Hamdania, puis Souidania". Les travaux de réaménagement du chemin sont en cours, en coordination avec les services de la Direction des travaux publics (DTP), lit-on dans le communiqué.

AFRIQUE - DROITS-HOMME
Lamamra félicite Mme Maya Sahli élue vice-présidente de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a félicité lundi Mme Maya Sahli élue à l'unanimité vice-présidente de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP).

"Toutes mes félicitations à Mme Maya Sahli élue, à l'unanimité, vice-présidente de la CADHP", a tweeté M. Lamamra. "Je lui souhaite plein succès dans ses fonctions et ses efforts pour protéger et promouvoir les droits de l'Homme et des peuples en Afrique", a-t-il écrit.

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAIN
L'Algérie participe avec plus de 60 exposants et entreprises

L'Algérie prend part à la 2e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2021), qui se déroule dans la ville de Durban (Afrique du Sud), avec plus de 60 exposants et entreprises actives dans différents secteurs, a indiqué lundi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), cette foire se tient du 15 au 21 novembre, sous le slogan "Construire des ponts pour une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) réussie".

EAU POTABLE
Reprise de l'alimentation dans le quartier des Eucalyptus (Alger)

La remise en service de l'alimentation en eau potable au niveau de trois quartiers de la commune les Eucalyptus (Alger-Est) se fera progressivement, aujourd'hui lundi, à partir de 22h00, a indiqué un communiqué de la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL). Cette reprise de l'alimentation en eau potable s'effectuera suite à une suspension, opérée lundi, au niveau des quartiers : Château rouge, Cité AADL 421 logements, et Cité 621 logements, en raison de travaux de réparation d'une canalisation principale de distribution, a précisé la même source.

Un dispositif mobile de dotation en eau potable est mis en place afin d'assurer les usagers prioritaires (établissements publics et hospitaliers), a ajouté la Seaal.

SALON INTERNATIONAL DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ANTI-INCENDIE
Participation des services de la DGSN

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) prend part, à partir de lundi à Alger, à la 3ème édition du Salon international des systèmes de sécurité, protection de l'environnement et anti-incendie, indique un communiqué de la DGSN.

La DGSN est présente à cette manifestation avec un stand spécial en matière de la sécurité publique, la Police judiciaire (PJ), et les unités aériennes de la sûreté nationale.

Sont présentés dans le stand, "différents équipements technologiques et moyens modernes, utilisés par les services de la sûreté nationale, comme la police scientifique et technique, représentée par le département incendies et explosifs, le département de la sécurité alimentaire et de l'environnement, le département des preuves et de la numérisation, en sus de la police de l'urbanisme et de l'environnement", précise la même source.

SÉTIF

Décès de quatre personnes asphyxiées par le monoxyde de carbone à Ain Azal



Quatre (4) personnes d'une même famille, résidant dans le quartier Kouadri dans la commune d'Ain Azal (50 km au Sud de Sétif), sont décédées, lundi, asphyxiées par le monoxyde de carbone émanant d'un appareil de chauffage, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Il s'agit d'une mère (32 ans) et de ses trois (3) enfants, deux garçons et une fille âgés entre 2 et 10 ans, a précisé le chargé de communication de la direction locale du secteur, le lieutenant Ilyes Keddad, précisant que l'intervention des sapeurs-pompiers a permis de sauver le père (33 ans), qui se trouve toujours inconscient au niveau de l'hôpital Youssef Yaalaoui de cette ville.

MÉDÉA

Saisie de 150 kg d'abats et de viande bovine avariés

La Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) de Médéa a saisi 150 kg d'abats et de viande bovine avariés, destinés à la consommation, ont indiqué les services de sûreté de la wilaya de Médéa.

"La viande était chargée à bord d'un camion frigorifique en provenance d'une wilaya limitrophe", selon la même source.

TOUGGOURT
17 blessés dans un accident de la route près d'El-Hedjira

Dix-sept (17) personnes ont été blessées à divers degrés de gravité, dans un accident de circulation survenu lundi sur la RN-3, près d'El-Hedjira (Touggourt), ont rapporté les services de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite au dérapage et au renversement d'un bus de voyageurs assurant la liaison Skikda/Hassi-Messaoud, au point kilométrique PK-599, sur le territoire de la commune d'El-Hedjira, a-t-on précisé.

Les blessés ont été évacués vers l'établissement hospitalier "Bachi Maamar" à El-Hedjira pour y recevoir les soins nécessaires, a fait savoir la source.

La Gendarmerie nationale a ouvert, pour sa part, une enquête pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
14 morts et 1037 blessés en une semaine

Quatorze (14) personnes sont décédées et 1 037 autres ont été blessées dans 868 accidents de la circulation au niveau national en une semaine, indique un communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec quatre (4) morts et 115 blessés dans 119 accidents de la route, durant la même période (7-13 novembre), précise la même source.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 125 opérations de sensibilisation et 56 autres de désinfection générale à travers les 58 wilayas du pays, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publique et privés, quartiers et ruelles.

En outre, les éléments de la Protection civile ont effectué 846 interventions pour procéder à l'extinction de 538 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans la wilaya d'Alger, soit 132 interventions pour l'extinction de 97 incendies.

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

L'importance des locales dans le parachèvement institutionnel, point dominant du 12^e jour de campagne

Le parachèvement de l'édification institutionnelle et démocratique a constitué le point dominant dans les discours développés par les leaders des formations politiques, en ce 12^e jour de campagne pour les élections locales du 27 novembre courant.

A partir d'Alger, le Secrétaire général du Front de Libération nationale (FLN), Abou Fadhl Baâdjji, a indiqué que les prochaines échéances "représentent le dernier maillon dans le parachèvement de l'édification institutionnelle en Algérie, comme s'est engagé à le faire le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son programme électoral".

Invité du Forum d'El Moudjahid, il a ajouté que le premier objectif du parti à travers sa participation aux futures élections est d'ordre "stratégique", précisant qu'il s'agit de "mener à bien le processus électoral, en garantissant l'intérêt de l'Algérie avant toute chose et sa stabilité". Faisant un premier bilan de cette campagne, il a fait savoir qu'à ce jour, "14 grands meetings populaires et 4 activités de proximité ont été animés", assurant du "grand intérêt" suscité auprès des militants. Il a, de ce fait, prévu une "participation raisonnable" des électeurs au prochain scrutin. Lors de son passage au Forum du journal El-Hiwar à Alger, le même responsable a développé la même idée en déclarant que le prochain scrutin constitue "un des facteurs de la stabilité politique du pays, la notion d'Etat étant incarnée par l'image que renvoie l'Assemblée communale au citoyen".

Animant un meeting populaire dans la nouvelle wilaya d'El-Meğhaier, le président du Mouve-



ment de la Société pour la Paix (MSP), Abderrazak Makri, a estimé que le prochain rendez-vous électoral constitue une étape pour "poursuivre l'édification démocratique dans le pays". "Le MSP aspire à ce que cette consultation populaire soit le bon départ d'un véritable développement global et équitable", a-t-il ajouté, exprimant son souhait que ces élections soient "propres et transparentes" à même de "garantir la bonne représentation aux Assemblées élues". Depuis Médéa, le président du parti "Front El-Moustakbal", Abdelaziz Belaid, a appelé, quant à lui, à "rassembler la classe politique et à œuvrer ensemble pour la stabilité du pays",

considérant qu'il était "temps pour tous d'assumer la responsabilité face à la situation qui prévaut dans le pays, de se rassembler autour du même idéal qu'est l'édification d'un Etat fort, et d'œuvrer à préserver la stabilité du pays et de ses institutions".

Ces élections, a-t-il poursuivi, sont l'occasion de "rétablir cette confiance, à travers une représentation au sein des Assemblées élues pour la prise en charge des attentes et des aspirations des citoyens et l'amélioration de leurs conditions de vie". A partir de Médéa également, le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a plaidé pour que les formations politiques "convergent

vers le même objectif, celui de la préservation de la stabilité du pays", appelant tout un chacun à "assumer ses responsabilités face aux défis actuels et aux multiples tentatives de division du peuple".

Il a fait remarquer qu'il incombe à la classe politique de "réinstaurer la confiance perdue entre la majorité des citoyens et leurs gouvernants, ainsi que les élus", et ce, en les représentant dans des Assemblées "soucieuses de solutionner les problèmes de leurs électeurs".

De son côté, et depuis Mila, le président du Madjliss Echoura du Mouvement El-Bina, Nassr Eddine Salem Chérif, a considéré que "les réformes passent par la

participation aux élections et par l'implication dans la gestion des affaires publiques".

Pour le président du "Front de l'Algérie nouvelle", Djamel Benabdesslem, "la réforme de l'Assemblée communale est tributaire du choix judicieux d'élus intègres et compétents", considérant que ce choix permettrait "une relance économique du pays à même de répondre aux attentes citoyennes". Il a également insisté sur l'importance du prochain scrutin pour "le rétablissement de la confiance" entre le citoyen et l'Assemblée communale, tout en appelant à une gestion de cette dernière en tenant compte des potentialités spécifiques dont elles dispose.

A partir de Mostaganem, le président du Mouvement El-Islah par intérim, Fayçal Bouessedraya a, à son tour, qualifié la prochaine consultation électorale d'"étape cruciale pour le processus d'édification nationale et le renforcement des institutions de l'Etat et de la société".

Il a estimé que ces élections constituent "une véritable opportunité pour redresser les dysfonctionnements ayant caractérisés par le passé le développement local", insistant pour que celui-ci se fasse avec "équité", tout en prenant en considération les zones les plus reculées du pays et en accélérant le train de la prise en charge des préoccupations citoyennes".

L'élargissement des prérogatives des élus locaux souligné (Presse nationale)

L'élargissement des prérogatives des élus locaux, dans la perspective de la consultation électorale du 27 juin pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW), a été abordée par des titres de la presse nationale, parue ce mardi.

Ainsi, le quotidien "El Moudjahid" a estimé, dans un article d'éclairage tiré "s'adapter aux nouvelles exigences", que cette thématique revient souvent lors des échéances électorales. Les chefs de partis politiques insistant sur "l'importance de libérer les élus du poids des restrictions de la loi et de leur permettre d'initier des projets pour le développement local dans le cadre de la bonne gouvernance". Pour mieux illustrer cette approche, des universitaires sont sollicités pour exposer leurs analyses et apporter des éléments de réponses aux lecteurs, mais aussi aux potentiels futurs élus. A ce propos, le plaidoyer du Front de Libération nationale (FLN) a été mis en exergue, son premier responsable, Abou-El-Fadhl Baâdjji, ayant défendu l'idée d'un "amende-

ment" de la loi communale et de wilaya dans le sens de "l'élargissement" des prérogatives des élus locaux, de sorte à ce qu'ils soient des "partenaires" dans la gestion de l'investissement local et de la prise en charge des attentes citoyennes. Allant dans le même sens, Le Front des Forces socialistes (FFS), par la voix d'un des membres de son Instance présidentielle, Hakim Belahcel, a indiqué "aspirer à la consécration du changement au niveau local en agissant dans le sens du démantèlement des noyaux durs de la bureaucratie et du renforcement des prérogatives des élus locaux". De son côté, le quotidien "L'Expression" s'est penché sur des aspects particuliers de cette élection, à savoir la proportion importante des candidats issus de la jeunesse, citant le cas pour le FLN, la fiscalité locale comme "cheval de bataille" des concurrents et enfin, l'intérêt que représente la commune d'Alger-Centre pour laquelle ces derniers se livrent également "bataille". A travers une lecture critique, le quotidien "El Watan" considère que, derrière les "vieux sujets" que sont la révision

du code communale et de wilaya ainsi que la fiscalité communale, se dissimule "l'objectif non déclaré" d'acquiescer des sièges aux APC et APW ainsi que "les avantages" y afférents. Pour autant, ce titre estime que les partis politiques engagés dans cette course "ont évité, jusque-là, le populisme des promesses irréalisables", contrairement aux candidats indépendants, pour la plupart jeunes, et qui "osent vendre des rêves chimériques aux citoyens".

Poursuivant sa série intitulée "vivre sa commune", lancée à l'occasion de la campagne électorale en cours, le quotidien "Horizons" a dédié sa livraison de ce jour à des communes de la wilaya de Constantine, avec comme idées phares le renforcement des prérogatives des élus locaux. Dans le registre de la presse arabophone, le quotidien "Echaab" a repris les déclarations des animateurs des meetings et autres activités de proximité en ciblant celles à travers lesquelles ces derniers "s'engagent à donner écho aux préoccupations des citoyens".

Sous le titre "Le changement passe par le

choix judicieux des candidats et des programmes", "El-Massa" est revenu également sur les plaidoyers des leaders de la classe politique inhérents à "l'élargissement" des prérogatives des élus locaux afin de favoriser "l'implication de la commune dans la relance économique nationale. Ceci, est-il écrit, à travers "l'affranchissement" de ces derniers des "obstacles" empêchant ce dessein. Cette principale revendication est tout aussi reprise par le quotidien "Al-Khabar", qui reprend les déclarations des chefs de partis politiques dans ce sens, à l'instar du Vice-président du Mouvement El-Bina, Ahmed Dane. Ce dernier ayant assuré que cette formation "œuvrera à libérer les élus locaux de toutes formes de pressions, tout en les encourageant à prendre des initiatives". Enfin, le journal "Echourouk" a abordé un tout autre aspect de ladite campagne, en l'occurrence celui des "dépassements" des règles régissant cette étape par certains candidats dans les wilayas d'Alger et de Tipaza, tels que signalés par des concurrents de ces derniers.

Le challenge du langage de vérité pour convaincre les électeurs (presse régionale)

Les journaux édités dans l'Est du pays ont mis en exergue, dans leur livraison de mardi, le challenge électoral des partis politiques, contraints d'adopter un langage de vérité pour convaincre les électeurs et répondre aux revendications multidimensionnelles des citoyens.

Le journal "En-nasr" titre ainsi "Des partis politiques adoptent un langage de vérité pour attirer les électeurs", relevant la course contre la montre engagée par les formations politiques pour tenter de recouvrer la confiance des citoyens vis-à-vis des élus locaux, exploitant les quelques jours restant de la campagne électorale

pour "vaincre les réticences des électeurs" en prévision des locales du 27 novembre courant.

La publication répercutée, dans ce contexte, des déclarations du chargé de communication du Front des forces socialistes (FFS), faisant état de l'existence d'une "crise de confiance entre les institutions élues et les citoyens", qu'il s'agit de dépasser en "concrétisant les promesses de campagne".

L'auteur de l'article rapporte également les propos de Lamine Osmani, président du parti Sawt Echaab, soulignant le rôle des formations politiques qui doivent proposer une ressource humaine capable de trouver des solutions tan-

gibles aux aspirations des citoyens pour regagner leur confiance, en plus de tenir un "langage de vérité et de sincérité".

Le "Quotidien de Constantine", s'intéresse pour sa part au "pérille marathonien des chefs de partis et des animateurs des listes indépendantes" qui s'intensifie à travers le territoire national sans pour autant "susciter un grand intérêt des citoyens" ballotés, relève le journal, entre "des programmes électoraux assez identiques". La publication répercutée, par ailleurs, la sortie du secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadl Baâdjji, affirmant au Forum d'El Moudjahid, que les

prochaines échéances "représentent le dernier maillon dans le parachèvement de l'édification institutionnelle en Algérie comme cela a été promis par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son programme".

Pour le SG du FLN, souligne le même journal, le premier objectif du parti, à travers sa participation aux élections locales du 27 novembre courant, est de "mener à bien le processus électoral, en garantissant l'intérêt de l'Algérie avant tout et sa stabilité". Sous le titre "Le nomadisme a la peau dure", le journal "L'Est Républicain" met l'accent sur les élus sortants, les candidats malheureux aux der-

nières législatives et autres militants connus d'autres partis qui "changent de couleur politique" en prévision des élections locales du 27 novembre. Cette publication évoque également les meetings organisés par différents acteurs politiques à travers le pays, notamment, Abdelaziz Belaid, président du Front El Moustakbel et Hakim Belahcel du FFS.

Poursuivant la couverture de la campagne électorale, "Ayn El Djazair" relaye les sorties sur le terrain des chefs de partis politiques lesquels "plaident pour le changement" à travers les élections des assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW).

ENERGIE

Intense activité du ministre de l'Energie et des Mines à la conférence et exposition internationales sur le pétrole d'Abu Dhabi

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a pris part, lundi, à plusieurs activités et effectué nombre de rencontres et d'entretiens, en marge de la Conférence et exposition internationales sur le pétrole d'Abu Dhabi (ADIPEC 2021 - The Abu Dhabi International Petroleum Exhibition and Conférence), l'un des grands événements relatifs à l'industrie de l'énergie mondiale, a indiqué un communiqué du ministère.

Selon la même source, M. Arkab a pris part à l'ouverture par Son Altesse, Cheikh Mansour Ben Zayed Al Nahyane, vice-Premier ministre et ministre des affaires présidentielles des EAU, de la conférence et exposition internationales sur le pétrole d'Abu Dhabi (ADIPEC 2021), qui se tient du 15 au 18 novembre, dans la capitale émiratie.

En marge de la conférence, ajoute le communiqué, le ministre a eu des entretiens et des rencontres avec plusieurs ministres de l'Energie et du Pétrole, ainsi qu'avec un groupe de personnalités présentes à la conférence. Selon le communiqué, le ministre

de l'Energie et des Mines a rencontré le ministre émirati de l'Energie, Souhail al Mazrouei, le ministre saoudien de l'Energie, le Prince Abdelaziz ben Salmane, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minières, Tarek al-Moulla, ainsi qu'avec le ministre des Mines et des Hydrocarbures de la Guinée équatoriale, Gabriel Mbaga Obiang Lima.

M. Arkab a pris part aux travaux d'une table ronde ministérielle qui a regroupé les ministres de l'Energie et du Pétrole, saoudien, émirati, russe, indien, égyptien et autres, intitulée "Formuler l'avenir de l'énergie-dessiner un processus pour l'action clima-



tique à travers la satisfaction des besoins mondiaux en énergie". Le ministre a eu des entretiens

avec le Président exécutif de l'entreprise italienne "ENI", Claudio Descalzi, avec le Président exé-

cutive de la compagnie "Dragon Oil", Ali Rached Al Jarwan, ainsi qu'avec le Président exécutif de la compagnie, "Baker Hughes", Lorenzo Simonelli. Pour rappel, le ministre de l'Energie et des Mines prend part à ADIPEC 2021, en compagnie d'une délégation qui regroupe les Directeurs des deux groupes, Sonatrach et Sonelgaz, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "AL-NAFT", ainsi que des cadres du ministère. Cette conférence devrait se poursuivre, mardi, avec la participation de M. Arkab aux travaux d'une séance de travail sur l'hydrogène.

JUSTICE

Bataille pour le recouvrement de la confiance du citoyen en les institutions judiciaires (ministre)

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé lundi à Alger la détermination de son secteur à recouvrer la confiance du citoyen en les institutions judiciaires et à améliorer "l'image négative" qui a été véhiculée en raison des précédents cumulés.

M. Tabi qui était invité de la Radio nationale, a déclaré "nous disposons aujourd'hui de tous les moyens nécessaires pour mener une bataille visant à recouvrer la confiance du citoyen en les institutions de l'Etat, notamment judiciaires", attribuant "cette confiance ébranlée entre le citoyen et la justice à des cumulés précédents qui ont amené le citoyen à avoir une image négative sur les institutions de son Etat".

"L'Algérie jouit d'une indépendance judiciaire selon les normes internationales", a indiqué le ministre, ajoutant que les contours de cette indépendance "se manifestent clairement dans divers domaines, dont la séparation des pouvoirs exécutif et le pouvoir judiciaire et la composante du Conseil supérieur de la magistrature, en sus de l'atmosphère favorable dans laquelle travaille la corporation de la justice, notamment les magistrats, et ce pour leur permettre de s'acquitter de leurs tâches et de jouer leur rôle constitutionnel".

M. Tabi a relevé, par ailleurs, la nécessité pour "le citoyen de s'impliquer dans cette indépendance qui se veut une revendication sociale car étant le gardien des

libertés et des droits", ajoutant que "la mise en place des mécanismes et la promulgation des lois consacrant l'indépendance de la justice ne saurait suffire sans l'implication du citoyen dans ce processus".

Dans le même sillage, il a souligné la poursuite de la réduction "du nombre d'affaires en souffrance devant la Cour suprême et le Conseil d'Etat, en révisant certaines procédures relatives à la justiciabilité et au recours". Pour M. Tabi, ce problème "est dû à l'absence de confiance du citoyen en le jugement rendu à son encontre, lequel fait l'objet souvent d'un pourvoi en cassation au niveau de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat". Pour y remédier, "il est procédé actuellement à la révision de certaines procédures liées à la juridiction et au pourvoi pour trouver des dispositions alternatives telles que le règlement et la médiation et ce à l'occasion de l'ouverture d'ateliers d'amendement des lois comme les codes de procédure civile et pénale", a-t-il expliqué. Concernant la formation continue des magistrats, le ministre a indiqué que "la complexité des contentieux notamment économiques et les multiples affaires criminelles, impliquent la poursuite de la formation qualitative et continue des magistrats, en parallèle avec la poursuite de l'adaptation du système juridique pour qu'il soit au diapason des développements de l'heure", d'autant que le secteur oeuvre à augmenter le nombre global des magistrats au niveau national.

A propos de la dépenalisation de l'acte de gestion, M. Tabi a précisé que "le groupe de travail composé de magistrats remarquables, d'avocats et d'universitaires compétents présentera prochainement ses propositions sur la révision des lois ayant trait à la dépenalisation des actes de gestion et la détermination de l'erreur pénale par l'amendement des codes pénaux, de procédure pénale et de commerce".

Au sujet de la révision du système pénitentiaire, le ministre a indiqué que "les nouvelles orientations du programme de réforme pénitentiaire s'appuie sur le concept de la défense sociale qui fait de l'application de la loi un moyen de protection de la société, adoptant ainsi le principe de réforme et de réinsertion sociale reposant sur des bases scientifiques visant à accompagner et réinsérer les détenus dans la société et de les prévenir de la récidive".

Le code portant organisation pénitentiaire et de réinsertion sociale des détenus porte sur plusieurs mesures visant essentiellement l'humanisation des conditions pénitentiaires et de traitement des détenus à travers la promotion des mécanismes de rééducation et de réinsertion par l'institution d'instruments liés notamment à la création de services extérieurs chargés du suivi des détenus remis en liberté et l'ouverture des portes à la société civile, aux associations, aux instances de recherche scientifique et aux autres secteurs ministériels.

EXPO 2020 DE DUBAÏ

Le pavillon Algérie au service de la diplomatie économique (commissaire)

Le pavillon Algérie de l'Expo 2020 de Dubaï intensifiera ses efforts pour faire connaître les opportunités d'affaires en Algérie et être un outil au service de la diplomatie économique, a indiqué le commissaire du pavillon, Mokhtar Attar.

Dans une déclaration à l'APS, M. Attar a précisé que "le pavillon Algérie de l'Expo 2020 de Dubaï ne se contentera pas de mettre en exergue le rayonnement culturel et touristique de notre pays, mais, également, d'exploiter cette manifestation mondiale pour promouvoir la destination Algérie sur le plan économique". Il a en outre ajouté que la mise en exergue des ressources du pays et de ses opportunités économiques promet- teuses pour attirer les investisseurs figurait parmi les principaux objectifs de la participation algérienne à cette manifestation. Le pavillon reçoit quotidiennement des hommes d'affaires étrangers et algériens des enfants de la diaspora algérienne, qui viennent s'enquérir des opportunités de commerce et d'investissement en Algérie, poursuit M. Attar.

Les organisateurs du pavillon les mettent automatiquement en contact avec l'attaché commercial de l'ambassade algérienne à Abu Dhabi en vue de les orienter et leur fournir toutes les informations nécessaires. Le pavillon algérien organisera, en décembre prochain, un forum d'affaires en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), et en coor-

dination avec les organisations de patronat en Algérie. Le forum prévoit des conférences sur le climat des affaires en Algérie, durant lesquelles seront expliquées les dernières modifications apportées aux textes de loi régissant le domaine de l'investissement, en sus des rencontres d'affaires bilatérales "B to B".

A travers ces manifestations, indique le commissaire, le pavillon algérien pourra jouer son rôle en donnant une image plus précise des potentialités économiques du pays.

La dimension humaine mise en avant

Le pavillon Algérie a pour objectif d'effacer l'image stéréotypée sur l'Algérie dans tous les domaines. M. Attar a rappelé que le pavillon algérien avait reçu des dizaines de groupes d'écoliers et d'étudiants dans le cadre des visites organisées qui ont eu un aperçu détaillé sur l'histoire de l'Algérie, ses réalisations et ses perspectives de développement.

Le visiteur du pavillon algérien se trouve en "voyage" du berceau de l'humanité d'Ain Boucherit jusqu'aux projets de transition énergétique et les smart-cities.

La promotion de la destination Algérie est basée essentiellement sur la dimension humaine. A ce propos, le commissaire a déclaré que "certains pavillons on mis à profit les dernières avancées technologiques pour attirer plus de visiteurs. L'Algérie par contre a opté pour une autre approche en se focalisant sur la dimension humaine, mettant en avant dans son pavillon les relations interhumaines. L'Algérie qui a participé, pour la troisième fois à EXPO Dubaï a remporté plusieurs prix lors des éditions précédentes. Le pavillon algérien a toutes les chances pour décrocher une distinction à cette édition, compte tenu du contenu qu'il propose, a indiqué le commissaire.

L'Algérie participe à la manifestation internationale EXPO 2020 Dubaï qui s'étale du 1 octobre dernier à fin mars 2022 avec un pavillon indépendant. S'étendant sur une surface de 1.300 m², le pavillon a été conçu sous forme de la Casbah d'Alger qui renvoi au patrimoine civilisationnel dont recèle le pays.

Des magistrats et cadres prennent part bre à une conférence internationale sur la cybercriminalité (ministère)

Des magistrats et des cadres du ministère de la Justice prendront part, du 16 au 18 novembre en cours, à une conférence internationale sur la cybercriminalité, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Selon le communiqué, deux magistrats et deux cadres du ministère prendront part du 16 au 18 novembre en cours à la conférence internationale "Octopus" sur la cybercriminalité, dans le cadre de la coopération avec le programme européen de lutte contre la cybercriminalité. La conférence Octopus, organisée tous les 12 à 18 mois par le Conseil de l'Europe, constitue l'une des plus grandes et des meilleures plateformes

d'échange en matière de cybercriminalité, réunissant des experts de 80 pays, des organisations internationales, du secteur privé et du monde universitaire. Seront abordées lors de cet événement "des thématiques liées aux stratégies de lutte contre la cybercriminalité, l'intelligence artificielle, la formation judiciaire dans le domaine des crimes cybernétiques et des preuves électroniques, la détection automatique des documents relatifs à l'agression sexuelle contre les enfants, les programmes de rançon et des monnaies chiffrées et la situation mondiale des législations sur la cybercriminalité, ainsi qu'à la vision future de la cybercriminalité à

l'horizon 2022". A ce titre, et dans le cadre de la coopération avec l'Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Algérie et de la coordination avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), dix (10) magistrats participeront mercredi à la quatrième (4) rencontre en ligne sur "le signalement de la violence faite aux femmes", a poursuivi la même source. Les participants à cette rencontre auront à aborder les questions relatives au signalement de la violence à l'égard des femmes et passeront en revue l'expérience de la plateforme de signalement au Suède, a conclu le communiqué.

TISSEMSILT

Lancement prochain de l'aménagement de 35 km de routes

Le lancement des projets d'aménagement routier, entre chemins de wilaya (CW) et chemins communaux (CC) dans la wilaya de Tissemsilt est pour "bientôt", a annoncé lundi le wali, Abbas Badaoui.

En marge d'une cérémonie de mise en service du projet d'aménagement de 12 kilomètres de chemins de wilaya, M. Badaoui a indiqué à la presse que le lancement de projets d'aménagement de routes, à savoir 13 kilomètres de CW et 22 kilomètres de CC est attendu "prochainement", estimant que cette opération sera achevée avant la fin du premier trimestre 2022. Le chef de l'exécutif a souligné que ces projets visent à rompre avec l'isolement dont souffrent les populations des zones rurales de la wilaya, faisant part de la réalisation de près de 80% du programme de développement visant l'aménagement de 269 km de routes entre chemins de wilaya et communaux. Il a également indiqué qu'une proposition a été faite pour le classement des chemins de wilaya en routes nationales. Une proposition



qui permet de disposer d'une enveloppe financière conséquente pour sa matérialisation. Le wali a déclaré, au passage, que "la priorité du programme de développement de l'année prochaine sera accordée à la prise en charge de l'aménagement et de la réhabilitation du réseau routier de la wilaya,

dans le sillage de la volonté des autorités locales de désenclaver les agglomérations rurales isolées. Pour sa part, le directeur des travaux publics de la wilaya a annoncé, en marge de cette cérémonie, l'achèvement récent de l'aménagement de quelque 40 kilomètres des tronçons routiers entre che-

mins de wilaya et chemins vicinaux, ayant été dans une situation de "détérioration avancée". L'aménagement de 12 km de CW a nécessité une enveloppe financière de 240 millions DA, dégagee dans le cadre du programme sectoriel, selon les explications fournies sur place.

OUM EL BOUAGHI

Nécessaire amélioration de l'écoute par le recours à l'audiovisuel dans l'enseignement de l'arabe (universitaires)

Les participants au colloque international sur "L'impact des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement et l'apprentissage des langues", clôturé lundi à l'Université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi, ont recommandé de "renforcer l'écoute chez les élèves à travers l'utilisation des moyens audiovisuels dans l'enseignement de la langue arabe". "Le renforcement de l'écoute chez les élèves se fait en recourant à l'approche fonctionnelle ou communicative basée sur les technologies modernes", a précisé la présidente du colloque, Nassima Nabi, à l'issue des travaux du colloque qui a vu la participation de professeurs d'universités nationales et étrangères.

Mme Nabi a ajouté que l'amélioration de l'écoute chez les élèves à travers les supports audiovisuels dans l'enseignement de l'arabe concerne les élèves du cycle primaire, attestant que le procédé permet de consolider la prononciation correcte de la langue par l'apprenant, en plus d'enrichir son vocabulaire et ses connaissances. Elle a estimé que cette

méthode "conforte surtout les locuteurs qui ne parlent pas la langue arabe" et permet à l'apprenant d'"utiliser des mots et des terminologies par le biais de supports audiovisuels en mesure de l'aider à bien s'intégrer dans son environnement social". Les recommandations de ce colloque ont également axé sur "l'appel à s'adapter aux technologies modernes dans la présentation des programmes d'enseignement de la langue arabe dans l'école algérienne", "former l'enseignant aux concepts de l'informatique et aux méthodes d'investissement dans les technologies modernes" en plus de "la nécessité de fournir une base numérique pour assurer le succès de l'apprentissage électronique".

Aussi, lors des travaux de la seconde journée de ce colloque, des interventions ont été présentées abordant différents axes, comme celle présentée par le professeur Abdeslam Aissaoui de l'Université de Tunis, à travers laquelle il a soulevé la problématique de l'informatisation de la langue, soulignant que "la linguistique informatique est une tentative

d'utiliser l'ordinateur pour comprendre la langue".

M. Aissaoui a également abordé la problématique de l'informatisation de la sémantique dans la langue qui diffère, selon lui, du sens que nous percevons, relevant que "la langue est plus forte pour qu'elle soit informatisée".

Les communications présentées au second et dernier jour de ce colloque international ont également abordé "l'utilisation de la technologie pour développer la capacité d'écoute des enfants des classes préparatoires", par le Pr. Abdeldjalil Lagram de l'Université d'Oum El Bouaghi, et "l'impact des technologies de l'information et de la communication sur l'enseignement et l'apprentissage du français comme langue étrangère", par Pr. Fatima Djabailli de l'Université de Khenchela. Pour sa part, Ahmed Reda Hamdi de l'Université de Kef (Tunisie) a présenté une communication portant sur "L'expérience tunisienne dans l'intégration des TIC dans l'apprentissage et l'enseignement des langues, approche didactico-systémique".

KHENCHELA

Le musée du moudjahid célèbre la bataille de Djebel Khaled

Le musée régional du moudjahid de la wilaya de Khenchela a célébré lundi le 67ème anniversaire de la bataille de Djebel Khaled, dans la commune de Yabous, par une série d'expositions de photographies, d'ouvrages et de coupures de journaux d'époque ayant trait à cet événement.

Les expositions ont mis en exergue la bataille de Djebel Khaled qui a eu lieu deux semaines après le déclenchement de la Révolution de libération dans la région de Djebel Khaled dans la commune de Yabous, sur les frontières administratives entre les wilayas de Khenchela et Batna et qui a vu la participation de

70 moudjahidine. Les stagiaires du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de la commune de M'toussa ont suivi à l'occasion les détails du déroulement de cette bataille au travers des témoignages écrits de moudjahidine de la wilaya 1 historique Aurès-Nememcha dont Redah Mohamed El Bachir, Mohamed Maache et Rouah Mebarek.

Dans ce contexte, le chef du service d'information et animation auprès du musée, Raffik Merdaci a indiqué à l'APS que ce haut-fait d'arme qui a eu pour théâtre une zone forestière dans la région de Taghrisset, dans la commune de Yabous, est l'une des plus grandes

batailles survenues durant les premiers jours de la révolution, occasionnant des pertes immenses en hommes et en matériel à l'armée d'occupation.

Les forces d'occupation ont été alertées de la présence de deux groupes de moudjahidine dirigés par Mohamed Belbar et Smaïl Ghebrouri à l'Est de la région de Taghrisset, et dépêché aussitôt de gros renforts appuyés par l'aviation qui a bombardé le site obligeant les moudjahidine à sortir de leur refuge et affronter l'ennemi, a ajouté M.Merdaci. Les moudjahidine ont perdu dans cette bataille le chahid Mohamed Belbar, cinq de ses compagnons et déplorèrent trois blessés, tandis que l'armée d'oc-

cupation française a enregistré la perte de près de 60 soldats en plus d'une vingtaine de blessés, selon la même source qui a précisé que les moudjahidine s'étaient emparés d'un pistolet mitrailleur MAT 49 et avaient profité de l'obscurité pour se retirer, étant inférieurs en nombre. Selon M. Merdaci, le musée régional du moudjahid de Khenchela tient régulièrement à célébrer les grandes dates et les batailles de la Révolution de libération pour faire découvrir aux générations de l'indépendance les sacrifices consentis par leurs aînés et développer l'esprit nationaliste des nouvelles générations.

APS

EL BAYADH

Reprise de l'activité des gares routières de Bougtob et de Labiodh Sidi Cheikh

L'activité des gares routières des communes de Bougtob et de Labiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh) a repris après la prise d'une série de décisions pour leur relance, a-t-on appris lundi du directeur des transports Mahiouï Cheikh. Ces décisions portent, entre autres, sur la désignation d'une entreprise publique pour gérer ces deux structures devant assurer cette mission de service public au profit des passagers, a indiqué à l'APS M. Mahiouï, faisant part de la prise en charge de la demande des usagers de la gare de Bougtob de réaliser une voie d'évitement pour éviter les goulets d'étranglement dans cette ville-relais qui constitue un lieu de passage entre le chef-lieu de wilaya El Bayadh aux wilayas de Saïda, Nâama et Béchar. Selon le même responsable, il a été procédé à l'élaboration de deux plans de gestion des gares de Bougtob et de Labiodh Sidi Cheikh au profit des opérateurs versés dans le transport urbain et le transport intercommunal, en collaboration avec les représentants des transporteurs pour organiser l'activité du transport terrestre au niveau de ces deux collectivités locales. Dans le cadre de l'amélioration du service public, notamment en ce qui concerne la disponibilité du transport à travers les différentes zones de la wilaya, plus de 260 agréments ont été accordés récemment aux chauffeurs de taxi, à titre exceptionnel pour le transport urbain et intercommunal reliant les communes d'El Bayadh, Labiodh Sidi cheikh, Bougtob, Brezina et Boualel, mais aussi l'inter-wilaya. La direction des transports a procédé également au recensement de tous les regroupements d'habitat répartis à travers 22 communes en matière de transport urbain (peu ou manquant). Dans ce contexte, il a été décidé d'accorder toutes les facilités pour l'octroi d'autorisations de transport pour les personnes intéressées par cette activité dans ces zones conformément aux mesures et conditions légales. Le nombre de transporteurs dans la wilaya d'El Bayadh est estimé à 1.800 répartis entre transport urbain, intercommunal et inter-wilaya, a indiqué le directeur des transports Mahiouï Cheikh.

TLEMCCEN

Vaccination de plus de 16.000 têtes de bovins contre la fièvre aphteuse (DSA)

L'inspection vétérinaire de la wilaya de Tlemcen a procédé à la vaccination de 16.360 têtes de bovins contre la fièvre aphteuse depuis le début de la campagne à la mi-septembre, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette campagne de prophylaxie qui se poursuit jusqu'à la fin de l'année en cours a touché 920 éleveurs de la wilaya et vise un objectif de toucher 90 pour cent du cheptel bovin dont dispose la wilaya, estimé à près de 30.000 têtes, réparties à travers les différentes communes, selon la même source. La wilaya de Tlemcen, qui a bénéficié d'un premier quota de 28.000 doses de vaccin du laboratoire vétérinaire régional de Tlemcen, a consommé jusque là près de 60 pc, a-t-on indiqué, soulignant que le service concerné a reçu aussi 18.000 doses de vaccin contre la rage depuis juillet dernier, ce qui a permis de vacciner 8.872 têtes de bovins et 459 chiens, sous la conduite de vétérinaires privés, au nombre de 40, qui se sont mobilisés pour ces deux opérations de vaccination. La fièvre aphteuse est une épidémie touchant l'élevage ovin, bovin et camel in, soumise à une déclaration obligatoire. Réputée contagieuse, ses symptômes apparaissent comme aphtes sur les muqueuses buccales et nasales, entraînant une salivation intense. Cette zoonose impacte fortement sur la production du lait et la viande, a-t-on expliqué. L'inspection vétérinaire de Tlemcen a lancé, parallèlement à cette campagne, une autre opération de vaccination du cheptel contre la peste des petits ruminants, qui a ciblé 420 éleveurs et touché 5.135 têtes d'ovins sur un total de 800.000 dans la wilaya. Un premier quota estimé à 7600 doses de vaccin a été exploité à la faveur de cette opération, en attendant la réception d'un deuxième à 40.000 unités dans les prochaines semaines, pour poursuivre le reste de la vaccination jusqu'à la fin de l'année en cours, a-t-on fait savoir.

ILLIZI

Plus de 210 têtes de bétail acheminées du Niger dans le cadre du troc

Au moins de 211 têtes de bétail (143 ovins et 68 bovins) ont été ramenées à Illizi du Niger par un opérateur économique dans le cadre du commerce de troc transfrontalier, a-t-on appris lundi de la direction locale du Commerce et de la promotion des exportations.

L'action a été opérée contre une exportation de dattes sèches via le poste frontalier terrestre d'In-Guezzam, par un opérateur local autorisé à exercer ce type d'activités commerciales en vue d'approvisionner le marché local en viandes rouges, a-t-on précisé.

Le cheptel importé a été soumis aux procédures douanières d'usage et à un contrôle vétérinaire en vue de s'assurer de sa qualité, conformément à la réglementation régissant ce type d'échanges commerciaux, a-t-on ajouté.

La direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Illizi avait autorisé l'importation de cheptel vivant pour les opérateurs éligibles à l'exercice du commerce de troc transfrontalier avec le Niger et le Mali, après l'avoir une première fois interdite par arrêté de wilaya, et ce à titre préventif, pour éviter la propagation de zoonoses, a expliqué la source.

Onze (11) opérateurs économiques exercent l'activité de troc transfrontalier qui permet l'exportation d'une liste de 14 produits algériens, à l'instar des dattes, sel brut et de table, couvertures, et articles d'artisanat, contre une liste de 36 produits autorisés à l'importation, à l'exemple du henné, thé vert, épices, miel, aliments de bétail, tissus et vêtement targuis.

Le commerce de troc transfrontalier avec le Niger et le Mali concerne quatre wilayas de l'extrême Sud du pays, à savoir Illizi, Tamanrasset, Adrar et Tindouf, conformément à un arrêté interministériel (commerce et finances) publié au journal officiel N°44.

DJANET

Aménagement d'une zone d'activité dédiée aux micro-entreprises

Des travaux d'aménagement d'une nouvelle zone d'activité dédiée aux micro-entreprises ont été lancés à Djanet, dans le cadre de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Une enveloppe de 45 millions DA a été consacrée à cette opération qui comprend, entre autres, la viabilisation du terrain, la réalisation des voies, le raccordement aux réseaux divers (électricité, gaz, AEP, assainissement), l'installation de l'éclairage public et la réalisation de bureaux administratifs, a-t-on précisé.

La réalisation de cette zone d'activité, qui totalise 40 lots répartis sur une assiette globale de 20.000 m² au niveau de la région d'Ifri à Djanet, s'inscrit dans le cadre des mesures d'accompagnement des jeunes porteurs de projets, en leur assurant un environnement favorable à l'investissement et au développement de projets innovants dans la région.

Elle intervient aussi en application des instructions des hautes autorités du pays pour accorder aux jeunes porteurs de projets toutes les facilités afin de concrétiser leurs investissements, a souligné le chef de l'exécutif de la wilaya de Djanet, Benabdallah Chaïb, en marge d'une visite d'inspection du site.

Pour assurer l'accompagnement entrepreneurial et multiplier les opportunités d'investissement dans différents créneaux, une commission intersectorielle d'orientation et d'information a été installée à Djanet.

La démarche vise à élaborer un plan commun permettant de contribuer à la promotion de l'investissement industriel dans cette nouvelle wilaya qui recèle des potentialités considérables, touristiques, minières et industrielles, lui permettant de devenir un pôle économique d'excellence dans le Sud.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Rebond de la croissance à 4,2% au 1^{er} semestre 2021 (ONS)

La reprise de l'activité économique de la majorité des secteurs en 2021, après les baisses de l'année dernière, dues aux conséquences directes de la Covid-19, a soutenu le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Algérie, qui a enregistré une croissance conséquente de 4,2% durant le 1^{er} semestre 2021 par rapport à la même période de 2020.

Après avoir connu une hausse de 2% au premier trimestre et 6,4% au second, la croissance économique a atteint 4,2% durant les six premiers mois de l'année en cours. Cette amélioration a été réalisée grâce à une "forte reprise" des activités de la majorité des secteurs à l'exception de celui de l'agriculture qui a connu un "léger recul" de 0,3% au deuxième trimestre contre une hausse de 0,6% au premier, selon les données de l'Office National des Statistiques (ONS).

Cette performance de la croissance économique a été tirée, essentiellement, par les secteurs des Hydrocarbures, de l'Industrie, du Bâtiment-Travaux Publics et Hydrauliques (BTPH), y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP), les Services marchands et les services non marchands, a précisé l'Office. Une croissance soutenue qui résulte surtout d'"une forte reprise" des activités économiques dans les secteurs du Bâtiment-Travaux Publics et Hydrauliques (BTPH), y compris les services et travaux publics pétroliers (STPP) avec 13,7%, les Hydrocarbures (11%), les Services Marchands (10,2%) et l'Industrie (9,3%), a détaillé l'Office.

La valeur ajoutée des hydrocarbures a apporté "une forte contribution" à la croissance économique. Cette amélioration a été tirée, essentiellement, par la branche d'activité du pétrole brut et gaz naturel avec une hausse de 41,2%. Cette performance, s'est déroulée dans "un contexte des hausses des prix internationaux et le déflateur a connu de nouveau une forte augmentation de 104%", selon les explications de l'Office.

Au second trimestre de l'année en cours, les services marchands ont, également, aidé à cette amélioration du PIB, avec une évolution de +10,2% contre +0,4% au premier trimestre.

La souplesse des restrictions du confinement a permis au différentes branches du secteur d'enregistrer de "bons résultats": hôtels, cafés restaurants (-12,4%), les transports et communications (+10,4%), le commerce et les services fournis aux ménages (+10,3%) pour chaque branche et enfin



les services fournis aux entreprises avec (+3,5%). La hausse de la croissance de l'Industrie, quant à elle, a été tirée essentiellement par la valeur ajoutée de l'énergie (+10,5%), des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques (ISMME +38,9%), les matériaux de construction (+8,9%), textiles (+9,5%) et l'industrie agroalimentaire (+3%).

Les services marchands, avec une amélioration de +1,3%, ont également participé à cette croissance, grâce à leurs branches d'activités, notamment, celles des administrations publiques (+1,3%), les services financiers (1,6%) et les affaires immobilières (+2,2%).

Au second trimestre de l'année en cours, les importations de biens et services ont enregistré une croissance en

volume de 3,7% contre une baisse de -22,3% au cours de la même période de 2020.

Cette augmentation s'explique, selon l'ONS, par la hausse des importations de marchandises de 3,8% et les importations de services (+3,6%). Cette tendance haussière a concerné aussi la dépense intérieure brute qui a connu une hausse de 5,6% en volume durant la période de référence, contre une baisse de 14,8% au cours du deuxième trimestre 2020.

De mai à juin 2021, la

dépense de consommation finale totale a augmenté de 5,3%. Ainsi, la consommation finale des ménages a affiché une croissance de 7,1% et celle des administrations publiques de +1,3%.

Au deuxième trimestre 2021, l'investissement (formation brute du capital fixe) a affiché une "forte hausse" de 25,8% contre une diminution de 15,9% au cours de la même période de 2020. Cette amélioration des indicateurs a également caractérisé les exportations de biens et services qui ont enregistré une hausse en volume de 10,2% au deuxième trimestre 2021. Une augmentation tirée par la hausse du volume des exportations des hydrocarbures (+10,3%) et les exportations des autres biens (+44,8%), alors que les exportations des services ont reculé de 7,1%.

Investissement: hausse de 25,8%

Au second trimestre de l'année en cours, les importations de biens et services ont enregistré une croissance en

PORT D'ORAN

Achèvement des travaux de réhabilitation du quai commercial "Genets", fin 2021

L'achèvement des travaux de réhabilitation du quai commercial "genets" du port d'Oran est prévu pour la fin 2021, a-t-on appris du P-dg de l'entreprise portuaire d'Oran (EPO), Mokhtar Korba.

Les travaux de réhabilitation du quai commercial "genets" étendu sur une longueur de 198 mètres concernent l'extension et le dragage sur une profondeur de 12 mètres, a indiqué M. Korba dans une déclaration à l'APS, signalant que le coût de ce projet se situe autour de 200 millions DA puisés du budget de l'EPO. "Les

travaux sont très avancés et tirent à leur fin", a-t-il souligné, précisant qu'ils ont dépassé les 95%.

Selon le P-dg de l'EPO, le quai commercial "genets" réhabilité sera ainsi livré la fin de l'année en cours, au plus tard. Ces travaux, une fois achevés, devraient permettre d'accueillir des navires de capacités de tonnage moyen et d'exporter le Clinker (ciment). Une fois réhabilité, le quai commercial "genets" auquel s'ajoutent les quais "Ghazaouet" et "Gabes", sera totalement dédié à l'exportation de ce

matériau de construction, a-t-on expliqué. A signaler que durant les 10 premiers mois de l'année en cours, pas moins de 196.200 tonnes de Clinker ont été exportées, à partir du port d'Oran. Ce matériau de construction est produit par le Groupe industriel des ciments d'Algérie "GICA" et le groupe "Lafarge Holcim Algérie", selon le Pdg de l'EPO.

Pour rappel, le port d'Oran dispose de 13 quais, de même qu'un terminal à conteneur devant être réceptionné la fin de l'année en cours.

EL BAYADH

Accompagnement de 37 mini-projets d'investissement

La pépinière des petites et moyennes entreprises de la wilaya d'El Bayadh a accompagné 37 mini-projets d'investissement depuis 2020, a-t-on appris de cette instance.

Cet incubateur d'El Bayadh a accompagné des investisseurs parmi les porteurs des mini-projets dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie jusqu'à leur concrétisation sur le terrain.

Ces projets concrétisés portent sur la production et l'extraction d'huiles essentielles et pharmaceutiques, la production de plantes fourragères, le recyclage des déchets, le traitement et le transfert de la laine, l'énergie solaire et autres.

Une pépinière d'entreprises liées par des accords de

coopération et de coordination avec diverses administrations publiques et dispositifs de soutien et d'emploi des jeunes assure l'accompagnement des porteurs de projets depuis l'idée du projet jusqu'à son élaboration et sa concrétisation. Elle prend en charge également la formation, l'accompagnement, la mise en place et le fonctionnement d'entreprises et de micro-entreprises jusqu'à la réalisation, ainsi que l'accompagnement dans l'obtention de la propriété industrielle ou agricole et d'autres facilités.

Afin d'encourager les jeunes diplômés des universités, des établissements de formation et autres à créer leur propre micro-entreprise, la pépinière a lancé dernière-

ment et tout au long du mois de novembre en cours des « portes ouvertes » pour faire connaître ses activités dans le cadre de la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Le programme de la pépinière des entreprises, qui vise à attirer le plus grand nombre de jeunes porteurs de projets, comprend également l'organisation d'expositions de modèles réussis accompagnés par le même dispositif, ainsi que la programmation de sorties de sensibilisation et d'information, en coordination avec de nombreux partenaires et l'organisation d'ateliers de formation sur le mode de création et de gestion des PME. Le dit dispositif a également conclu récemment des accords de coopération avec la

Direction de la formation et de l'enseignement professionnels, le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage « Bougachouche Abdelkader », l'Agence locale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et l'association de wilaya scientifique et de l'environnement.

La pépinière des PME programme périodiquement des ateliers de formation permettant à 90 jeunes de bénéficier, cette année, d'une formation dans les spécialités du commerce électronique, de la gestion d'entreprises, du recyclage de déchets, de l'énergie solaire et de l'extraction des huiles médicinales et aromatiques entre autres.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars

Les cours du pétrole rebondissaient légèrement mardi dans un marché toujours inquiet de voir la demande dépasser l'offre, même si l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) estime que l'envolée récente des cours pourrait connaître un "répit".

Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier gagnait 0,38%, à 82,36 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de décembre prenait 0,28% à 81,11 dollars.

Malgré une légère baisse des prix ces dernières semaines, les cours du brut restent proches de leurs sommets atteints fin octobre, et s'inscrivent toujours en hausse de près de 60% pour le Brent et de plus de 65% pour le WTI depuis le début de l'année.

En pleine reprise de la demande après les confinements imposés par la pan-



démie de Covid-19, le marché reste tendu, selon un analyste, qui souligne que "la Russie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont écarté une hausse marquée de leur production". Les pays membres de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole

et ses dix alliés) confirment donc la stratégie d'augmentation mesurée.

L'AIE note mardi, pour sa part, dans son rapport mensuel que la production repart aux Etats-Unis, tirant en hausse les extractions mondiales.

Avec 97,7 millions de barils par jour produits en octobre, 1,5 million supplémentaires sont attendus en novembre et en décembre.

"Un répit dans les hausses des cours pourrait être à l'horizon", estime l'agence. D'autant plus que "la demande pourrait faiblir vu le nombre élevé de nouveaux cas de coronavirus" à travers le monde, commentent d'autres analystes.

Les cours se stabilisent

Les prix du pétrole, d'abord en recul avec les craintes d'une utilisation de leurs réserves stratégiques de brut par les Etats-Unis, se sont stabilisés lundi en deuxième partie de séance pour finir sur une note mitigée.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a cédé 12 cents ou 0,14% à 82,05 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de décembre a avancé de 9 cents ou 0,11% à 80,88 dollars.

Depuis la fin de semaine dernière, les cours se sont orientés à la baisse dans la crainte que les Etats-Unis ne puisent dans leurs importantes réserves stratégiques de pétrole brut pour faire baisser les prix.

Dimanche, le chef de la majorité

démocrate au Sénat, Chuck Schumer a plaidé pour cette solution alors que le prix de l'essence à la pompe ne cessent de grimper et mécontentent les Américains. Selon l'association automobile américaine AAA, les prix moyens du gallon d'essence (3,78 litres) en Californie, l'Etat où ils sont parmi les plus chers, ont atteint un record à 4,682 dollars depuis que l'AAA a commencé à collecter ces données en 2000.

Les Etats-Unis sont le premier producteur et consommateur mondial de pétrole et conservent d'importantes réserves d'urgence de brut.

Si le président américain Joe Biden décidait de puiser dans ces stocks, le marché pourrait "réagir dans l'immédiat, mais les conséquences sur le long terme seraient limitées", a estimé

Walid Koudmani, analyste chez XT.B. "Nous ne sommes pas convaincus que la faiblesse récente des cours est à attribuer aux discussions sur les réserves stratégiques", estime cependant Bjarne Schieldrop, analyste chez SEB.

Selon lui, la baisse des prix est à attribuer "aux inquiétudes accrues sur une hausse du nombre d'infections au Covid-19, qui pourrait conduire à une limitation de la demande de pétrole en cas de nouveaux confinements".

En Europe, par exemple, l'Autriche a annoncé l'entrée en vigueur dès lundi d'un confinement pour les personnes non vaccinées, tandis que l'Allemagne se prépare à un retour massif au télétravail, le pays le plus peuplé d'Europe ayant atteint un taux d'infection record dimanche.

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC

Al Barid Bank Maroc va ouvrir une agence à El Guerguerat, en violation flagrante des résolutions de l'ONU

Al Barid Bank, banque marocaine filiale du groupe Poste Maroc, va ouvrir une agence dans la région d'El Guerguerat, dans une nouvelle violation flagrante des résolutions des Nations unies et des juridictions internationales en relation avec le Sahara occidental occupé, appelant à "protéger les richesses du peuple sahraoui".

Al Barid Bank a indiqué que des travaux de construction "étaient en cours", mais les activités d'investisse-

ment prévues restent illégales dans une zone de conflit international, qui ne jouit pas encore du droit à l'autodétermination.

Avec cette décision du régime du Makhzen, le Maroc continue de faire fi de la légitimité internationale pour mettre fin à son occupation du Sahara occidental, avec la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies et la résolu-

tion 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU.

Il est à noter qu'il y a au moins trente pays qui investissent au Sahara occidental occupé, dans divers secteurs économiques, en violation flagrante du droit international.

L'Espagne et la France sont les plus impliquées dans l'exploitation illégale des richesses du Sahara occidental : la première avec 28 sociétés, la seconde avec 16. Ces investissements violent le droit international et

ignorent les décisions de la Cour européenne, qui a déclaré en 2018 que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc, et donc tout accord économique avec le Maroc qui inclut le Sahara occidental est légalement nul.

En 2005, l'Union africaine avait émis un avis consultatif affirmant l'illégalité de l'exploitation étrangère et marocaine des ressources naturelles dans la dernière colonie africaine.

MARCHÉS

La Bourse de Tokyo attentiste

La Bourse de Tokyo évoluait sans direction claire mardi matin, imitant les indices de Wall Street la veille, avant un sommet virtuel attendu entre les dirigeants américain et chinois dans la matinée, en heure japonaise.

L'indice vedette Nikkei reculait de 0,06% à 29.757,76 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix stagnait (+0,07%) à 2.050,00 points. Joe Biden et Xi Jinping devaient s'entretenir à distance pour une conversation dont Etats-Unis et Chine s'attachaient à minimiser les enjeux, surtout destinée à maintenir le contact dans un

contexte de tensions croissantes, à propos de Taïwan, mais aussi des échanges commerciaux ou encore des droits humains. Le yen était stable par rapport au dollar, à raison d'un dollar pour 114,16 yens vers 00H50 GMT contre 114,42 yens lundi à 21H00 GMT. La devise japonaise reflétait par rapport à l'euro, qui valait 129,89 yens contre 129,73 yens la veille. Un euro s'échangeait pour 1,1378 dollar contre 1,1368 lundi à 21H00 GMT.

Le pétrole reculait légèrement : vers 00H40 GMT le prix du baril américain de WTI perdait 0,11% à 80,79 dollars.

ETATS UNIS
Biden ratifie son gigantesque plan sur les infrastructures

Joe Biden a ratifié lundi son gigantesque plan sur les infrastructures grâce auquel "l'Amérique va de nouveau aller de l'avant".

Le président américain a signé sa grande loi de 1.200 milliards de dollars censée réparer les routes et ponts des Etats-Unis et adoptée au forceps au Congrès, lors d'une cérémonie en grande pompe dans les jardins de la Maison Blanche.

BREXIT

Irlande du Nord : un accord "toujours possible" (Boris Johnson)

Boris Johnson a jugé lundi soir "toujours possible" un accord avec Bruxelles au sujet du protocole nord-irlandais et a affirmé que si le Royaume-Uni recourait, en cas d'échec, aux mesures de sauvegardes, il le ferait de manière "raisonnable et appropriée".

Lors du banquet du Lord-maire de la city de Londres, le Premier ministre a souligné la préférence britannique pour une "solution négociée au problèmes créés par le protocole nord-irlandais".

Issue qui semble "toujours possible", a-t-il déclaré d'une voix enrouée.

Le texte négocié dans le cadre du Brexit maintenant de fait l'Irlande du Nord dans l'union douanière et le marché commun européens, mais est accusé de perturber les échanges avec la Grande-Bretagne.

Si une montée récente des tensions fait craindre la perspective d'une guerre commerciale, Royaume-Uni et Union européenne doivent poursuivre leurs discussions cette semaine à Bruxelles.

Le gouvernement a maintes fois répété qu'il n'hésiterait pas à déclencher les mesures de sauvegardes prévues par l'article 16 du protocole, qui permettent à l'une ou l'autre des parties de suspendre certaines dispositions en cas d'importantes perturbations.

"Mais si nous invoquons l'article 16, qui d'ailleurs est une partie parfaitement légitime du protocole, nous le ferons de manière raisonnable et appropriée parce que nous pensons que c'est le seul moyen qui reste de protéger l'intégrité territoriale de notre pays et de remplir nos obligations envers le peuple d'Irlande du Nord en vertu de l'accord de Belfast du Vendredi Saint", a déclaré Boris Johnson.

Le protocole vise à empêcher le retour d'une frontière physique sur l'île d'Irlande qui risquerait de fragiliser l'accord de paix de 1998, qui a mis fin à trois décennies de conflit sanglant.

Mais ses conséquences ont ravivé le spectre de tensions entre unionistes, surtout protestants, attachés au maintien de la province au sein du Royaume-Uni, et républicains favorables à la réunification avec l'Irlande, en majorité catholiques.

Dublin a récemment affirmé que les Européens seraient prêts à suspendre l'accord commercial post-Brexit conclu en fin d'année dernière si Londres déclençait l'article 16.

TUNISIE

Le taux de chômage dépasse 18% de la population active au troisième trimestre

Au troisième trimestre de cette année, le taux de chômage en Tunisie s'est amplifié de 0,5% pour se situer à 18,4%, contre 17,9% au deuxième trimestre, a révélé lundi l'Institut national de la statistique (INS).

Dans un rapport sur les indicateurs de l'emploi et du chômage du troisième trimestre de l'année 2021, l'INS a précisé que le nombre de chômeurs s'est élevé à 762.600 contre 746.400 à la même période de l'année dernière.

Au troisième trimestre de l'année en cours, tient à préciser l'INS, le taux de chômage a observé une hausse pour les deux genres, pour atteindre 15,9% chez les hommes et 24,1% chez les femmes.

Concernant la catégorie des jeunes de la tranche d'âge 15-24 ans, le bilan fait état d'une hausse du taux de chômage au troisième trimestre, puisqu'il se situait à 42,8% contre 41,7% au deuxième trimestre de cette année.

Toujours au troisième trimestre de cette année, la population active en Tunisie était évaluée en moyenne à 4.141.600 personnes, contre 4.153.300 au deuxième trimestre, soit un repli de 11.700 actifs.

Quant à la répartition géographique du taux de chômage sur la carte tunisienne, la forte concentration a été détectée dans les provinces de l'ouest et du sud du pays avec 33% au nord-ouest, 26,3% au sud-ouest, 23% au centre-ouest et 22,5% au sud-est.

KHENCHELA

Le directeur de wilaya du logement et deux cadres de l'OPGI démis de leur fonctions

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a mis fin aux fonctions du directeur du logement de Khenchela et de deux cadres de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la même wilaya, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, les services du cabinet du wali de Khenchela ont été informés mardi matin de la décision de mettre fin aux fonctions du directeur de wilaya du logement ainsi que du directeur général adjoint de l'OPGI et de la responsable du service de la maîtrise d'ouvrage du même Office pour manquement à leurs missions et présentation de faux chiffres et rapports sur l'état d'avancement de certains projets de logement dans la wilaya. La même source a précisé que cette décision intervient sur "la base du rapport établi par le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El-Habib Zehana, suite à sa visite d'inspection effectuée fin octobre passé dans la wilaya, au cours de laquelle il a relevé un retard effectif dans la concrétisation des projets de logement".

GUELMA

Le taux de remplissage du barrage de Bouhamdane avoisine les 24%

Le taux de remplissage du barrage de Bouhamdane, situé à Hammam Debagh dans la wilaya de Guelma, est rempli à hauteur de 23,73% par rapport à sa capacité globale de stockage, a-t-on indiqué lundi à la Direction de cet ouvrage hydraulique relevant du secteur des ressources en eau. Le volume d'eau stocké au niveau de cet important ouvrage hydraulique a atteint jusqu'au 9 octobre dernier 44 millions de mètres cubes (44 millions m³), contre 73 millions m³ durant la même période de l'année précédente, a précisé à l'APS le directeur de cette structure hydraulique, Mohamed Douakha.

La baisse du volume d'eau emmagasiné dans ce barrage, d'une capacité globale de 183 millions m³, s'explique par l'actuelle situation climatique marquée par un manque en matière de pluviométrie dans la wilaya, a relevé le même responsable, avant de préciser que les quantités de pluie enregistrées durant les derniers jours, estimées à 28 mm, "n'ont pas permis d'augmenter le volume d'eau du barrage". Le volume actuel de l'eau stocké est suffisant pour répondre aux besoins des citoyens en eau potable jusqu'à l'année prochaine", a précisé M. Douakha, ajoutant que le barrage de Bouhamdane assure l'alimentation en eau potable de six communes de la wilaya, à savoir Guelma, Bendjerrah, Hammam Debagh, Houari Boumediene, Mdjez Amar et Rokia. Le directeur du barrage a également exprimé le vœu que le prochain hiver permettra d'augmenter le volume d'eau de cet ouvrage et, par ricochet, répondre également aux besoins des agriculteurs en matière d'irrigation agricole, notamment ceux activant dans la filière de la tomate industrielle.

S'agissant de l'irrigation agricole, les besoins de la wilaya dépassent les 30 millions de mètres cubes annuellement, destinés à la irrigation des diverses cultures agricoles au niveau du périmètre irrigué Guelma-Bouchegouf qui s'étend sur environ 10.000 hectares.

OUM EL BOUAGHI

Vente de plus de 800 tonnes de pommes de terre à 50 DA/kg

L'entreprise spécialisée dans la vente de produits alimentaires "DICOPA", a procédé, sous la tutelle des services de la Direction du commerce de la wilaya d'Oum El Bouaghi, à la vente de 871 tonnes de pommes de terre, saisies à Ain M'lila fin septembre dernier, à raison de 50 DA le kilogramme à l'intérieur et à l'extérieur de la wilaya, a indiqué mardi le responsable de communication de cette direction. A ce propos, Khaled Delleche a précisé à l'APS que la quantité de pommes de terre saisie dans la ville d'Ain M'lila et qui était destinée à la spéculation, s'élève à 1200 tonnes, soulignant que 218 tonnes ont été vendues à travers les différentes communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, tandis que 653 tonnes ont été distribuées à travers 16 wilayas du pays. M. Delleche a ajouté que l'objectif de vendre ce produit directement au consommateur conditionné dans des sacs de 5 et 10 kg, en s'assurant de leur validité par l'inspecteur phytosanitaire de la direction locale des services agricoles, est de "casser les prix de la pomme de terre qui dépassaient 120 DA le kilogramme et lutter contre le monopole". La vente des quantités restantes de pommes de terre, estimées à plus de 300 tonnes, se poursuit à travers les différentes communes de la wilaya, ont fait savoir les mêmes services.

CONSTANTINE

Salon national des métiers artisanaux : grande affluence sur les produits de beauté naturels

Les pavillons exposant les produits de beauté naturels au Salon national des métiers artisanaux et de la créativité patrimoniale qui se tient actuellement à Constantine, ont enregistré mardi une grande affluence des visiteurs venus nombreux apprécier la finesse de l'artisanat algérien.

Cette manifestation culturelle et commerciale, tenue à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'Artisan (9 novembre de chaque année) connaît, depuis son ouverture, un engouement remarquable pour ces produits notamment auprès de femmes actives, au foyer et d'étudiantes notamment, issues de différentes facultés et résidences universitaires mitoyennes.

Les savons, les shampoings, les crèmes pour le visage et le corps et des soins pour cheveux (pour enfants et adultes) fabriqués de façon artisanale à base de produits naturels tels que l'huile d'olive et le miel, et cédés à des prix attractifs, ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteuses de ce Salon, organisé à la Maison de la créativité et au Palais de la culture Mohamed Laid Al Khalifa.

A cet effet, Nedjma Bouleli, artisane de la wilaya de Constantine, activant dans le domaine de la fabrication des savons naturels et produits cosmétiques, a indiqué à l'APS que cet événement devenu traditionnel est "une opportunité



pour le public constantinois de découvrir ce métier artisanal en particulier ces dernières années".

Egalement pharmacienne de formation, l'artisane qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise implantée dans la commune d'El Khroub (Sud de Constantine), a souligné l'importance de valoriser ce métier au profit des générations futures à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau.

Cherifa Debah, de la wilaya

d'Alger qui exerce ce métier dans son atelier à El Mohammadia depuis environ cinq ans a salué cette initiative, affirmant que "l'échange des expériences et des connaissances entre les professionnels de ce métier artisanal à travers l'organisation de manifestations culturelles et artistiques, visent essentiellement à améliorer et promouvoir la qualité du produit".

"De tels rendez-vous permettront de renforcer davantage les métiers de l'artisanat et les professionnels auront l'opportunité de commercialiser leurs produits", a révélé de son

côté Amal Lazeri, une artisane activant dans la vannerie originaire de Kouba (Alger).

Elle a encore indiqué que le Salon a pour objectif de mettre en exergue le rôle de l'artisanat dans la création de l'emploi et dans la dynamisation du développement économique aussi bien local que national.

S'étalant jusqu'au 19 du mois de novembre en cours, l'exposition de produits embrassant les différents métiers à l'image de la poterie, du cuivre, la céramique, la dinanderie, des peaux et cuirs ainsi que les pâtes et les gâteaux traditionnels, a permis aux visiteurs de découvrir la richesse du patrimoine artisanal traduisant la profondeur civilisationnelle du pays.

Il est à signaler que trois (3) anciens artisans spécialisés dans la confection des habits et bijoux traditionnels en plus de l'osier, ont été honorés lors de la cérémonie d'inauguration de ce Salon national qui compte une cinquantaine d'artisans participant de diverses wilayas du pays, à l'instar de Médéa, Boumerdes, Tlemcen, Bejaïa et Alger.

GESTION INTÉGRÉE DES DÉCHETS

Lancement d'un projet pilote à Sétif et Constantine (PNUD)

Une opération pilote de gestion intégrée des déchets solides a été lancée dans les wilayas de Sétif et Constantine, visant la valorisation des déchets plastiques, la production d'énergie à partir des déchets organiques, ainsi que la promotion d'une économie circulaire créatrice d'emplois au niveau local, a indiqué, lundi à Alger, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko. Ce projet pilote a été lancé par le ministère de l'environnement, en coordination avec le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), a souligné Mme Aliko, précisant qu'il sera co-financé par l'Algérie et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)".

Elle s'exprimait à l'occasion de la tenue de la 1^{re} édition des séminaires intitulés "matinées vertes", organisée par l'ambassade du Danemark en Algérie sous le thème "quand nos déchets deviennent source de richesse". Le financement du FEM sera de l'ordre de 4,6 millions de Dollars a précisé la responsable, assurant que ce projet vise, notamment la promotion de la gestion intégrée des déchets ménagers dans les wilayas de Sétif et Constantine. "Ce projet a pour but de valoriser les déchets tout en faisant la promotion d'une économie circulaire au niveau local", a-t-elle souligné.

Rappelant que la wilaya de Sétif connaît une concentration de la production avicole permettant des bénéfices socio-économiques, Mme Aliko a, toutefois, fait savoir que cette activité engendre de "graves

impacts environnementaux et de santé publique émanant d'une gestion artisanale des fientes de volailles", d'où l'intérêt du projet dans cette wilaya. Quant à la wilaya de Constantine, le projet vise la réduction du volume des déchets destinés à l'enfouissement, ainsi que les distances de leur acheminement vers les décharges, a expliqué Mme Aliko, soulignant que ce projet pilote aspire à l'instauration d'un modèle communal de gestion intégrée des déchets au niveaux régional et national.

Le Danemark dispose à transférer son savoir faire à la partie algérienne

Par ailleurs, dans son intervention à l'occasion du séminaire, l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Mme Vanessa Vega Saenz, a souligné que son pays a réussi à recycler et réutiliser plus de 70 % de ses déchets, assurant vouloir "transférer ce savoir faire vers l'Algérie pour développer une économie circulaire génératrice de richesse et d'emplois".

"Au Danemark, la plupart des foyers sont reliés à un réseau de chauffage central provenant des usines de production d'énergie issue de la valorisation des déchets", a expliqué la diplomate danoise, soulignant que "ce savoir faire pourrait être transmis à la partie algérienne, ainsi que les technologies y afférentes". Exposant l'expérience danoise dans ce domaine, Finn Mortensen, directeur d'une entreprise danoise, a rappelé que la mise en place d'une législation adéquate était

nécessaire pour protéger l'environnement, ajoutant qu'un partenariat fructueux entre les secteurs publics et privés était également nécessaire pour la promotion d'une économie circulaire. Pour sa part, le consultant du projet de groupement municipal de la ville danoise Odense, Michael Dino Hansen, a indiqué que sa ville a réussi à recycler 89 % de ses déchets, assurant qu'il était "prêt à partager le savoir-faire de sa municipalité avec la partie algérienne pour contribuer à la valorisation des différents types de déchets".

Présent à l'événement, le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane, a rappelé, pour sa part, la "grande importance" accordée par l'Algérie à la gestion et le recyclage des déchets, tout en assurant "l'existence de 14 milles entreprises spécialisées dans ce domaine". L'Algérie compte actuellement 14.000 entreprises spécialisées dans la gestion et le recyclage des déchets, mais elles ne prennent en charges que moins de 10% des déchets", a-t-il reconnu, ajoutant que "le nombre des ces entreprises verra une augmentation certaine pour valoriser plus de déchets". Le responsable de la coopération auprès du ministère de l'environnement, Ali Kratbi, a souhaité, de son côté, que des partenariats "fructueux" soient établis entre les entreprises algériennes et danoises activant dans le domaine de la gestion des déchets afin de "s'entraider et d'avancer ensemble pour préserver l'environnement".

CAMION HEURTÉ PAR UN TRAIN À OUM EL BOUAGHI

La SNTF engage des poursuites judiciaires contre le conducteur du camion

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a engagé des poursuites judiciaires contre le conducteur du camion heurté dimanche, au niveau de la wilaya d'Oum El Bouaghi, par un train de marchandises assurant la liaison Constantine-Tébessa, a-t-elle indiqué lundi dans un communiqué.

"La SNTF déplore cet accident et assure que des poursuites judiciaires sont engagées par ses services à l'encontre du conducteur du camion, avec réclamation de dommages et intérêts en compensation du préjudice matériel causé et du manque à gagner suite à l'arrêt du train de marchandises", lit-on dans le communiqué. S'agissant des circonstances de l'accident, la SNTF a fait savoir

que "le conducteur du camion a tenté de traverser la voie ferrée en dehors d'un passage à niveau, ce qui a immobilisé le camion avant d'être percuté", ajoutant que "trois personnes qui se trouvaient à bord du camion ont été évacuées par la Protection civile, vers l'hôpital Ibn-Sina (Oum El Bouaghi).

L'accident a aussi engendré des dégâts à la locomotive et au camion", a rappelé la SNTF en réitérant aux citoyens qu'il est "strictement interdit" de traverser ou de circuler sur la voie ferrée, et qu'il est "impératif" de respecter le code de la route avant de franchir les passages à niveau gardés ou non-gardés.

SIERRA LEONE

Explosion d'un camion-citerne : le bilan s'élève à 144 morts

L'explosion d'un camion-citerne le 5 novembre en Sierra Leone a fait 144 morts, selon un nouveau bilan officiel communiqué lundi.

"Le bilan de l'explosion est passé à 144 morts et 57 blessés sous traitement dont 11 sont dans une situation critique", a annoncé lundi Lamarana L.

Bah, directeur de la communication de l'Agence nationale de gestion des catastrophes (NDMA).

Un précédent bilan avait fait état de 130 morts.

Des médecins spécialistes de l'OMS, d'Italie et du Liberia sont arrivés dans le pays pour aider à soigner les malades, a ajouté M. Bah.

Le drame est survenu le 5 novembre quand un camion-citerne percuté par un autre poids lourd à une station



essence a explosé dans une zone industrielle de la capitale Freetown. Selon des témoins, la majorité des vic-

times sont des vendeurs ambulants et des motocyclistes piégés par les flammes alors qu'ils tentaient de récupérer le carburant s'échappant du camion-citerne.

La Sierra Leone, une ancienne colonie britannique de 7,5 millions d'habitants, est un des pays les plus pauvres de la planète malgré un sol regorgeant de diamants.

Son économie, gangrenée par la corruption, a été dévastée par une guerre civile (1991-2002) qui a fait 120.000 morts. Elle peinait toujours à se remettre des effets de l'épidémie d'Ebola quand elle a été touchée par le Covid-19.

INDE

Pollution à Delhi : les autorités locales résistent à un appel au confinement

Les autorités locales de Delhi ont résisté lundi à un appel de la Cour suprême indienne pour imposer un confinement au territoire, touché par une forte pollution de l'air qui prive les enfants d'écoles pendant une semaine.

La qualité de l'air dans le territoire abritant la capitale New Delhi se détériore gravement chaque hiver, avec des niveaux dangereux de particules fines.

Samedi, la Cour suprême a suggéré d'imposer pour la première fois un

"confinement pour cause de pollution" à la capitale de 20 millions d'habitants.

Dans une demande présentée lundi à la Cour, le gouvernement local fait valoir qu'une telle initiative n'aurait de "sens" que si les Etats alentour y participaient.

Le brouillard de pollution qui enveloppe la capitale en hiver provient notamment de la fumée issue des brûlis agricoles dans les Etats voisins.

Des villes satellites peuplées de millions d'habitants, comme Noida et

Ghaziabad, entourent également le territoire de Delhi.

"Un confinement aurait un impact limité sur la qualité de l'air", a estimé le gouvernement de Delhi, concédant que l'industrie était le principal responsable de la pollution suivie des transports et de la poussière émanant des routes et des chantiers de construction.

La capitale indienne est la plus polluée au monde selon un rapport de l'organisation suisse IQAir publié en 2020.

AUSTRALIE

Sauvetage d'une famille bloquée durant plusieurs jours dans l'arrière-pays

Une famille de quatre personnes bloquée depuis quatre jours dans l'arrière-pays australien a été évacuée par hélicoptère mardi, selon la police, après que les inondations eurent bloqué les premiers secours.

Ori et Lindsey Zavros, un couple de Perth, et leurs deux jeunes enfants, traversait le désert de Simpson, dans le centre de l'Australie, lorsque leur camping-car s'est embourbé après des pluies torrentielles.

Ils ont activé une balise de

détresse, alertant l'autorité australienne de sécurité maritime sur leur position vendredi.

Mais pendant des jours, les inondations ont rendu impossible toute mission de sauvetage, les autorités n'ayant pu que larguer un téléphone satellite, une radio longue portée, de la nourriture et de l'eau.

Après plusieurs jours d'attente dans le désert, la police a confirmé que la famille avait été hélitreuillée en lieu sûr mardi après-midi. "La

famille a été transportée par avion à Coober Pedy pour y passer la nuit, où elle prendra ses dispositions pour la suite de son voyage", a déclaré la police d'Australie-Méridionale dans un communiqué.

"Nous sommes ravis, ravis jusqu'aux larmes, qu'ils soient enfin secourus", a déclaré à la chaîne de télévision nationale ABC la mère d'Ori Zavros. De violentes tempêtes ont balayé la région ces derniers jours, la ville désertique d'Alice Springs

ayant reçu les plus fortes précipitations quotidiennes depuis 2001, transformant la Todd River, habituellement poussiéreuse, en un ruisseau tumultueux.

Le temps instable a également déclenché des inondations et des alertes dans de grandes parties du sud et de l'est de l'Australie.

Ces dernières années, l'Australie a subi des sécheresses, des feux de forêt et des inondations de plus en plus extrêmes dus au changement climatique.

CANADA

Des milliers d'évacuations dans l'ouest après de fortes pluies

Des milliers de personnes ont reçu l'ordre d'évacuer dans le sud de la Colombie-Britannique, province de l'ouest du Canada, et des dizaines de véhicules y sont encore bloqués après de fortes pluies ayant conduit à des inondations et des glissements de terrain, ont rapporté lundi les autorités locales.

"Après des pluies abondantes, des glissements de terrain et inondations ont touché diverses routes à l'intérieur des terres de Colombie-Britannique", a tweeté le ministère des Transports et des Infrastructures de la province dans la nuit de dimanche à lundi.

Plusieurs autoroutes y étaient en effet fermées dans des zones déjà touchées cet été par d'importants feux de forêt.

Les quelque 7.000 habitants de Merritt, située à 300 km au nord-est de Vancouver, ont reçu l'ordre d'évacuer, vers 10h, heure locale (18h GMT), a annoncé la municipalité.

Deux ponts ont été inondés tandis que



l'usine de traitement des eaux usées était hors d'usage, empêchant les habitants d'utiliser l'eau du robinet.

"De 80 à 100 véhicules" étaient par ailleurs bloqués depuis la nuit dernière par des glissements de terrain sur une autoroute près d'Agassiz, à une centaine de kilomètres à l'est de Vancouver, ont déclaré les autorités, lors d'un point

presse. Des équipes de sauvetage, de pompiers et de police sont déployées pour secourir les personnes coincées dans ces véhicules.

"Nous envisageons la possibilité d'un sauvetage aérien si besoin", a indiqué Mike Farnworth, ministre provincial de la Sécurité publique, ajoutant que des "vents violents peuvent remettre en question ces efforts".

Ces derniers, soufflant jusqu'à 90 km/h, pourraient causer des pannes de courant généralisées, a prévenu Arnel Castellan, du ministère fédéral de l'Environnement, lors de ce point presse.

Un peu à l'ouest d'Agassiz, la ville d'Abbotsford a émis un ordre d'évacuation concernant plus d'une centaine de domiciles après ces intempéries.

Le ministère de l'Environnement, qui relève que "près de 180 à 200 mm de pluie ont été observés sur le centre et l'est de la vallée du Fraser", prévoit encore 50 mm de précipitations sur la journée de lundi.

ETATS UNIS

Cinq adolescents hospitalisés après une fusillade près d'un lycée dans le Colorado

Cinq adolescents âgés de 14 à 17 ans ont été transportés à l'hôpital lundi après avoir été touchés lors d'une fusillade survenue près d'un lycée d'Aurora, dans le Colorado, a annoncé la police de la ville. La police d'Aurora, dans la banlieue de Denver, a fait état sur son compte Twitter de "plusieurs personnes blessées par balles" après une fusillade commise par "un suspect non identifié" ayant fui les lieux.

"Cinq personnes au total ont été transportées à l'hôpital, âgées de 14 à 17 ans", a ensuite précisé la police, ajoutant que "la fusillade n'est pas survenue à l'intérieur du lycée" mais à proximité. L'Etat du Colorado, dans l'ouest des Etats-Unis, a connu deux des pires tueries de l'histoire américaine. En 1999, deux adolescents avaient tué 12 camarades de classe et un enseignant dans leur lycée de Columbine.

Et en 2012, un homme lourdement armé avait abattu 12 personnes dans un cinéma d'Aurora, lors de la projection d'un film consacré à Batman, "The Dark Knight Rises".

LAOS

Voyage inaugural du chemin de fer Laos-Chine

Le Premier ministre Phankham Viphavanh conduira une délégation composée d'autres hauts responsables pour effectuer le voyage inaugural sur le chemin de fer Laos-Chine depuis la capitale du Laos, a rapporté mardi le quotidien local Vientiane Times selon l'agence Chine nouvelle. "Le premier voyage sur ce train historique aura lieu après l'inauguration du chemin de fer, conçue pour coïncider avec la Journée nationale de la République démocratique populaire lao (RDPL) le 2 décembre.

L'événement débutera par une cérémonie religieuse le 2 décembre avant la cérémonie d'ouverture officielle le 3 décembre", a indiqué le journal. Le vice-Premier ministre Sonexay Siphandone a présidé samedi dernier une réunion à Vientiane, la capitale laotienne, pour examiner les progrès réalisés dans les préparatifs de l'entrée en service du chemin de fer.

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Phoxay Khaykhamphithoune, a déclaré à la chaîne de télévision nationale laotienne que la préparation des infrastructures était désormais terminée, mais qu'un travail plus détaillé restait encore à faire.

"Nous avons déjà effectué un essai du train", a-t-il affirmé, ajoutant : "Je pense que nous sommes prêts pour cet événement".

Une récente réunion des membres du Politburo et du comité du secrétariat du Parti a donné le feu vert au gouvernement pour préparer la mise en service du chemin de fer, a poursuivi le Vientiane Times.

Au cours de la réunion, les responsables ont fait état de l'avancement de leurs préparatifs, notamment en ce qui concerne le protocole, les services du train et d'autres aspects des opérations ferroviaires, a ajouté le journal.

Le Parti a délégué les secteurs concernés du gouvernement et la compagnie ferroviaire Laos-Chine pour mener à bien des préparatifs complets et s'assurer que tous les travaux soient achevés avant l'événement.

La cérémonie d'ouverture, qui se déroulera dans le respect total des mesures de contrôle de la COVID-19, sera très significative et d'une grande importance politique et économique, a précisé le Vientiane Times. Par ailleurs, il a été conseillé au ministre des Affaires étrangères d'inviter des membres du corps diplomatique et des organisations internationales à assister à la cérémonie, a-t-il révélé. Le chemin de fer Chine-Laos est un projet d'amarrage entre l'Initiative la Ceinture et la Route proposée par la Chine et la stratégie du Laos visant à se convertir d'un pays enclavé en une plaque tournante terrestre.

Le chemin de fer électrifié pour le transport de passagers et de marchandises a été construit dans la pleine application des normes techniques et de gestion chinoises. Sa construction avait débuté en décembre 2016.

ASSISES NATIONALES DE LA SANTÉ

L'association nationale des pharmaciens appelée à participer (ministère)

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a appelé l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA) à participer aux assises nationales de la santé, prévues avant fin décembre 2021, indique lundi un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été l'occasion pour les deux parties de faire le point sur la situation épidémiologique en Algérie, l'ANPHA s'étant félicitée des efforts consentis par la tutelle face aux différentes vagues du Covid-19, une méthode mise en place, a souligné le ministre, dans le cadre d'une vision concertée et adoptée par le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus.

La rencontre a également été l'occasion pour l'Association de présenter ses objectifs et priorités axés principalement sur le développement de la profession de pharmacien.

A ce propos, les membres se sont félicités d'avoir été associés officiellement aux assises nationales de la santé prévues avant fin décembre 2021, rappelant leur participation aux ateliers des assises régionales tenues récemment, et lors desquelles a été traitée notamment la gestion des médicaments et de l'activité pharmaceutique.

Les deux parties ont, par ailleurs, mis en exergue la nécessité de développer la profession de pharmacien à partir d'un principe scientifique pluridisciplinaire ainsi que la pharmacie hospitalière, et d'établir une coopération pour promouvoir l'activité pharmaceutique à travers une formation sur le terrain continue et de qualité.

A été présentée, lors de la rencontre, une enquête retraçant l'expérience de l'ANPHA sur les principales préoccupations des pharmaciens, pour ne citer que les demandes d'ouverture, d'agrément et de transfert des pharmacies d'officine. Après avoir salué le travail de l'Association qui compte plus de 3000 adhérents, M. Benbouzid a formé le vœu de voir ce nombre s'accroître davantage à l'avenir, avant de souligner la nécessité de promouvoir et de renforcer le dialogue et le travail avec les partenaires sociaux et la société civile.

SIDI BEL-ABBES

Des indicateurs positifs pour renforcer la prise en charge des malades

Le secteur de la santé à Sidi Bel-Abbes enregistre des indicateurs positifs pour améliorer la prise en charge des patients en prodiguant des soins de qualité dans diverses spécialités et sur tout le territoire de la wilaya, a indiqué le wali Mustapha Limani.

Dans un entretien accordé à l'APS, le même responsable a expliqué que "le secteur de la santé dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes enregistre des indicateurs positifs pour améliorer, à l'avenir, la prise en charge des patients et la disponibilité de diverses spécialités médicales, à travers le renforcement des établissements de santé spécialisés à caractère régional comme le Centre régional de lutte contre le cancer, le CHU Abdelkader Hassani et les deux hôpitaux de Tabia et Ras El-Ma, qui offrent une capacité d'accueil importante pour les habitants du sud de la wilaya.

Afin d'appuyer et de renforcer les structures sanitaires publiques, un projet structurant sera enregistré pour achever un nouveau CHU d'une capacité de 500 lits, selon M. Limani, notant que l'étude du projet, gelée depuis 2013, sera relancée, prochainement, pour concrétiser cet important projet qui réduira la pression sur le CHU Dr Abdelkader Hassani, du chef-lieu de wilaya.

Le wali a révélé que l'étude liée à la réalisation de cet ambitieux projet sera lancée dès que le l'assiette foncière sera déterminée, sachant que cet important établissement de santé sera réalisé sur une superficie de 10 hectares, ce qui permettra la mise à disposition d'une struc-

ture sanitaire de qualité pour les habitants de Sidi Bel-Abbes et les wilayas voisines.

Lifting des structures du secteur de la santé

D'autre part, le wali a annoncé le lancement prochain d'une étude liée à l'extension de l'Institut national de formation paramédicale de Sidi Bel-Abbes, notant que l'assiette foncière est disponible pour cette opération, ce qui permettra de diversifier les offres de formation dans cet établissement et d'offrir de nouvelles spécialités comme l'anesthésie et la réanimation.

En ce qui concerne la faculté de médecine de Sidi Bel-Abbes, le même responsable a expliqué qu'une opération de réhabilitation et de réaménagement de l'ancien bâtiment et de ses autres structures sera lancée afin d'améliorer les conditions d'enseignement et d'assurer tout le nécessaire dans cet établissement universitaire, qui reçoit chaque année un grand nombre d'étudiants de diverses wilayas limitrophes.

D'autre part, une polyclinique a été réceptionnée à Mostefa Benbrahim, ainsi que la clinique d'ophtalmologie et de chirurgie du CHU Abdelkader Hassani, ouverte au quartier « Imtiaz » au chef-lieu de wilaya, selon le même responsable qui a noté que celle-ci assure un service qualitatif dans le domaine de l'ophtalmologie.

En outre, une polyclinique sera réceptionnée, prochainement, au centre de la ville de Sidi Bel-Abbes, ainsi qu'une

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

141 nouveaux cas, 81 guérisons et 6 décès

Cent quarante et un (141) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 81 guérisons et 6 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 208245, celui des décès à 5997 cas, alors que le nombre de patients



guéris est passé à 142857 cas. Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

PRÉVENTION DE LA COVID-19

"La relance de la vaccination à grande échelle s'impose" (Pr Sanhadji)

Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Kamel Sanhadji, a indiqué que la relance de la vaccination à grande échelle "s'impose", relevant qu'une couverture vaccinale importante jouerait alors le rôle "d'anti-confinement" en cas d'une éventuelle quatrième vague de la pandémie du Covid-19 qui toucherait l'Algérie.

"La relance de l'opération de vaccination à grande échelle, aux fins d'assurer une sécurité sanitaire satisfaisante et de protéger la santé des citoyens, s'impose", a précisé M.

Sanhadji dans un entretien accordé au quotidien national Liberté, ce mardi.

Il a également relevé que "la mise en place d'un mécanisme (pass-sanitaire) réglementaire visant à protéger la population serait



indiquée, en particulier concernant les personnels des établissements et des structures recevant le public", ajoutant que "l'accès réglementé à ces établissements s'appliquerait également à ce même public". Pour M. Sanhadji, "un

retour aux mesures de confinement renforcées en Algérie est donc fondé, au cas où les indicateurs épidémiologiques l'imposeraient", faisant observer qu'une couverture vaccinale importante et significative jouerait alors le rôle

d'anti-confinement". Au sujet d'une 3ème dose du vaccin anti-Covid 19, recommandée par plusieurs spécialistes, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire a expliqué que "des études récentes viennent de démontrer que l'immunité (anticorps) conférée par la vaccination anti-Covid-19 s'amenuise 6 à 8 mois après la vaccination", soulignant qu'"il est donc indiqué qu'une dose de rappel (appelée troisième dose) soit administrée aux personnes vaccinées après au moins six mois".

"La troisième dose est un rappel.

Quand on est convaincu de l'intérêt de la vaccination contre la Covid-19, la troisième injection (dose de rappel) est une évidence pour avoir un schéma vaccinal complet", a-t-il conclu.

en coordination avec tous les services concernés afin de parer à toute urgence.

M. Limani a souligné que l'hôpital de référence pour le traitement des personnes atteintes du Corona, « Dahmani Slimane », est toujours paré, mobilisant son personnel médical et paramédical pour toute urgence.

Les préparatifs incluent également la fourniture d'oxygène médical, surtout après la dotation récente de la wilaya de cinq générateurs d'oxygène.

Le wali a révélé que le reste des services médicaux, récemment mobilisés pour prendre en charge les malades du Corona à travers les différents établissements de santé de la wilaya connaîtront une reprise progressive de leurs activités habituelles au vu de l'enregistrement de la stabilité dans la situation épidémiologique.

D'autre part, M. Limani a souligné que plus de 190.000 personnes ont reçu soit la première ou les deux doses du vaccin contre la Covid-19, soulignant que le processus de vaccination, auparavant très populaire, enregistre actuellement une baisse notable.

Il a ajouté que le manque de demande de vaccination contre le virus corona est dû à l'amélioration de la situation épidémiologique, soulignant que le processus de vaccination se poursuit afin que le plus grand nombre possible de citoyens soient vaccinés et qu'un pourcentage important doit être atteint dans toute la wilaya pour atteindre l'immunité collective.

La situation épidémiologique est stable

Par ailleurs, le même responsable a également évoqué la situation épidémiologique, révélant que la wilaya est connue pour être stable, notant que malgré cela toutes les mesures ont été prises

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 5.105.488 morts

Le Covid-19 a fait au moins 5.105.488 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Plus de 253.719.560 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 4.916 nouveaux décès et



356.448 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont la Russie avec 1.240 nouveaux morts, l'Ukraine (838) et la Hongrie (304). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de

cas, avec 764.365 décès pour 472.216.47 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 611.346 morts et 21.960.766 cas, l'Inde avec 463.852 morts (34.436.401 cas), le Mexique avec 291.204 morts (3.846.508 cas), et la Russie

avec 257.837 morts (9.145.912 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 609 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bulgarie (378), la Bosnie (368), le Monténégro (353), la Macédoine du Nord (352), la Hongrie (333) et la République tchèque (295).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisent 1.531.068 décès pour 46.310.707 cas, l'Europe 1.460.545 décès (78.895.262 cas), l'Asie 884.365 décès (56.546.714 cas), les Etats-Unis et le Canada 793.711 décès (48.971.490 cas), l'Afrique 220.767 décès (8.565.686 cas), le Moyen-Orient 211.980 décès (14.145.140 cas), et l'Océanie 3.052 décès (284.565 cas).

ROYAUME UNI

39.705 nouveaux cas, plus de 9,6 millions au total

Le Royaume-Uni a enregistré lundi 39.705 nouvelles infections à la COVID-19, portant le nombre total de cas de coronavirus dans le pays à 9.600.369, ont montré les chiffres officiels publiés lundi.

Le pays a également signalé 47 nouveaux décès liés à la COVID-19, portant le nombre total de décès liés au coronavirus au Royaume-Uni à 142.945.

Ce nombre de morts ne comprend que les personnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier test positif.

Enfin, il y a actuellement 8.678 patients hospitalisés atteints de COVID-19. Ces der-

nières données sont arrivées alors que le Premier ministre britannique Boris Johnson a affirmé qu'il n'y avait toujours rien dans les données sur le coronavirus permettant de suggérer que de nouvelles restrictions soient nécessaires, malgré une "tempête d'infections" en Europe et le risque qu'"un blizzard puisse à nouveau venir de l'est".

S'exprimant lors d'une visite dans un centre médical de l'est de Londres, il a déclaré : "La meilleure protection pour notre pays est que tout le monde aille de l'avant et reçoive une injection de rappel".

Pendant, le médecin n-chef adjoint de l'Angleterre, le professeur Jonathan Van-Tam, a noté que la modélisation "a des difficultés croissantes à nous donner une idée claire de si les choses vont monter ou descendre". "Nous allons vivre des mois potentiellement difficiles cet hiver", a-t-il dit aux journalistes. Selon les derniers chiffres, environ 88% des personnes âgées de 12 ans et plus au Royaume-Uni ont reçu une première dose de vaccin et environ 80% deux doses. Plus de 22% ont reçu une injection de rappel, ou troisième dose, d'un vaccin anti-COVID-19.

IRAN

7.494 nouveaux cas, portant le total à 6.045.212 dans le pays

Le ministère iranien de la Santé et de l'Éducation médicale a signalé lundi 7.494 nouveaux cas de COVID-19, portant le total cumulé des infections dans le pays à 6.045.212.

La pandémie a jusqu'à présent fait 128.272 morts dans le pays, avec 105 nouveaux décès enregistrés au cours des dernières 24 heures, a indiqué le ministère dans une mise à jour.

Au total, 5.708.253 personnes se sont rétablies ou sont sorties de l'hôpital à travers le pays, tandis que 3.491 se trouvent

toujours dans des unités de soins intensifs, a indiqué le ministère.

En date de lundi, 55.860.065 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus en Iran, 42.619.788 ont déjà reçu deux doses, alors que 562.756 ont reçu une troisième dose de rappel.

Le ministère a ajouté que 37.146.083 tests de dépistage ont jusqu'à présent été effectués à travers le pays.

CHINE

La partie continentale signale onze nouveaux cas transmis localement

La partie continentale de la Chine a signalé lundi onze nouveaux cas de COVID-19 transmis localement, a indiqué mardi la Commission nationale de la santé dans son rapport quotidien.

Parmi les nouveaux cas locaux, sept ont été rapportés au Liaoning, deux au Heilongjiang, un à Pékin et un au Yunnan. Selon la commission, onze nouveaux cas importés ont également été signalés.

Shanghai a rapporté un nouveau cas suspect arrivé de l'extérieur de la partie continentale. Aucun nouveau décès lié à la COVID-19 n'a été enregistré lundi, a ajouté la commission. Lundi en fin de journée, un

total de 9.896 cas importés avaient été signalés sur la partie continentale. Parmi eux, 9.526 étaient sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 370 étaient toujours hospitalisés.

Aucun décès n'a été enregistré parmi les cas importés. Le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale avait atteint 98.337 lundi. Parmi eux, 1.295 restaient hospitalisés, dont 20 dans un état grave.

Un total de 92.406 patients avaient quitté l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale, et 4.636 étaient décédés des suites du virus. Un total de 13 cas

asymptomatiques ont été nouvellement signalés, dont onze en provenance de l'extérieur de la partie continentale.

Un total de 510 cas asymptomatiques, dont 359 importés, étaient en observation médicale lundi. Lundi en fin de journée, 12.387 cas confirmés de COVID-19, dont 213 décès, avaient été signalés dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, 77 cas dans la RAS de Macao et 16.496 cas, dont 848 décès, à Taïwan.

Au total, 12.092 patients atteints de la COVID-19 à Hong Kong, 76 à Macao et 13.742 à Taïwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

ETATS UNIS

140.000 enfants ont perdu leurs parents en raison de la Covid-19 (étude)

Plus de 140.000 enfants américains ont perdu un parent ou un tuteur pendant la pandémie de nouveau coronavirus ou de causes liées à la pandémie, a rapporté, dimanche, le site d'information Business Insider sur la foi d'une étude internationale. "Cela signifie qu'environ un enfant américain sur 500 a connu un tel deuil",

a-t-il indiqué, ajoutant que cette situation exerçait une pression psychologique et financière supplémentaire sur eux. Les Etats-Unis sont le pays le plus durement touché par la pandémie, avec plus de 47 millions de cas confirmés et plus de 764.000 décès, selon les données de l'Université Johns Hopkins.

VACCIN

Le Sénégal réceptionne un lot de 265 590 doses de vaccins Pfizer

Le Sénégal a réceptionné lundi un lot de 265.590 doses de vaccins Pfizer, un don du gouvernement américain à travers le mécanisme Covax.

"Le Secrétaire général du ministère de la Santé et de l'Action sociale a réceptionné lundi matin, un lot de 265.590 doses de vaccins Pfizer accompagnés de seringues et de solvants, un don du Gouvernement Américain à travers le mécanisme Covax au peuple sénégalais", a annoncé le ministère sénégalais de la Santé et de l'Action sociale.

Il s'agit du premier lot de vaccins Pfizer réceptionnés par les autorités depuis le lancement de la campagne de vaccination contre la Covid-19 au Sénégal en février.

La plupart des personnes vaccinées ont pris soit le vaccin Sinopharm, AstraZeneca ou Johnson and Johnson.

Le dernier bulletin quotidien du ministère de la Santé sur la pandémie de Covid-19 annonce quatre nouvelles infections, dont deux causées par la transmission communautaire. Depuis l'apparition de la pandémie de coronavirus sur son territoire, le 2 mars 2020, le Sénégal a recensé 73.958 cas, dont 72.613 guéris. La maladie a fait 1.881 morts dans le pays. A ce jour, 13 malades se font soigner à domicile ou dans les centres de traitement épidémiologique. Selon le ministère de la Santé, 1.308.375 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre la Covid-19.

LETTONIE

Les non-vaccinés pourront désormais être licenciés

Vacciné ou licencié : les employés en Lettonie pourront désormais se séparer des membres de leur personnel refusant la vaccination contre le Covid-19, en vertu d'une nouvelle réglementation entrée en vigueur lundi dans ce pays balte membre de l'Union européenne. Les responsables politiques élus ne disposant pas d'un certificat de vaccination ou d'une preuve de leur guérison de cette maladie seront également exclus de leurs fonctions et ne recevront aucun émoluments jusqu'à ce qu'ils se fassent vacciner. Une telle mesure pourrait ainsi concerner deux parlementaires qui refusent de se faire vacciner.

Et on estime par exemple qu'environ 30% des membres du conseil municipal de Rezekne, dans l'est de la Lettonie, n'ont aucun certificat de vaccination.

Dans la pratique, il est dorénavant possible de mettre en "congé forcé non payé" un employé non vacciné pendant trois mois puis de le licencier avec un mois de salaire pour indemnité s'il persiste à refuser la vaccination. Le gouvernement a aussi durci les règles s'appliquant aux galeries marchandes de plus de 1.500 m², interdites aux non-vaccinés.

A Riga, la capitale, le centre commercial Domina où ces dispositions sont déjà appliquées était à moitié désert comparé à un lundi normal, un vigile vérifiant le statut de chaque client. Parallèlement à la mise en oeuvre de ces nouvelles mesures, le gouvernement a annoncé la levée du couvre-feu nocturne imposé il y a trois semaines.

"Nous avons réussi à éviter la catastrophe qui se profilait dans les hôpitaux (...) et nous avons plus de succès avec la vaccination, mais la bataille est loin d'être terminée", a expliqué le ministre de la Santé Daniels Pavluts dans une tribune. Selon lui, le nombre des patients souffrant d'une infection pulmonaire dans les hôpitaux est trois fois plus élevé que ce pour quoi le système de santé est prévu.

Environ 60% des adultes sont vaccinés en Lettonie, un pays d'1,9 million d'habitants, qui affiche ainsi l'un des plus faibles taux de vaccination complète dans l'Union européenne, selon les dernières données.

INSOMNIE

COMMENT DORMIR SANS SOMNIFÈRES ?

Stress, angoisse, insomnie poussent de nombreuses personnes à se tourner vers les benzodiazépines. Or, ces médicaments présentent un risque important de dépendance. Les conseils d'un psychiatre et d'une phytothérapeute pour dire stop aux angoisses sans avoir recours à ces médicaments aux effets indésirables.

Les derniers chiffres disponibles datent de 2015, mais ils sont éloquent : cette année-là, plus d'1 Français sur 10 a consommé au moins une fois une benzodiazépine. Il s'agissait d'une benzodiazépine anxiolytique dans 10,3 % des cas (Xanax, Lexamil, Tranxène, Seresta, etc.) et d'un hypnotique dans 5,6 % des cas (que l'on nomme plus communément somnifères, commercialisés sous les noms de Stilnox, Noctamide ou encore Havlane). Pire, à partir des données d'un important échantillon de la population, l'équipe du Dr Guillaume Airagnes, psychiatre addictologue à l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris a montré que 2,8 % des hommes et 3,8 % des femmes en ont consommé pendant plus de trois mois.

Or, souligne le psychiatre, "il devrait s'agir de la durée maximale de traitement car, hormis quelques très rares exceptions, il n'y a aucune indication médicale à prendre ces médicaments au long cours, car ils perdent en efficacité et engendrent bon nombre d'effets indésirables".

LES BENZODIAZÉPINES NE TRAITENT PAS L'INSOMNIE CHRONIQUE

"Certes les benzodiazépines sont des médicaments sur ordonnance, mais beaucoup de patients pratiquent néanmoins l'automédication. Ils utilisent de vieilles boîtes prescrites précédemment ou les médicaments d'un proche", souligne le Dr Airagnes.

Conseil essentiel : respecter l'indication pour lesquels ces médicaments sont faits : les benzodiazépines ne traitent pas l'anxiété ou l'insomnie chroniques. Elles ne sont pas non plus efficaces dans la dépression et elles peuvent en aggraver certains symptômes.

En revanche, elles peuvent être utiles dans certaines manifestations



anxieuses sévères et réactionnelles, pour exemple suite à un deuil ou une séparation, mais "dans tous les cas, ce doit être pour des situations ponctuelles et passagères et les benzodiazépines ne doivent pas être prescrites de façon automatique : d'autres stratégies thérapeutiques moins pourvoyeuses d'effets indésirables peuvent être utilisées, telles que la thérapie cognitivo-comportementale ou des pratiques de relaxation", indique notre expert.

UN RISQUE DE DÉPENDANCE
Si toutefois votre médecin vous prescrit des benzodiazépines, ayez conscience des risques : ne prenez pas le volant et soyez attentif à tout signe de dépendance. "Les patients s'ont souvent pas l'impression d'être dépendants, car ils n'ont pas tous besoin d'augmenter les doses et parce que, lorsqu'ils stoppent momentanément

leur traitement, les symptômes de manque ressemblent aux symptômes pour lesquels ils sont traités : leur anxiété augmente, ils dorment moins bien ; ils sont alors confortés dans l'idée que leur médicament est efficace et indispensable", détaille le psychiatre. Gardez bien en tête l'idée qu'il s'agit d'un traitement ponctuel, dont l'arrêt doit être anticipé dès le début du traitement.

COMMENT SE SEVRER ?

À la différence d'autres substances addictives, il n'existe pas de traitement de substitution à cette classe de médicaments. Néanmoins "si vous prenez plusieurs benzodiazépines, votre médecin pourra, par exemple, vous proposer en premier lieu de remplacer ces différents traitements par une seule molécule, afin de stabiliser votre consommation", indique le Dr Airagnes. La posologie sera ensuite ré-

duite de façon très progressive. "Cela peut prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois", précise le psychiatre.

Si des symptômes de manque apparaissent, n'hésitez pas à en parler à votre médecin : celui-ci pourra éventuellement vous proposer de ralentir le sevrage en revenant au palier supérieur. Profitez-en également pour améliorer votre hygiène de vie (meilleure alimentation, augmentation ou reprise de l'activité physique) et prendre en charge d'autres conduites addictives telles que le tabagisme.

Nos experts : le Dr Guillaume Airagnes, psychiatre addictologue à l'hôpital européen Georges-Pompidou (Paris) et Pascale Gélis-Imbert, docteure en pharmacie, spécialisée en phytothérapie et aromathérapie.

1/6 - Comment se passer des benzodiazépines ?

Pour retrouver calme, apaisement,

et dire stop aux angoisses, Pascale Gélis-Imbert, docteure en pharmacie, spécialisée en phytothérapie et aromathérapie, conseille de se tourner vers l'aubépine. Cette plante est utilisée depuis l'Antiquité pour calmer les palpitations cardiaques, les angoisses, les insomnies et les vertiges.

2/6 - La passiflore, pour dormir comme une fleur

Utilisée depuis toujours par les Aztèques pour ses vertus sédatives, la "fleur de la passion" calme les anxiétés et l'irritabilité, réduit les troubles du sommeil ou encore une hypertension générée par l'émotivité. En aromathérapie, c'est en poudre ou en extrait sec que sa tige et sa feuille sont utilisées (la fleur a peu d'intérêt).

3/6 - L'agripaume, pour se relaxer

Classique de la médecine chinoise calme les palpitations dues au stress, diminue l'angoisse et nervosité. Elle réduit aussi les douleurs des règles et peut même les déclencher si elles sont retardées pour des raisons émotionnelles. Fleurs et feuilles, fraîches ou sèches, en infusion, trois fois par jour.

4/6 - En cas d'insomnie

Mettez 15 g de parties aériennes de pavot de Californie, 15 g de parties aériennes de passiflore et 15 g de fleurs d'aubépine dans 1 litre d'eau frémissante. Laissez infuser 10 à 15 minutes. Filtrez et buvez 2 tasses, en fin de journée, pendant 21 jours.

5/6 - En cas de sensation d'oppression

Mettez 10 g de feuilles et de fleurs d'aubépine et 10 g de parties aériennes de passiflore dans 1 litre d'eau frémissante. Arrêtez le feu et laissez infuser pendant 15 minutes. Filtrez et buvez 1 litre par jour pendant 21 jours.

QUELS SONT LES EFFETS SECONDAIRES DES SOMNIFÈRES ?

Le principal effet secondaire à redouter, c'est de se réveiller groggy parce qu'on a pris une dose trop forte, ou trop tard le soir. Cette sorte d'état second durant la journée n'est pas rare. Or, il est démontré que cette somnolence augmente le risque d'accidents, sur la route ou lors de la conduite de machines. Elle favorise aussi les chutes, notamment chez les personnes âgées. Autre effet avéré : les troubles de la mémoire, quasi systématiques, qu'engendrent ces molé-

cules. Certains comprimés, comme le Stilnox®, augmentent aussi le risque de somnambulisme. Sans compter des réactions plus rares, tout à fait étonnantes. Début 2015, le site anglais du Daily Mail rapportait ainsi la mésaventure d'un ancien militaire australien, victime d'une érection de plusieurs semaines, après avoir pris un antidépresseur utilisé dans le traitement de l'insomnie (de la trazodone). Ce patient a dû être hospitalisé 10 jours, et une intervention a été né-

cessaire pour lui éviter de perdre définitivement ses capacités érectiles. Apparemment, ce risque de priapisme est connu et toucherait 1 personne sur 10 000.

Utilisées pour leurs vertus sédatives, les benzodiazépines peuvent aussi exceptionnellement, comme tout médicament, entraîner des réactions paradoxales, c'est-à-dire exactement l'inverse de l'effet recherché : agitation, agressivité et comportements destructeurs.



L'HYPNOSE MIEUX QUE LES SOMNIFÈRES

L'hypnose serait beaucoup plus payante que les somnifères pour retrouver un sommeil réparateur. Avec les effets secondaires en moins...

Cinq, quatre, trois, vos pupilles sont lourdes... Vous semblez délicieusement et en toute sécurité vers le sommeil. Au réveil, pas de trouble de l'attention ou de mémoire, comme ça arrive parfois après la prise de somnifère.

Mieux dormir sans somnifère quand on est insomniaque, comment est-ce possible ? Le secret tient en une séance d'hypnose. Une nouvelle étude parue dans la revue scientifique *Sleep* démontre que même les esprits les plus réfractaires au sommeil se laissent emporter grâce aux trames hypnotiques. Des chercheurs des universités de Zurich et de Fribourg ont fait le test sur 70 femmes (et non des hommes, les femmes étant réputées plus réceptives à l'hypnose). Sans être toutes convaincues par cette médecine douce, les patientes ont toutes accepté de faire une sieste de 90 minutes dans un laboratoire du sommeil. Elles ont été séparées en deux groupes de façon à ce qu'une partie écoute 13 minutes d'hypnose pré-enregistrées avant de dormir et l'autre un texte neutre.

Résultat : la plus réceptive à l'hypnose ont constaté une amélioration de 80 % de leur sommeil profond, la phase du sommeil la plus réparatrice. C'est en effet pendant cette période que l'activité du cerveau et du corps ralentit, ce qui permet de se reposer.

L'étude pointe aussi les vertus de l'hypnose pour régler le rythme circadien, et parvenir à tomber plus tôt dans les bras de Morphée.

LES AUTRES APPLICATIONS DE L'HYPNOSE

Pour les chercheurs, l'hypnose devrait être recommandée davantage que les somnifères, qui comportent des risques de message et d'effets secondaires. "Cela ouvre des opportunités nouvelles et prometteuses pour un sommeil de meilleure qualité sans utiliser de somnifères", s'enthousiasme Björn Rasch, biopsychologue et auteur de l'étude.

Utilité contre les troubles du sommeil, l'hypnose intéresse les professionnels de santé pour d'autres applications. En France, on la pratique depuis quelques années dans quelques hôpitaux par exemple avant certaines opérations pour remplacer l'anesthésie générale et calmer le patient. Mais l'hypnose intervient également pour traiter les addictions, les troubles du comportement alimentaire, le stress, etc.

CE QUE VOUS NE SAVEZ PAS SUR VOTRE SOMMEIL

Le sommeil occupe une part importante de nos vies puisqu'on dort environ 25 ans au cours de notre existence. Zoom sur ce que les chercheurs ont découvert sur son fonctionnement et ses effets.

Il s'en passe des choses dans notre cerveau lorsqu'on s'endort dans le sommeil ! C'est en effet le moment privilégié pendant lequel les cellules cérébrales "nettoient" le cerveau de tous les déchets et toxines accumulés pendant la journée. "En fait ce travail de nettoyage nécessite une telle dépense d'énergie de la part du cerveau qu'il ne pourrait pas se dérouler pendant que nous sommes éveillés. Nous n'aurions alors plus assez d'énergie pour articuler nos pensées correctement" expliquent les chercheurs américains qui ont fait cette découverte. Et ce grand nettoyage nocturne n'est pas anodin puisqu'il permettrait aussi de nous préserver des maladies neurodégénératives, comme la maladie d'Alzheimer.

Conseils (tout simples) pour mieux dormir

Éliminer les ondes (on éteint la box wifi tous les soirs), car elles perturbent les sécrétions hormonales et nuisent ainsi au sommeil.

Éviter le linge de nuit en synthétique qui fait transpirer et peut provoquer irritations ou allergies nocturnes.

Privilégier matelas et oreiller à mémoire de forme qui offrent un confort supérieur.

Favoriser les environnements parfaitement sombres (volets clos, aucune lumière) pour ne pas altérer la sécrétion de mélatonine qui régule les cycles de sommeil.

Stopper les écrans (y compris la télé) au moins 20 minutes avant le coucher, car les sollicitations visuelles et sonores maintiennent le cerveau en éveil.

1/9 - C'est en février qu'on dort le plus mal

Selon les spécialistes du sommeil britanniques, c'est à la fois parce que le mois de février est traditionnellement le mois le plus froid de l'année mais aussi le mois où il y a le moins d'heures d'ensoleillement. Lorsqu'il fait froid, nous avons tendance à surchauffer notre logement (ce qui empêche de bien dormir) et le manque de lumière joue sur notre moral et la qualité de notre sommeil. Découvrez ici 4 exercices de respiration pour trouver plus facilement le sommeil.

2/9 - On peut communiquer tout en dormant

Oui, une personne endormie peut communiquer et répondre aux questions d'une personne éveillée. C'est ce que les scientifiques de l'Inserm viennent de démontrer en communiquant avec ce qu'on appelle un "réveur lucide", c'est-à-dire d'une personne consciente de rêver lorsqu'elle est dans un rêve. Découvrez à quoi servent nos rêves.

3/9 - Les femmes ronlent autant que les hommes

Vous pensiez que le ronflement était plutôt l'apanage des hommes ? Eh bien non ! Une étude israélienne a montré que les femmes ronlent autant que les hommes. Mais elles ont tendance à



sous-estimer ces ronflements ! Si c'est votre cas, pensez quand même à en parler au médecin car vous souffrez peut-être d'apnée du sommeil ! Découvrez ici quels en sont les symptômes.

4/9 - Le chocolat noir est bon pour le sommeil

Une bonne raison de se faire plaisir avec un carré de chocolat noir le soir avant de se coucher : il est riche en tryptophane, un acide aminé qui est transformé en sérotonine par l'organisme. Cette même sérotonine favorise l'endormissement neurotransmetteur du cerveau qui régule l'endormissement.

Plusieurs études ont montré que la consommation de tryptophane permet de s'endormir plus rapidement et exacerbe la sensation de somnolence.

5/9 - Les femmes dorment mieux avec leur chien

Des chercheurs américains ont interrogé plus de 1000 femmes sur la qualité de leur sommeil. Ils ont découvert que ces dernières s'endormaient plus facilement avec leur chien qu'avec leur partenaire ou un chat. La raison : la présence de leur chien leur apporterait un sentiment de confort et de sécurité, propice au sommeil.

6/9 - Les femmes ont besoin de plus de sommeil que les hommes

L'une des principales fonctions du sommeil est d'aider le cerveau à récupérer et à se réparer lui-même. Selon des chercheurs de l'Université de Duke (États-Unis), les femmes auraient besoin de plus de sommeil que les hommes pour récupérer et ne pas souffrir d'anxiété ou de dépression. Pour les chercheurs, ce serait dû au fait que les femmes ont tendance à être multitâches. "En raison de cette flexibilité, elles exigent beaucoup plus de leur cerveau que les hommes et ont par conséquent besoin de plus de sommeil pour l'aider à récupérer" expliquent-ils.

7/9 - Il existe un effet placebo pour le sommeil aussi

Selon les chercheurs de l'Université du Colorado, il suffit que notre conjoint nous affirme que l'on a dormi profondément, pour que l'on se sente en meilleure forme et qu'on soit plus performant au travail. Ainsi, des étudiants persuadés d'avoir fait une bonne nuit, ont de meilleurs résultats à leurs examens. Pour les chercheurs, le sommeil placebo fonctionne de la même façon que les médicaments : c'est un effet thérapeutique prévisible dû à la force de persuasion de celui qui affirme que vous avez bien dormi et à la confiance de la personne qui l'écoute.

8/9 - Il y a bien un gène du sommeil

C'est en étudiant les cycles de sommeil des mouches drosophiles, qui ont besoin d'autant d'heures de sommeil que les enfants humains, que les chercheurs de l'Université de Philadelphie (États-Unis) ont découvert qu'il existe bel et bien un gène du sommeil. La mutation de ce gène expliquerait pourquoi certains ont seulement besoin de 5 heures de sommeil pour être dispos alors que d'autres se réveillent grognons s'ils n'ont pas dormi 9 heures. Chez les animaux, c'est le koala qui remporte la palme du plus gros dormeur avec 22 heures de sommeil par jour. À l'opposé, les girafes ne dorment que 2 heures par jour, par petites périodes de 5 à 10 minutes à chaque fois.

9/9 - La pleine lune nous empêche de bien dormir

Des scientifiques de l'Université de Bâle, en Suisse, se sont aperçus que l'activité cérébrale liée à la phase de sommeil profond diminuait de 30% les nuits de pleine lune. En outre, en analysant le sommeil d'un groupe de volontaires, ils se sont aperçus qu'ils mettaient 5mn de plus en moyenne pour s'endormir et dormaient 20mn de moins les nuits de pleine lune. Selon ces chercheurs, c'est tout simplement parce que notre horloge interne serait liée au rythme lunaire.

DÉMENCE : SOMNIFÈRES ET ANTIHISTAMINIQUES POURRAIENT LA FAVORISER

Certains somnifères ou antihistaminiques pris régulièrement pendant plus de 3 ans pourraient augmenter le risque d'apparition de formes de démence, comme la maladie d'Alzheimer. Les notices d'utilisation qui accompagnent certains somnifères ou médicaments antihistaminiques mettent en garde contre les risques de somnolence ou d'attention réduite lors de leur utilisation. Mais, selon une étude qui vient d'être publiée dans la revue médicale *Jama* médi-

cine interne, ces notices devraient être plus explicites et alerter également sur les risques plus élevés de développer une forme de démence.

Le Dr Shelly Gray et ses collègues de l'Université de Washington (États-Unis) ont suivi la santé de 3434 personnes âgées de 65 ans et plus qui ne présentaient aucun signe de démence au début de l'étude. Ils ont observé leurs dossiers médicaux et les différentes prescriptions de médicaments afin de déterminer com-

bien d'entre elles avaient pris des médicaments ayant un effet anticholinergique (c'est-à-dire qui agit sur certains neurotransmetteurs), à quelle dose et à quelle fréquence. Ils ont ensuite comparé ces prescriptions avec l'apparition, dans les dix ans qui ont suivi, de signes de démence (comme la maladie d'Alzheimer, par exemple) chez 797 des participants à l'étude.

Les médicaments de type anticholinergique plus couramment utilisés par ces derniers étaient les anti-

pressifs, les antihistaminiques pour les allergies telles que le thume des foins, les somnifères ou les médicaments pour traiter l'incontinence urinaire. Selon l'équipe du Dr Gray, les personnes qui prennent au moins 10 mg/jour de doxépine (un antidépresseur), 4 mg/jour de diphenhydramine (un somnifère), ou 5 mg/jour d'oxybutynine (pour l'incontinence urinaire) pendant plus de 3 ans seraient plus à risque de développer une démence dans les années qui suivent.

SOMALIE

Le Conseil de sécurité de l'ONU renouvelle l'embargo sur les armes

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé lundi de renouveler l'interdiction maritime des importations illicites d'armes et des exportations de charbon de bois, tout en renouvelant le mandat du Groupe d'experts sur la Somalie afin de faire respecter l'embargo sur les armes. Adoptant la résolution 2607 par 13 voix pour, zéro contre et deux abstentions, le conseil de 15 membres, agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a renouvelé et étendu les dispositions du paragraphe 15 de la résolution 2182 jusqu'au 15 novembre 2022. Le Conseil a ainsi autorisé les Etats membres à procéder à l'inspection des navires dans les eaux territoriales somaliennes ainsi qu'en haute mer jusqu'à la mer d'Arabie et au Golfe inclus pour des "motifs raisonnables" s'ils pensent qu'ils transportent du charbon de bois, des armes ou du matériel militaire, y compris des composants servant à la fabrication d'engins explosifs. Cependant, la résolution a noté que l'embargo ne s'applique pas aux armes, à l'équipement militaire, aux conseils techniques, à l'assistance financière, ni à d'autres aides à la formation liée aux activités militaires destinées exclusivement au développement des forces de sécurité nationales somaliennes. L'exemption a été également étendue, entre autres, aux missions des Nations Unies et de l'Union africaine en Somalie ainsi qu'aux Etats et organisations internationales, régionales et sous-régionales qui prennent des mesures pour réprimer les actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes. Quant au mandat du Groupe d'experts sur la Somalie, qui a été renouvelé jusqu'au 15 décembre 2022, le Conseil lui a demandé de considérer les questions de genre comme des questions transversales dont il doit tenir compte dans ses enquêtes et rapports. Le Conseil a également requis du secrétaire général la fourniture d'une mise à jour d'ici le 31 juillet 2022, sur tout nouveau développement vers la normalisation des relations entre l'Erythrée et Djibouti.

KENYA

7 gardiens de prison en garde à vue après l'évasion de trois terroristes

Sept gardiens de la prison de sécurité maximale de Kamiti près de Nairobi ont été placés en garde à vue après l'évasion de trois dangereux prisonniers dont un terroriste.

Le ministre de l'Intérieur Fred Matiangi a souligné que Kamiti est l'établissement pénitentiaire le plus sécurisé du pays, notant que les enquêtes préliminaires indiquent que l'évasion a été encouragée par le laxisme et l'incompétence. D'autres arrestations et poursuites suivront suite aux enquêtes menées par la Direction des enquêtes criminelles, a indiqué le ministre qui s'est rendu à ladite prison lundi soir, relevant qu'une chasse à l'homme massive impliquant des équipes spécialisées a été lancée à travers le pays pour retrouver les trois fugitifs.

AFRIQUE DU SUD

Des patrouilleurs pour renforcer la sécurité dans les aéroports

L'Afrique du Sud a déployé lundi 120 moniteurs de tourisme dans ses deux aéroports les plus fréquentés pour renforcer la sécurité et les services d'information aux visiteurs. Selon le ministre du Tourisme et la Compagnie des aéroports d'Afrique du Sud (ACSA), les 120 jeunes formés seront déployés dans les aéroports internationaux OR Tambo de Johannesburg et du Cap pour une période initiale de trois ans dans le cadre du programme Tourism Monitors visant

LIBYE

Khalifa Haftar annonce sa candidature à la prochaine présidentielle

L'officier à la retraite Khalifa Haftar a annoncé mardi sa candidature à l'élection présidentielle libyenne prévue le 24 décembre prochain.

"Je déclare ma candidature à l'élection présidentielle, non pas parce que je cours après le pouvoir mais pour conduire notre peuple en cette période cruciale vers la gloire, le progrès et la prospérité", a-t-il déclaré dans son allocution retransmise en direct à la télévision, depuis Benghazi, ville située à l'Est du pays.

Le chef de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) s'était retiré "provisoirement" de ses fonctions militaires le 22 septembre pour se porter candidat à la présidentielle, en vertu d'une loi électorale qui permet à Khalifa Haftar de se présenter à la pré-



sidentielle et de pouvoir retrouver son poste militaire s'il n'était pas élu.

Un des articles de cette loi

dispose qu'un militaire peut se présenter à la présidentielle, à condition d'abandonner ses fonctions trois mois avant le

scrutin", et "s'il n'est pas élu, il pourra retrouver son poste et recevoir ses arriérés de salaire".

La candidature de Haftar intervient deux jours après celle de Seif Al-Islam El-Gueddafi, fils de l'ancien dirigeant libyen, Mouammar El-Gueddafi. La Haute commission électorale libyenne (HNEC) a annoncé l'ouverture le 8 novembre du dépôt des candidatures pour la présidentielle. Pour ce scrutin général (présidentielle et législatives), plus de 2,83 millions de Libyens, sur environ 7 millions d'habitants, se sont inscrits sur la plateforme en ligne de la HNEC.

NORD DU BURKINA

Au moins 32 morts dans l'attaque de dimanche contre un détachement de gendarmerie (nouveau bilan)

Au moins 28 gendarmes et quatre civils ont été tués lors de l'attaque perpétrée dimanche par des terroristes présumés contre le détachement de gendarmerie d'Inata, dans le nord du Burkina Faso, selon un nouveau bilan officiel publié lundi. Ce nouveau bilan provisoire "fait état de 28 soldats tombés et 4 civils tués", indique un communiqué du gouvernement. Un précédent bilan officiel donné dimanche soir faisait état d'au moins 20 morts, 19 gendarmes et un civil. Le gouvernement précise que 27 gendarmes ont été retrouvés sains et saufs. Le détachement de gendarmerie

d'Inata, ville de la région du Sahel et proche de la frontière du Mali, comprenait entre 100 et 150 hommes, selon des sources locales.

Cette attaque est l'une des plus meurtrières contre les forces de défense et de sécurité burkinabè depuis que le Burkina Faso est confronté aux actions terroristes, qui ont débuté dans ce pays il y a six ans. Le ministre de la Sécurité Maxime Koné avait affirmé dimanche que les gendarmes attaqués "ont résisté et se sont battus avec bravoure". Selon une source sécuritaire, l'attaque a été menée par "un important nombre d'individus armés" circulant "à bord

de plusieurs pick-up et motocyclettes". Il a évoqué "de longs échanges de tirs" entre les assaillants et les gendarmes.

"Nous devons rester soudés et déterminés face aux forces du mal qui nous imposent une guerre sans merci", a réagi lundi le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré sur son compte Twitter. "Nous ne laisserons pas saper les fondements de notre Nation", a-t-il assuré, saluant "la mémoire de nos vaillantes forces de défense et de sécurité tombées sur le champ d'honneur". Un deuxième national de 72h aura lieu de mardi à jeudi.

NIGERIA

15 personnes tuées par des "bandits" dans le nord-ouest

Des hommes lourdement armés ont abattu 15 personnes lors de deux attaques distinctes menées dans l'Etat de Sokoto, dans le nord-ouest du Nigeria près de la frontière avec le Niger, a indiqué lundi un responsable local.

Dans la nuit de dimanche à lundi, des dizaines d'assaillants ont pris d'assaut les communes

d'Illela et de Goronyo, tuant 15 personnes, a indiqué le gouverneur de l'Etat de Sokoto, Aminu Waziri Tambuwal. "Nous avons perdu 12 personnes à Illela (...) et trois à Goronyo dans des attaques de bandits menées entre hier soir et ce matin", a déclaré M. Tambuwal devant les députés présents au Parlement, alors qu'il présentait le budget de l'année

à venir. Depuis septembre, les forces de sécurité nigérianes mènent des offensives aériennes et terrestres sur des camps de bandits dans l'Etat voisin de Zamfara, épicentre des violences.

Les bandits, fuyant les opérations militaires menées à Zamfara, ont établi des camps près de la frontière avec le Niger, notamment à Sokoto, d'où ils lan-

cent des attaques contre les communautés. Par exemple, le mois dernier, des bandits ont ouvert le feu sur un marché à Goronyo, tuant 43 commerçants.

Une attaque survenue quelques jours seulement après celle d'un autre marché, cette fois dans la commune de Sabon Birni, dans laquelle 19 personnes ont perdu la vie.

OUGANDA

Des blessés dans un double "attentat" à Kampala

Deux explosions, que la police a qualifiées d'"attentat", ont blessé plusieurs personnes, mardi, à Kampala, la capitale de l'Ouganda. "Ce que nous pouvons dire, c'est que c'était un attentat. Mais qui est responsable est une question qui fait l'objet d'une enquête", a déclaré aux médias le chef adjoint de la police ougandaise, Edward Ochom. "Les explosions ont eu lieu près du quartier général de la police pour l'une et, pour l'autre, près de l'entrée du Parlement, toutes deux dans le quartier des affaires", a-t-il ajouté, précisant que les blessés avaient été hospitalisés. La détonation près du QG de la police a détruit des vitres, tandis que celle du Parlement a mis le feu à des véhicules garés tout près, selon lui. "Nous avons déployé une équipe" dans le secteur, a déclaré, pour sa part, une porte-parole de la Croix-Rouge ougandaise, Irene Nakasiita. Kampala a été visée en octobre par deux attentats, attribués par la police aux Forces démocratiques alliées (ADF). Les ADF sont présentés par l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech) comme sa branche en Afrique centrale et en mars, les Etats-Unis les ont officiellement déclarées affiliées à l'EI. L'explosion d'une bombe dans un restaurant de la capitale, le 23 octobre, a tué une jeune serveuse et un attentat suicide dans un bus près de Kampala, deux jours plus tard, a fait de nombreux blessés. Les autorités ougandaises avaient indiqué qu'elles estimaient que les ADF préparaient une nouvelle attaque d'envergure.

mettons en œuvre ce programme en partenariat avec la police, préparant les jeunes à travers un programme de formation rigoureux de 12 mois garantissant leur compétence en tant que guides touristiques et fournissant des compétences essentielles en matière de santé et de sécurité au travail", a-t-elle expliqué, ajoutant que les patrouilleurs sensibilisés au tourisme signaleront les crimes à la police et soutiendront les touristes en difficulté.

PALESTINE

Un Palestinien tué par les forces d'occupation en Cisjordanie

Un Palestinien a été tué mardi par les forces d'occupation israéliennes lors de heurts dans le nord de la Cisjordanie occupée, a rapporté le ministère palestinien de la Santé.

Saddam Bani Odeh, 26 ans, est décédé à l'hôpital turc de Tubas, entre les villes de Naplouse et Jérôme, où il avait été transféré après avoir été blessé par une balle qui s'est logée dans ses poumons, a indiqué le ministère aux médias mentionnant des heurts ayant éclaté à l'aube avec les forces israéliennes

à l'entrée de Tubas. Les violences de l'occupant israélien contre les manifestants Palestiniens en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967 par l'entité sioniste, sont quasi quotidiennes. Environ 475.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie, où habitent plus de 2,8 millions de Palestiniens.



KOWEÏT

L'émir délègue "temporairement" certaines de ses prérogatives au prince héritier

L'émir du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad, a rendu une décision autorisant le prince héritier Mishal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Jaber à exercer "temporairement" certaines de ses prérogatives, indique lundi un communiqué du ministère koweïtien des Affaires étrangères.

L'émir du Koweït a fait appel au prince héritier Mishal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, afin d'exercer temporairement certaines des prérogatives constitutionnelles de l'émir du pays", rapporte l'agence de presse officielle (KUNA). A noter que le communiqué n'a pas mentionné

les raisons de cette démarche ni la nature des prérogatives déléguées au prince héritier.

L'émir du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad, a accepté la démission du gouvernement de son pays, qui lui a été soumise, il y a environ une semaine.

POLOGNE-BÉLARUS

La Russie propose d'assurer la médiation pour résoudre la crise migratoire

La Russie est disposée à contribuer à résoudre la crise migratoire à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, a déclaré lundi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

La Russie jouera le rôle de "médiateur" des négociations,

a indiqué M. Peskov lors d'un point de presse journalier. M. Peskov a critiqué, à l'occasion, l'Occident qui, selon lui, "ignore l'aspect humanitaire de la crise et ferme les yeux sur les difficultés (que vivent des) milliers de réfugiés qui

tentent de survivre dans le froid".

Depuis le début du mois, des milliers de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'autres régions sont arrivés côté biélorusse de la frontière pour tenter d'entrer en Pologne

puis en Allemagne pour demander l'asile. La Pologne a mis ses troupes en alerte le long de la frontière. Des tensions similaires se manifestent aussi aux frontières de la Biélorussie avec la Lettonie et la Lituanie.

Loukachenko assure vouloir éviter que la crise migratoire ne dégénère

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a assuré mardi vouloir éviter que la crise migratoire à la frontière avec la Pologne, qu'il est accusé d'avoir orchestrée, ne dégénère en confrontation avec ses voisins européens. "L'essentiel, aujourd'hui, est de défendre notre pays, notre peuple et d'éviter les heurts", a-t-il dit, selon des propos rapportés par l'agence de presse biélorusse Belta. "Il ne faut pas que ce problème devienne une confrontation ardente", a-t-il ajouté. Sans fournir de précisions ni d'éléments concrets, il a assuré avoir été informé de "tentatives

d'apporter des armes dans le camp de migrants" installé à la frontière avec la Pologne. Selon Minsk, plus de 2.000 migrants cherchant à rejoindre l'Union européenne campent actuellement devant le poste-frontière de Brouzgui dans des conditions difficiles, du fait de températures glaciales et d'un accès limité à des vivres et produits de première nécessité. La Croix-Rouge biélorusse a indiqué avoir livré trois tonnes d'aide mardi. Face aux migrants, la Pologne a déployé ses forces armées et de police pour contrer les tentatives de franchir illégalement la frontière. "Je ne vois pas pour-

quoi on déploie des avions, des hélicoptères et des chars contre des réfugiés", a encore dit M. Loukachenko, qui affirme que la Pologne a déployé "20.000 militaires avec l'aviation et des blindés" à sa frontière. L'UE, qui a été déstabilisée dans la deuxième moitié des années 2010 par un afflux migratoire sans précédent, accuse le pouvoir biélorusse d'avoir orchestré la crise actuelle pour se venger de sanctions décidées en représailles d'une répression politique intérieure sans précédent. Les Etats membres ont dit lundi élaborer de nouvelles mesures punitives contre le ré-

gime de Minsk, mais en parallèle, la chancelière allemande Angela Merkel s'est entretenue avec M. Loukachenko, un succès pour celui dont les Européens n'ont pas reconnu la réélection décriée en août 2020. "Au lieu de chercher une solution avec la partie polonaise, l'UE met fin à des projets de coopération transfrontalière", a dit M. Loukachenko. "En plus, ils nous menacent de nouvelles sanctions, de bâtir un mur de cinq mètres de haut", a-t-il poursuivi. "S'ils n'ont rien d'autre à faire, qu'ils le fasse, nous n'avons rien contre", a-t-il ironisé.

GRANDE-BRETAGNE

L'explosion d'un taxi à Liverpool qualifiée d'"acte terroriste"

L'explosion d'un taxi devant un hôpital de Liverpool (nord de l'Angleterre) a été qualifiée lundi d'"acte terroriste" par la police, alors que le chauffeur était salué comme un "héros" ayant évité une "catastrophe". Trois hommes - âgés de 29, 26 et 21 ans - avaient été arrêtés dès dimanche dans le quartier de Kensington à Liverpool, en vertu de la loi sur le terrorisme, et lors d'une conférence de presse lundi, la police a annoncé l'arrestation d'un quatrième homme âgé de 20 ans. La police a indiqué considérer les faits comme un "acte terroriste" tout en précisant que les motivations de cet acte "restaient à déterminer". Le Premier ministre Boris Johnson devait présider dans l'après-midi une réunion du comité de crise du gouvernement consacrée à ce sujet, a indiqué Downing Street. Les enquêteurs pensent que l'engin explosif a été "fabriqué" par le passager qui est décédé dans l'explosion. Deux adresses ont été perquisitionnées, dont l'une, avenue Rutland, à Liverpool, où "des éléments importants ont été trou-

vés et des recherches supplémentaires seront nécessaires aujourd'hui et potentiellement dans les prochains jours", a indiqué la police. Le passager avait emprunté le taxi dans cette avenue, demandant au chauffeur de l'emmener à l'hôpital pour femmes, situé à 10 minutes en voiture. C'est devant cet hôpital que l'explosion est survenue dimanche matin, au moment où le Royaume-Uni commémorait les victimes des guerres, à l'occasion du "Dimanche du Souvenir". Elle s'est produite juste avant 11h00 (locale et GMT), heure à laquelle la nation se recueillait en silence, et à quelques centaines de mètres de la cathédrale de Liverpool où des centaines de soldats, vétérans et membres du public étaient rassemblés pour un hommage. "Nous ne pouvons pas établir de lien à ce stade mais c'est une piste d'enquête que nous explorons", a déclaré lors de la conférence de presse lundi Russ Jackson, en charge de la police antiterroriste de la région, à propos de ces commémorations. Il a précisé que les enquê-

teurs pensaient connaître l'identité du passager mais ne souhaitaient pas la révéler pour le moment. Blessé lors de l'explosion, le chauffeur de taxi a été qualifié de "héros" par des responsables politiques et des tabloïds qui ont affirmé qu'il avait permis d'éviter des morts. "Il s'agit d'une enquête en cours, je ne peux donc pas commenter les détails ou dire exactement de quel type d'incident il s'agit (...) mais il semble que le chauffeur de taxi en question se soit comporté avec une présence d'esprit et une bravoure incroyables", a déclaré le Premier ministre Boris Johnson lundi lors d'une visite dans un centre médical de Londres. D'après The Daily Mail, le chauffeur a repéré que son passager avait l'air "suspect" et l'a enfermé dans le taxi, avant de s'échapper. "Le chauffeur de taxi, dans ses efforts héroïques, a réussi à éviter ce qui aurait pu être une catastrophe absolument horrible à l'hôpital", a déclaré la maire de Liverpool, Joanne Anderson, lundi sur la BBC, confirmant qu'il avait "verrouillé les portes" du véhicule.

RUSSIE-ETATS UNIS

Tir de missile dans l'espace : Moscou rejette les accusations américaines

Moscou a jugé mardi infondées et "hypocrites" les accusations américaines à l'égard de la Russie, soupçonnée d'avoir mené un tir de missile antisatellite ayant mis en danger l'ISS la veille.

"Déclarer que la Fédération de Russie crée des risques pour l'exploitation à des fins civiles de l'espace est pour le moins hypocrite. Il n'y a aucun fait en ce sens", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Selon lui, les Etats-Unis "ignorent les positions de la Russie et de la Chine en vue d'un accord international pour empêcher une course aux armements dans l'espace". En 2020, ils ont créé un commandement spatial et adopté une stratégie dont l'un des buts est d'instaurer une domination militaire dans le cosmos", a-t-il dit, accusant encore le Pentagone de préparer la mise sur orbite de systèmes antimissiles. Selon les Etats-Unis, Moscou a fait feu lundi depuis la Terre sur l'un de ses propres satellites lors d'un test de missile qui a généré un "nuage" de débris potentiellement dangereux pour l'ISS et d'autres satellites. Après le tir présumé, les sept personnes actuellement à bord de l'ISS ont dû se réfugier temporairement dans leurs vaisseaux afin de se préparer à une éventuelle évacuation d'urgence.

CRISE CARCÉRALE EN EQUATEUR

Le chef des armées et le directeur des prisons démissionnent

Les chefs du commandement conjoint des forces armées et des prisons de l'Equateur ont démissionné de leurs fonctions, a annoncé lundi le gouvernement, dans un contexte de crise carcérale marquée par un massacre à Guayaquil et de lutte contre le trafic de drogue, rapportent des médias.

Le président équatorien Guillermo Lasso a "accepté la démission" du chef du commandement interarmées, le vice-amiral Jorge Cabrera, et du directeur de l'agence chargée des prisons (SNAI), Bolivar Garzon, a indiqué le secrétariat aux communications de la présidence dans un communiqué, repris par des médias. Le complexe carcéral de Guayaquil a été le théâtre vendredi et samedi d'affrontements d'une extrême violence entre gangs rivaux de détenus qui ont fait 68 morts et 25 blessés.

A coups d'armes blanches, d'armes à feu et d'explosifs, des prisonniers ont attaqué, après avoir saboté l'électricité, les occupants d'une autre unité de la prison de Guayaquil, qui abrite 8.500 détenus. Les autorités ont dénoncé la "sauvagerie" et la "barbarie" des assaillants, que des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré s'acharnant, à coups de couteaux et de bâtons, sur des corps entassés et carbonisés dans une cour. Une "lutte pour le leadership", après la sortie de prison la semaine dernière d'un chef de gang, serait à l'origine de ces nouvelles violences, selon la police. Le complexe carcéral de Guayaquil avait déjà été le théâtre fin septembre du plus grand massacre de l'histoire carcérale de l'Equateur et l'un des pires en Amérique latine.

ORAN

Ouverture de la première galerie d'art à l'échelle nationale spécialisée dans la calligraphie arabe

Une galerie d'art spécialisée dans la calligraphie arabe, la première du genre au niveau national, vient d'ouvrir ses portes à Oran à l'initiative du célèbre calligraphe Kour Noureddine en vue d'encourager et de promouvoir la créativité dans ce segment de l'art.

Ce lieu se veut une véritable promenade dans l'esthétique de la calligraphie arabe et une nouvelle destination culturelle aux amateurs de l'art plastique.

Cet espace, appelé "Galerie d'art Kour" est un véritable acquis pour la ville d'Oran, regorge d'importantes potentialités culturelles.

"C'est un investissement culturel pour encourager et promouvoir la créativité dans la calligraphie arabe, qui connaît une renaissance en Algérie, sachant qu'Oran s'apprête à accueillir les Jeux Méditerranéens prévus en été 2022", a expliqué à l'APS Kour Noureddine. Cet artiste, fort d'une expérience de plus de 40 ans dans la calligraphie arabe, a indiqué que "mon objectif à travers cet espace n'est pas de réaliser un gain. C'est ma passion pour la calligraphie arabe qui m'a engagé dans cette aventure dans le monde de l'art visuel et le milieu artistique de manière générale".

Cette galerie d'art, sise à Haï Badr, est venue s'ajouter aux autres galeries, qui restent encore très peu nombreuses par rapport au nombre d'artistes plasticiens professionnels et au grand nombre d'étudiants diplômés des



écotes des Beaux Arts.

"Tous ces artistes, professionnels ou amateurs, ont besoin de salles pour exposer et commercialiser leurs travaux", a-t-il déclaré, notant que "le grand défi qu'on doit relever est de mettre en avant la calligraphie arabe en Algérie, qui est en développement continu".

Dans cette galerie, réalisée sur une superficie de 220 m² selon les normes mondiales, le blanc, avec un peu de rouge et de gris ont été adoptés pour donner une touche esthétique, afin que les couleurs des toiles soient plus claires et mieux mises en exergue pour les visiteurs.

Ces derniers reçoivent sur

place de larges explications sur les toiles exposées et peuvent engager un dialogue visuel avec les différents spécialistes, indique le même artiste, qui a reçu l'aide de son fils, Kour Oussama Mohamed Fawzi, dans la conception de la galerie. Les murs de cette galerie, considéré comme un modèle d'investissement dans le secteur culturel de manière générale et des arts visuels en particuliers, sont agrémentés par plus de 70 toiles de calligraphie arabe, signées par le propriétaire des lieux, Kour Noureddine.

Celui-ci a développé ses compétences artistiques dans le domaine par l'introduction de modifications, mariant la

calligraphie arabe et les écoles artistiques mondiales comme le cubisme et l'abstrait, ainsi que l'utilisation de dégradés de couleurs, tout en sauvegardant les éléments essentiels dans la construction de la toile de calligraphie. L'exposition des toiles au niveau de cette galerie sera permanente, ce qui fera de cet espace un véritable musée spécialisé dans l'Art de la calligraphie arabe, a ajouté la même source. La galerie, qui comprend un atelier de peinture, ouvrira ses portes aux artistes plasticiens professionnels pour exposer leurs travaux de calligraphie arabe, de miniatures et de céramique.

Elle aidera les jeunes à présenter des toiles de qualité artistique et accueillera les étudiants des Beaux Arts et des élèves des établissements scolaires, voire les musées, à découvrir les nouveautés de la calligraphie arabe et travailler à développer ce bel Art qui connaît un certain engouement chez les jeunes qui veulent l'apprendre et le maîtriser. Kour Noureddine a déjà participé à plus de 60 expositions individuelles et collectives dans différentes manifestations culturelles à l'intérieur et à l'extérieur du pays, rappelle-t-on.

CINÉMA

"Je me suis mordue la langue", dernière œuvre de Nina Khada

La jeune cinéaste franco-algérienne Nina Khada fait de nouveau parler de son travail depuis Ouagadougou (Burkina-Faso) où elle a décroché récemment le Poulain d'argent du court métrage documentaire du 27^e le Festival panafricain du cinéma et de la télévision (Fespaco) pour son dernier film "Je me suis mordue la langue". Sorti en 2020, ce documentaire d'une durée de 25 mn a déjà pris part à une quinzaine d'événements cinématographiques en Tunisie, en Égypte, en Suisse, au Liban, en France, au Canada, ou encore au Brésil.

Véritable quête identitaire entreprise par une franco-algérienne qui a vécu toute sa vie en France, ce court métrage relate l'histoire d'une algérienne, qui dit avoir perdu la langue de sa grand-mère et n'arrive pas à s'exprimer en arabe dialectal.

S'accrochant à de lointains souvenirs de ses grands-parents et de leur langue dialectale, elle prend les rues de Tunis comme substitue du pays de ses ancêtres pour tenter d'y retrouver une part de son identité.

A Tunis, elle parle de son problème aux passant qu'elle filme, une vieille dame lui recommande de retourner en Algérie et qu'une langue ça ne s'oublie pas, des enfants lui conseillent de parler aux gens dans la rue pour réapprendre, alors que d'autres lui suggèrent plus simplement de chanter. A tout âge les intervenants estiment que perdre sa langue c'est perdre la mémoire et ne comprennent pas vraiment qu'on puisse réellement perdre l'usage d'une langue et être à ce point coupé des siens. Au détour de chacune de ses rencontres, Nina Khada propose des plans urbains nocturnes intéressants des quartiers populaires de la capitale tunisienne et pose parfois sa voix pour se confier le long d'un voyage en train de nuit dans la banlieue ou en bord de mer.

Réalisatrice et monteuse, Nina Khada a travaillé sur le montage de nombreuses oeuvres avec des réalisateurs comme Hassan Ferhani et Karim Moussaoui, elle réalise son premier court métrage documentaire, "Fatima", qui parle de sa grand-mère sur la base d'archives coloniales françaises.

Après "Je me suis mordue la langue", Nina Khada travaille actuellement sur le développement de son premier court métrage de fiction intitulé "La veillée".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT
DE L'URBANISME ET DE LA VILLE.

WILAYA DE TLEMCEN.
DIRECTION DU LOGEMENT.

MISE EN DEMEURE N° 01

-Vu le marché N° 02/2018 en date du 27/01/2019

Lot : N° 01

* Hal Rehlba

* Sidi Saïd

* Riat El Hmmar

- Vu l'ODS démarrage des travaux N° 14 en date du 20/05/2019

- Vu le délai globale de réalisation est de 04 Mois

- Vu le Procès Verbal de Monsieur le Subdivisionnaire du Logement de la Daïra de Tlemcen en date du 26/04/2021.

L'entreprise ABDERRAHIM Fayçal domiciliée N° 587 lots Champ de Tir à Mansourah titulaire du marché N° 02/2018, approuvé le 27/01/2019 relatif à la réalisation du Lot N° 01 : travaux de ravalement des façades, étanchéité et traitement des vides sanitaires des logements faisant partie de l'opération de Réhabilitation du Parc Immobilier Des Communes de la Wilaya de Tlemcen sur le Fond Spécial 302-114 est mise en demeure pour le motif suivant :

Abandon total des chantiers sans motif valable.

L'entreprise ABDERRAHIM Fayçal est mise en demeure de reprendre les travaux et renforcer les chantiers en moyens humains et matériels appropriés dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale.

Faute de quoi, le service contractant sera dans l'obligation d'appliquer à l'encontre de l'entreprise des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE



MINISTÈRE DE LA POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION
DIRECTION GÉNÉRALE D'ALGÉRIE POSTE
DIRECTION UNITÉ POSTALE WILAYA DE LAGHOUAT



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N°07/2021

La Direction de l'unité postale de la wilaya de Laghouat lance avis d'appel d'offres nationale Avec Exigence De Capacités Minimales en vue de transport et escorte de fonds et les objets de valeurs à travers les établissements postaux relevant de la DUPW Laghouat.

Les entreprises spécialisées dans le domaine du transport et escorte de fonds intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges contre versement de la somme de 2000,00 DA, au compte courant postal N°381165 Clé 54 ouvert au nom Direction de l'Unité Postale Wilaya de Laghouat.

EPIC ALGÉRIE POSTE DIRECTION DE L'UNITÉ POSTALE WILAYA DE LAGHOUAT
SIS A CITE EL WIAM — 03000 — LAGHOUAT

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus. Accompagnée des références et des pièces réglementaires, fixées dans le cahier des charges en cours de validité et légalisés à savoir :

- Posséder un agrément de type C pour l'exercice de la prestation de transport et escorte de fonds.
- Ayant réalisé au moins une prestation similaire (contrat de prestation de transport et escorte de fonds)

Le dossier d'appel d'offre contient conformément à l'article 20 du cahier des charges.

A- Dossier de candidature

B- Offre technique

C- Offre financière

Dépôt des offres se fera sous trois enveloppes séparées et cachetées doivent être insérer dans une enveloppe extérieure qui devra être anonyme et elle portera l'adresse suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
Avec exigence de capacités minimales
N° 07/2021
Transport et escorte de fonds et les objets de valeurs à travers les établissements postaux relevant de la DUPW Laghouat.
A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et évaluation

Les offres doivent être déposées au bureau de secrétariat de directeur à l'adresse suivante :

EPIC ALGÉRIE POSTE DIRECTION DE L'UNITÉ POSTALE WILAYA DE LAGHOUAT
SIS A CITE EL WIAM — 03000 — LAGHOUAT

La date limitée de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jour à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens de presse et Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai qui est égal à la durée de préparation des offres, augmenté de quatre-vingt-dix (90).

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le jour même de la date limite du dépôt des offres à 13:00 au siège de La Direction De L'unité Postale De La Wilaya De Laghouat et les soumissionnaires peuvent assister à la séance ouverte des ouvertures des plis même jour à 13:00

ALGÉRIE - RECHERCHE - PUBLICATION

Indicateur ARCIF : les revues scientifiques algériennes occupent la première place pour la deuxième année consécutive

L'Algérie a obtenu la première place dans le monde arabe pour la deuxième année consécutive au classement de l'indicateur biométrique Arab citation et impact (ARCIF), avec la publication de 296 revues scientifiques en 2021, a indiqué, lundi, un communiqué de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT).

"L'Algérie est arrivée en tête pour la deuxième année consécutive au classement de l'indicateur biométrique "ARCIF", avec 296 revues scientifiques algériennes retenues sur un total de 877 revues scientifiques arabes", précise la même source.

Il s'agit d'une grande avancée pour l'Algérie par rapport à l'année dernière (2020) où elle a enregistré 255 revues retenues contre 296 cette année.

Une revue publiée par l'Université d'Oran dans le domaine de littérature a occupé la première place, suivie de deux revues à la sixième et la dixième places dans la même spécialité, sur un total de 117 revues classées dans le même domaine".

Cinq autres revues algériennes sont classées dans le top 10 dans le domaine des sciences économiques et financières et de la gestion



des affaires, sur un total de 149 revues.

Dans le domaine de droit, une revue publiée par l'Université Mohamed Khider de Biskra a décroché la première place sur un total de 73 revues, trois autres sont classées parmi les cinq meilleures revues dans le même

domaine.

Quant aux sciences humaines, deux revues algériennes ont eu la septième et la sixième place sur un total de 185 revues, alors que 5 autres revues sont classées parmi les cinq et dix meilleures revues dans les spécialités des sciences humaines,

des études islamiques et des sciences politiques.

Une revue de l'Université d'Oran 2 a décroché la première place dans le domaine des langues sur un total de 38 revues, alors que deux autres sont classées dans les quatrième et cinquième positions. En matière des sciences d'ingénieur, une revue de l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret a occupé la première place dans ce domaine sur un total de 27 revues, même chose pour celle de l'Université Mohamed Boudiaf de M'sila dans le domaine des sciences mathématiques sur un total de 27 revues.

Arabic citation and impact factor (ARCIF) est un indicateur bibliométrique établi par e-Marefa en 2013 pour mesurer l'impact des revues scientifiques éditées par les pays arabes.

La sélection des revues se base sur un nombre de critères, à savoir les standards de publication, le contenu éditorial, la diversité dans la région arabe et internationale, et l'analyse de citation.

CHINE

Une cosmonaute effectue une sortie inédite dans l'espace

L'astronaute Wang Yaping est devenue lundi la première Chinoise à avoir effectué une sortie dans l'espace, laquelle avait pour but de poursuivre la construction de la station spatiale du géant asiatique, ont rapporté lundi des médias. Pilote et colonel de l'armée de l'air âgée de 41 ans, elle fait partie de la mission Shenzhou-13, lancée mi-octobre. L'équipage, également composé de deux astronautes masculins, séjournera six mois (un record pour la Chine) dans Tianhe ("Harmonie céleste"), le seul module déjà en orbite sur les trois qui constitueront à terme la station spatiale. Ils ont pour mission de continuer la construction de cette station et aussi de tester leurs capacités de résistance à ce long séjour d'une demi-année en apesanteur, qui mettra à rude épreuve leurs organismes.

Aux côtés du général Zhai Zhigang (55 ans), commandant de la mission, Wang Yaping a effectué dans la nuit de dimanche à lundi une sortie extravéhiculaire de 6 heures et demi, a indiqué l'agence spatiale chargée des vols habités (CMSA). Cette sortie avait pour objectif d'installer de nouveaux éléments d'un bras robotique extérieur, de s'assurer de la fiabilité des équipements ou encore de tester des combinaisons spatiales de nouvelle génération.

"Toutes les tâches prévues ont été accomplies avec succès", a souligné la CMSA dans un communiqué.

Troisième sortie extravéhiculaire à bord de Tianhe, c'est la première de l'équipage Shenzhou-13, qui devrait en réaliser une, voire deux autres, dans les prochains mois.

Wang Yaping avait déjà effectué un premier voyage dans l'espace en 2013, qui avait fait d'elle la deuxième Chinoise dans l'espace.

Connue pour avoir donné lors de son précédent séjour un cours de physique en direct à 60 millions d'écoliers grâce à une liaison vidéo, elle renouvellera l'expérience lors de Shenzhou-13.

Cette mission est la cinquième sur les 11 (habitées et non-habitées) qui seront nécessaires au total à la construction de la station spatiale chinoise, qui devrait être achevée fin 2022.

Appelée Tiangong ("Palais céleste"), elle sera semblable en taille à l'ancienne station soviéto-russe Mir (1986-2001). Sa durée de vie sera d'au moins 10 ans.

APS

ESPACE

La sécurité de l'ISS est une "priorité" (Moscou)

L'agence spatiale russe a assuré mardi que "la sécurité de l'équipage" de la Station spatiale internationale était sa "priorité principale", après que Washington ait accusé Moscou d'avoir procédé à un tir de missile antisatellite ayant mis en danger l'ISS.

"Seuls des efforts communs de toutes les puissances spatiales pourront assurer une coexistence aussi sûre que possible et les opérations dans le domaine spatiale", a encore indiqué Roscosmos dans un communiqué. L'agence n'a toutefois pas répondu directement aux accusations américaines, la veille, concernant un incident qui a relancé les craintes de voir l'espace se transformer en un champ de bataille entre les grandes puissances. Selon Washington, la Russie a procédé lundi à un test de missile antisatellite ayant généré des milliers de débris.

Si bien que les sept personnes actuellement à bord de l'ISS ont dû se réfugier dans leurs vaisseaux, amarrés à la station, afin de se préparer à une éventuelle évacuation d'urgence. "Je suis scandalisé par cette action irresponsable et déstabilisatrice", a déclaré

dans un communiqué le patron de l'agence spatiale américaine, Bill Nelson. Les responsables russes n'avaient pas encore répondu directement mardi matin à ces graves accusations.

Selon l'agence publique russe TASS, des responsables de la NASA doivent s'entretenir dans la matinée avec le chef de Roscosmos, Dmitri Rogozine. Des tirs test antisatellites n'avaient été menés jusqu'ici que par une poignée de nations - États-Unis, Chine, Inde -, tandis que Moscou proclamait sans cesse haut et fort lutter contre toute tentative de militariser l'espace.

Le tir présumé de lundi a généré quantité de débris menaçant les milliers d'autres satellites en orbite, sur lesquels les pays comptent pour de très nombreuses activités, par exemple de communication ou encore de localisation. Détruire des satellites d'autres pays ou mener des offensives depuis l'espace peuvent se révéler être des atouts militaires stratégiques, mais le développement de telles capacités risquent d'entraîner une course aux armements aux conséquences imprévisibles.

TURQUIE

Soutien du centre de recherche et de développement de Huawei à Istanbul

Le ministre turc de l'Industrie et de la Technologie Mustafa Varank a déclaré que son pays continuerait à soutenir le centre de recherche et de développement de Huawei à Istanbul, a-t-on appris lundi d'un communiqué de presse.

Huawei est "l'une des plus grandes entreprises mondiales à investir dans la recherche et le développement en Turquie", a déclaré M. Varank au cours d'une visite du centre.

Li Jing, directeur général de Huawei Turquie, a présenté à M.

Varank plusieurs nouveaux produits, comme Petal Maps, qui aide les utilisateurs à trouver le meilleur itinéraire vers leur destination à l'aide d'informations en temps réel, ou encore l'application WeSight, une application basée sur l'intelligence artificielle et consacrée à la santé et à la sécurité au travail.

Après s'être renseigné sur le projet de transports intelligents mis en œuvre par Huawei avec un partenaire commercial local dans la municipalité de Konya, M. Varank s'est également entretenu par télé-

phone avec le maire de Konya, Ugur Ibrahim Altay, pour s'enquérir des avantages du projet.

Le maire a expliqué que le projet concernait notamment la ligne de tramway de la ville, dont la durée totale de trajet a été réduite de 59 à 42 minute grâce à ses nouvelles fonctions de signalisation intelligente.

"Après plus de onze années d'investissements continus - soit un total de plus de 184 millions de dollars américains - notre centre de recherche et de développement est aujourd'hui devenu le deuxième plus grand de Huawei hors de la Chine", a souligné Li Jing.

Le directeur général a également noté que la société avait à ce jour formé plus de 5.000 talents locaux dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Huawei a aussi lancé un service d'information en nuage en Turquie, "afin de fournir aux entreprises locales une plateforme de cloud stable, fiable, sécurisée et durable", a-t-il indiqué.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
 N.I.F : 000007019004951
 Rue Ahmed Ouamane Biskra

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°54/ DEP/SEE/2021

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°54/ DEP/SEE/2021 pour: Réalisation d'un Collège Basse 07/200R à Lioua Lot N°01 : Bloc Administratif + Bloc Pédagogique+amphithéâtre+ VRD+Dem-pension. Lot N°02 : Clôture Extérieure, Lot N°03 : Les Logements(01F5+02F4+01F3). Publié aux quotidiens nationaux

و نزاير سبور et DK NEWS ainsi que BOMOP qu'après l'évaluation des offres les travaux sont attribués provisoirement comme suit :

Désignation des travaux	Lot	ETP	N.I.F	NOTE OFFRE TECH	Montant de l'offre en (T.T.C)	Délais	Critère d'Evaluation
Réalisation d'un Collège Basse 07/200R à Lioua Lot N°01 + Lot N°02 + Lot N°03	Lot N°01	KABOUT MUSTAPHA	168070700475423	28,00	276 243 566,27 DA	18 MOIS	Moins Disant
	Lot N°02	SAHRAOUI ZINE LAABDINE	198805360054625	/	9 681 602,00 DA	120 JOURS	Moins Disant
	Lot N°03	KHALOUT ABDELKARIM	1863901040725456	29,87	18 650 353,22 DA	06 MOIS	Moins Disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois jours à compter du premier jour de la publication du présent avis .

Les soumissionnaires contestant ces propositions, peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Biskra dans un délai de (10) jours à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire du marché dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Programme de la soirée

TF1 21:05

New Amsterdam



Alors que l'épidémie de Covid-19 que le monde a traversé a épuisé le personnel, Max exprime sa reconnaissance aux soignants lors d'une réunion d'organisation. Il l'informe également que le docteur Kapoor n'est plus sous respirateur. Soudain, un énorme bruit se fait entendre et pousse tout le monde à sortir : un avion frôle l'hôpital avant de s'écraser non loin de là. L'équipe se prépare aussitôt à recevoir les nombreux blessés qui ne tarderont pas à arriver.

france 2 21:05

Noir comme neige



Dans les environs de la station de ski Nobleval, le corps de Stephan Wicht, un adolescent de 19 ans, est retrouvé complètement gelé au fond d'un ravin, la main gauche coupée, par Constance Vivier, adjudante au Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne. La main gauche du défunt a été coupée. Pour enquête sur cette mort suspecte, Constance doit faire équipe avec le capitaine Andreas Meyer car la victime est un citoyen suisse. Les deux policiers interrogent tour à tour les parents de Stephan mais également le père de Léa Chesnais, la petite amie du défunt.

france 3 21:05

Le monde de Jamy



En France, les crues sont de plus en plus impressionnantes. Automne 2020, les vallées de la Vésubie et de la Roya sont englouties par les eaux (18 morts et 3700 sinistrés). Quelques mois plus tard, c'est au tour d'un village près de Cologne, de Verriers et Dinant en Belgique d'être frappés (220 morts). Avec ses 100 000 cours d'eau, la France est particulièrement vulnérable sur le plan des inondations. Un risque aggravé par le réchauffement climatique. Jamy Gourmaud et Eglantine Emeyé parcourent la France pour voir les méthodes utilisées afin d'atténuer ces phénomènes.

CANAL+ 21:05

Killer Inside



Dans une petite ville du Kentucky, qui fut le théâtre de plusieurs meurtres probablement commis par la même personne, Tyler Burnside est éduqué dans une famille très pieuse. Scout auprès de son père Don, Tyler emmène un soir sa petite amie Amy dans le pick-up familial et les adolescents découvrent par hasard la photo issue d'un magazine d'une jeune femme bâillonnée et ligotée. Alors que le souvenir des crimes du tueur en série est encore vif, Tyler regarde désormais son père d'une autre façon. Il décide de fouiller discrètement dans ses affaires et découvre des magazines pornographiques et un inquiétant polaroid.

6 21:05

La France a un incroyable talent



Marianne James, Hélène Ségara, Sugar Sammy et Eric Antoine reçoivent les derniers candidats à se présenter sur la scène de l'émission. Au programme : les chanteurs du Chœur de Saint-Cyr, les circassiens Duo Turkeev et Kids, Khaled Miloudi, François Ortis, Ben Buffalo. Pour accéder à l'étape suivante, les candidats doivent obtenir au moins trois «oui» de la part des jurés. Il reste également la possibilité de décrocher le fameux Golden buzzer. Le jury n'en a plus qu'un. Un artiste-performer qui en profite accède directement à la finale. De quoi faire des envieux.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2463

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Méfiez-vous de l'homme qui parle pour ne rien dire. Ou il est stupide, et vous perdez votre temps, ou il est très fort, et vous perdez votre argent.»

Auguste Detoef

Mots croisés n°2443

Horizontalement :
Verticalement :

- Procédé d'impression
 - Progressait - Réticule
 - Révisé - Fragmenta
 - Pétillant italien - Flâner
 - Étalon monétaire - Chargé électrique - Note de clé
 - Sans parti - Lie
 - Un peu trop gais - Entrer en action
 - Personnel - Fêtera en trinquant
 - Plat d'affamé biblique - Affaire d'honneur - Reste de blutage
 - Extorsion d'argent - Narine de dauphin
- A - Assortir
B - Croqueuse de pomme - Respecta profondément
C - Récura - Patrie d'Abraham - Scandium en corne
D - Pas très courants -
E - Oui mais d'avant - Ornement de tricot
F - Petite fille - Destination
G - Ville de carnaval - Séparé de tout
H - Systèmes de chauffage - Tonde
I - Eclater
J - Abîmer - Met de niveau
K - Jamais contente - Porteur de ragots
L - Repusseront à distance

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



PROJETS

Le ministère de la Jeunesse et des Sports se penchera sur le dégel des projets du secteur dans la wilaya de M'sila (Sebgag)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a indiqué lundi à M'sila que son département ministériel "se penchera sur le dossier du dégel de nombre de projets du secteur inscrits depuis plus de cinq ans dans cette wilaya et dont les travaux n'ont jamais démarré".

Présidant une cérémonie organisée en l'honneur d'athlètes locaux et des représentants d'associations sportives au niveau du Pôle universitaire de l'Université Mohamed Boudiaf, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de M'sila, M. Sebgag a affirmé que "le dégel des projets ne relève pas du ministre du secteur mais du Premier ministre et du ministère des Finances", assurant que "compte tenu de l'impact négatif du gel de nombreux projets dans cette wilaya sur le secteur de la jeunesse et des sports, son département tâchera de convaincre les hautes autorités du pays de la nécessité de lever le gel sur les projets concernés". Le ministre a précisé avoir demandé au wali de M'sila, Abdelkader Djellaoui, de dresser la liste des projets gelés dans la wilaya pour proposer leur dégel et revoir les enveloppes financières affectées initialement. Cette situa-

tion résulte de "la mauvaise gestion ayant prévalu dans les années d'opulence", a-t-il estimé, rappelant que les projets en question avaient été gelés parce que leurs travaux n'avaient pas démarré dans les délais impartis. Les représentants des associations de jeunes et des clubs sportifs de la wilaya de M'sila ont saisi l'occasion pour évoquer la problématique de l'absence d'aide financière au titre du Fonds d'appui aux initiatives de la jeunesse dans la wilaya alors qu'ils y sont éligibles vu l'intensité de leurs activités et leurs résultats aux niveaux national et international. A cet effet, M. Sebgag a déploré le fait que "ce fonds soit alimenté à partir des revenus des wilayas, parmi lesquelles certaines sont en mesure de répondre à la demande financière des associations et clubs sportifs, contrairement à d'autres à maigre revenu, comme c'est le cas de M'sila". Le



ministre a estimé que la solution "est de soutenir de manière transparente, aux plans local, national et international, les associations et clubs qui obtiennent des résultats positifs". Au cours de cette visite, Abderezzak Sebgag a inauguré un complexe sportif dans la commune de Metarfa, où il a reçu des explications sur son mode de fonctionnement et a écouté les précoc-

cupations de certains jeunes, promettant d'œuvrer à prendre en charge certains problèmes et soulever le reste aux hautes autorités du pays.

S'adressant à ces jeunes, le ministre a indiqué que "l'investissement attendu du secteur privé dans le département de la Jeunesse et des Sports a été décidé par le Président de la République, Ab-

delmadjid Tebboune qui l'a soutenu en chargeant les différentes autorités d'encourager ce type d'investissement". Il faudra que cet investissement "constitue un soutien supplémentaire aux jeunes à l'échelle nationale, conformément à la vision du Président de la République, portant nécessité de promouvoir le mouvement associatif au niveau national". Par ailleurs, M. Sebgag a annoncé la création d'annexes du Centre national de médecine sportive (CNMS) au niveau des wilayas, afin de "permettre aux jeunes adhérents aux clubs sportifs de bénéficier des soins". Lors de sa visite à M'sila, le ministre n'a pas manqué de s'enquérir de l'état de la piscine semi-olympique (50 m) dans la ville de Boussaada, et tenir une réunion à Magra avec les joueurs et dirigeants de l'équipe de football N.C Magra, évoluant en figure 1 du football professionnel.

JM ORAN-2022 Réception du centre équestre d'Es-senia en décembre prochain

Le centre équestre "Antar Ben Cheddad" d'Es-senia devrait être réceptionné en décembre prochain, en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM Oran-2022), selon les explications données aux autorités de la wilaya au cours d'une visite d'inspection effectuée lundi. Les travaux de remise à niveau de ce site sportif, qui sont actuellement à 95%, concernent six opérations, à savoir réfection et réalisation de 120 box, réalisation d'une piste de compétition et d'une tribune de 500 places, construction des sanitaires, de bassins, d'une cafétéria et réhabilitation du siège de l'administration, du mur de clôture, en plus des VRD, de l'aménagement d'une piste d'entraînement et de l'installation du système de vidéo surveillance. D'autres installations sportives concernées par les JM-2022 d'Oran et qui font l'objet de travaux de rénovation ont été également visitées pour la circonstance, à l'image du complexe de tennis sis à haï Es-salem, dont les travaux sont pratiquement achevés. La seule opération qui reste à réaliser au niveau de cette infrastructure concerne l'installation du système vidéo surveillance, devant être opérationnel en mars prochain, ont assuré les responsables de cet équipement.

Le Palais des sports "Hammou-Boutellil" a été également concerné par la visite de la délégation de wilaya conduite par le secrétaire général. Ce site, qui a déjà accueilli une première compétition officielle depuis la fin des travaux de sa réhabilitation, à savoir, la Super coupe d'Algérie de handball, sera doté, dans les prochaines semaines, d'un système de climatisation moderne, un autre de surveillance vidéo, ainsi qu'un nouveau réseau d'éclairage sportif.

La sortie des autorités de la wilaya a également permis d'inspecter la piscine olympique de haï "Medina Jdida", dont les travaux de rénovation "avancent bien", ainsi que le complexe sportif de l'Institut d'éducation physique relevant de l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf". A propos de ce site, il a été décidé de lancer prochainement une vaste opération de réhabilitation de ses différents équipements, telle la piscine olympique, la salle omnisports et le stade de football, pour une éventuelle exploitation lors des JM (25 juin-5 juillet 2022), a indiqué à l'APS le directeur local de la jeunesse et des sports, Yacine Siefi.

ATHLÉTISME - ALGÉRIE

Taoufik Makhloufi poursuit ses soins en France (Fédération)

Le demi-fondiste algérien Taoufik Makhloufi, forfait aux Jeux olympiques de Tokyo l'été dernier à cause d'une blessure à un genou, se trouve actuellement en France, pour des soins, a annoncé lundi soir le président de la Fédération algérienne d'athlétisme, Yacine Louail. "Makhloufi s'est rendu en France le 8 novembre courant pour des soins. Initialement, il devait revenir le 13 du même mois, mais ses soins ont finalement nécessité plus de temps que prévu. Ce qui l'a obligé à prolonger son séjour jusqu'au mercredi, 17 novembre" a déclaré le premier responsable de la FAA au site du Comité olympique et sportif algérien (COA). "Makhloufi n'a pas encore retrouvé son top niveau. Il continue d'ailleurs à se soi-

gner, mais à ce qu'il m'a dit, il se porte beaucoup mieux qu'au mois de juillet dernier", lorsqu'il a dû déclarer forfait pour les JO nipponnes. Toujours selon la même source, le médaillé olympique sur 1500 mètres aux JO de 2012 à Londres "a déjà repris les entraînements" qu'il suit en parallèle de ses soins, "sauf qu'il ménage ses efforts, en évitant des charges de travail trop importantes" a-t-il ajouté.

Makhloufi, qui a bonifié son palmarès par deux médailles d'argent aux JO de 2016 à Rio (sur 800 et 1500 mètres), représentait le plus grand espoir de médaille pour l'Algérie à Tokyo (23 juillet-8 août), mais une blessure récalcitrante à un genou l'avait contraint à déclarer forfait au tout dernier moment. "Les JO sont une com-

pétition de très haut niveau et il faut vraiment être au top pour pouvoir répondre aux attentes. Or, cette blessure récalcitrante au genou m'a beaucoup amoindri, faisant que je ne serai pas en mesure de défendre convenablement les couleurs nationales à Tokyo. Donc, même si mon cœur me dit d'y aller, la raison me dicte d'y renoncer et de penser surtout aux soins" avait expliqué le natif de Souk-Ahras au moment de son forfait, au mois de juillet dernier. Cependant, Makhloufi avait promis d'essayer de "revenir plus fort pour les prochains grands-vous", particulièrement les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran, et qui lui "tiennent beaucoup à cœur", tout comme les prochains Mondiaux d'athlétisme, prévus en 2022 aux Etats-Unis.

CYCLISME - FESTIVAL ARABE SUR ROUTE (3^E JOURNÉE/CONTRE-LA-MONTRE INDIVIDUEL)

L'Algérienne Nesrine Houili en or

La cycliste algérienne Nesrine Houili a décroché la médaille d'or au contre-la-montre individuel (juniors/dames) disputé mardi, pour le compte du Festival arabe 2021 de la discipline, qui se déroule actuellement au Caire (Egypte). La course s'est déroulée sur 15,2 kilomètres et Houili a bouclé cette distance en 23:01:44, devançant l'Égyptienne Habiba Mohamed Al-Sayed (24:13:43), au moment où la Marocaine

El Maroufi Wiam a complété le podium, avec un chrono de 26:10:71. La moisson algérienne a été bonifiée par une médaille de bronze, décrochée par Lydia Kacemi au contre-la-montre individuel des moins de 23 ans (dames), en attendant l'entrée en lice des juniors et des seniors. L'Algérie porte ainsi son total provisoire à sept breloques depuis l'entame de la compétition : 5 or et 2 bronze.

Les Algériens avaient en-

tamé le Festival par deux médailles d'or, au contre-la-montre "par équipes" des juniors (messieurs) et des juniors (dames), disputé dimanche, pour le compte de la première journée. Une bonne moisson, bonifiée dès le lendemain par deux nouvelles médailles d'or, par les cadets et les seniors "Elite/Messieurs", au contre-la-montre "par équipes" de leurs catégories respectives, ainsi qu'une médaille de

bronze, décrochée par Aymen Djaber, au contre-la-montre individuel du Para-cyclisme. La compétition, abritée par la capitale égyptienne, s'y poursuivra jusqu'au 25 novembre courant, et comportera plusieurs autres épreuves à son menu. Elle servira également de préparation aux cyclistes algériens en vue d'autres échéances internationales à venir, dont les JM de 2022 à Oran.

TENNIS - COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2021

Avec une moisson de quatre médailles, la DTN satisfaite

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FTA), Karim Saadallah, s'est dit "satisfait" de la moisson de quatre (04) médailles dont deux (02) en argent, récoltées par les équipes nationales "messieurs et dames" lors de la Coupe d'Afrique des nations des seniors 2021, clôturée dimanche en Tunisie. "Avec cette belle prestation de nos représentants en terre tunisienne (4 médailles dont deux en argent), nous sommes plus que satisfaits de ce rendement par rapport aux objectifs tracés initialement", a déclaré à l'APS, Karim Saadallah, expert international. Dans les épreuves individuelles, l'Algérie a décroché deux médailles (1 argent, 1 bronze). La breloque en argent est revenue mercredi à Mohamed Amine Aissa-Khalifa associé au Tunisien Wissam Abderrahmane après leur défaite en finale du double-messieurs face à la paire tunisienne Skander Mansour et Aziz Ouakaa (6-1, 6-1). La médaille en bronze a été remportée jeudi par Amira Benaissa (tableau simple) après sa victoire devant la Kenyane Angella Okutoyi (6-2, 6-0), tandis que lors des épreuves "par équipes", l'Algérie a obtenu deux (02) médailles (1 argent et 1 bronze). La sélection féminine a décroché la médaille d'argent après une rencontre serrée en finale

devant l'Egypte (2-1). Pour sa part, les messieurs ont obtenu dimanche la médaille de bronze, après une victoire devant le Kenya (2-0), lors du match de classement pour la troisième place. "Nous avons décroché quatre médailles dont deux dans les différentes épreuves (individuelles et par équipes, ndr) malgré la rude concurrence. Il s'agit d'une compétition par équipes très importante pour nous, car elle nous servira de repaire et de préparation pour les prochains Jeux méditerranéens (Oran-2022)", a-t-il ajouté. Pour rappel, l'équipe algérienne des messieurs était représentée par Mohamed Nazim Makhlof, Toufik Sahtali et Mohamed Amine Aissa-Khalifa, et celle des filles par Amira Benaissa, Lynda Benkaddour et Yasmine Boudjadi. Les sélections nationales algériennes "messieurs et dames" ont été conduites, respectivement, par le directeur des équipes nationales (DEN), Noujém Hakim et le directeur de la promotion et du suivi des jeunes talents (DJTS) Wakil Keciba. Ce rendez-vous a regroupé dix pays: Algérie, Tunisie (pays hôte), Burkina Faso, Comores, Egypte, Ethiopie, Kenya, République Démocratique du Congo, Libye et Mauritanie. Deux pays ont renoncé, il s'agit du Zimbabwe et du Mali.

JM ORAN-2022 - VOLLEY-BALL

Les sélections nationales poursuivent leur préparation à Alger

Les sélections algériennes de volley-ball, messieurs et dames, seront en stage de préparation jusqu'au 26 novembre au Centre national de regroupement des talents de l'élite sportive de Souidania (Alger), en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran en 2022, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB).

La sélection masculine, dirigée par Mourad Senoun, sera en stage du 16 au 21 novembre, alors que son homologue féminine, entraînée par Nabil Tennoun effectuera son regroupement du 21 au 26 novembre.

Les sélections nationales de volley ont effectué plusieurs stages depuis la nomination des sélectionneurs Mourad Senoun (messieurs) et Nabil Tennoun

(dames), en juin dernier, pour préparer dans les meilleures conditions les prochaines compétitions internationales, dont les Jeux méditerranéens d'Oran en 2022.

La FAVB a également indiqué que la 3e journée des Championnats d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), se dérouleront le mardi 30 novembre.



ESCRIME - COUPE MÉDITERRANÉENNE DES U23 (TROIS ARMES)

La sélection algérienne avec 14 représentants en Italie (FAE)

La sélection algérienne d'escrime composée de 14 athlètes prendra part à la Coupe méditerranéenne (Trois armes), catégorie des moins de 23 ans (Messieurs et Dames), prévue du 19 au 22 novembre courant en Italie, indique mardi la fédération algérienne d'escrime.

La sélection qui s'est envolée ce mardi à destination de l'Italie, comprend dans ses rangs les sabreurs: Akram Bounabi, Kaouther Mohamed-Belkebir, Chaïma Benaddouda, Naila Ben Chagour et Zahra Kahli, ainsi que les Fleuretistes Sonia Zeboudj, Meriem Mebarki, Yasmine Tantas, Chouali Abderrahmane et Balsam Bounacer.

"Le Groupe des fleuretistes sera incessamment renforcé par Salim Haroui et Dani Adem Fellah, qui le rejoindront à partir de la France, où ils se trouvent actuellement" a précisé l'instance fédérale dans un communiqué. Les représentants algériens à l'épée seront: Zeboudj Sonia et Raphaël Berkani, qui rejoindront égale-



ment le reste du Groupe à partir de la France. Côté encadrement technique, la sélection algérienne sera dirigée en Italie par les entraîneurs Yami Wassila et Farid Bennour, en présence du Directeur technique national (DTN) Billel Hadi.

"La participation de la sélection algérienne à cette compétition s'inscrit dans le cadre de sa préparation en vue d'autres importantes échéances internationales à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran" a encore expliqué la fédération.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE VOILE

L'Algérien Mohamed Azzoug élu président

Le président de la fédération algérienne de voile, Mohamed Azzoug, a été élu président de la Confédération africaine de cette discipline lors de l'Assemblée générale élective de l'instance, tenue en ce début de semaine, par visioconférence, a appris lundi l'APS auprès de l'intéressé. Azzoug était en concurrence avec son homologue de la fédération marocaine de voile, mais ce dernier

a finalement décidé de se retirer la veille des élections, qui s'étaient déroulées le samedi 13 novembre courant. "C'est avant tout une victoire de l'Algérie. La mission s'annonce difficile, mais nous allons faire le maximum pour mobiliser le plus grand nombre de pays africains pour développer la discipline sur le continent et rattraper le retard par rapport au plus haut niveau mondial" a indiqué Az-

zoug à l'APS. Un retour aux sources pour l'Algérien, qui avait fondé cette instance continentale en 2007, en marge des Jeux Africains qui s'étaient déroulés à Alger. Par ailleurs, et toujours selon le nouveau président de l'instance, la Confédération africaine de voile a inscrit à son programme les prochains Championnats d'Afrique Laser (messieurs et dames) et qui auront lieu en 2022, en Algérie.

Ancien président de la FAV, Azzoug est revenu à la tête de cette instance sportive le 14 mars dernier, après avoir récolté 13 des 21 voix qui ont été prononcées lors de l'Assemblée générale de l'instance, tenue à Ain Benian (Alger). Son unique concurrent lors de cette AGE, Mohamed Lyès Maza, n'en avait récolté que huit, et c'est ainsi que Azzoug avait succédé au président sortant, Hacène Djilali.

BOXE

La sélection algérienne dames en stage à Sofia (Fédération)

La sélection algérienne (seniors/dames) de boxe s'est embarquée lundi soir pour la capitale bulgare, Sofia, où elle doit effectuer un stage de préparation en vue des importantes échéances internationales à venir, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération nationale de la discipline (FAB).

"La sélection nationale est composée de trois boxeuses, à savoir: Roumaïssa Boualem, Khelif Imène et Ichrak Chaib, sous la direction des entraîneurs Abdelghani Kenzi et Mohamed Chaoua" a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué. Parmi les importants rendez-vous que prépare la sélection nationale de boxe, les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran, ainsi que les prochains Championnats du monde de la discipline.

La FAB a assuré qu'elle mettra "tous les moyens nécessaires entre les mains des athlètes de leur encadrement technique pendant cette phase préparatoire" avec l'espoir d'augmenter leurs chances de réussir de "meilleurs résultats et de bien représenter les couleurs nationales" lors des événements suscités.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE VOVINAM VIET VO DAO

Possible report du stage des entraîneurs africains à Alger (Président)

Le stage des entraîneurs africains de Vovinam Viet Vo Dao, prévu début décembre à Alger, risque d'être reporté à une date ultérieure à cause du coût élevé des billets d'avion, a indiqué le président de la Confédération africaine de la discipline, l'Algérien Mohamed Djouadj.

Dans une déclaration à l'APS, Djouadj a précisé que "le stage des entraîneurs africains qui devait réunir plus de 100 techniciens représentant 20 pays, ainsi que le congrès électif de l'instance risquent d'être reportés à une date ultérieure à cause du coût élevé des billets d'avion, qui s'élève à 1500 euro par personne".

"Nous sommes à la recherche de sponsors pour prendre en charge le stage des entraîneurs et le congrès électif, qui se dérouleront en Algérie, mais pour l'instant nous n'avons pas encore reçu de réponse", a-t-il regretté. Djouadj a également fait savoir que la Confédération africaine allait poursuivre ses cycles de formation aux profit des techniciens africains pour développer cet art martial sur le continent.

ORAN

Les JM, une aubaine pour réhabiliter le complexe sportif de l'USTO

La direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Oran s'est engagée à contribuer dans la rénovation des différents équipements du complexe sportif de l'institut de l'éducation physique relevant de l'université des sciences et de technologie (USTO) Mohamed-Boudiaf, en prévision des Jeux méditerranéens (JM) que va abriter la ville l'été 2022. Dans une déclaration à l'APS, le premier responsable de la DJS, Yacine Siefi, a qualifié d'un "véritable bijou" cette infrastructure qui, "une fois rénovée, constituera un apport de taille pour le mouvement sportif à Oran".

Ce site, qui n'a plus été réaménagé depuis son inauguration en 2004, a fait l'objet lundi d'une visite d'inspection de la part d'une délégation de la wilaya, conduite par le secrétaire général, pour éventuellement

l'exploiter au cours des JM.

A ce propos, M. Siefi a fait savoir que la DJS est prête à contribuer financièrement dans la mise à niveau de ce complexe en question, ajoutant qu'un rapport détaillé sur l'état des lieux sera transmis au wali pour prendre les mesures qui s'imposent dans ce registre. "Il s'agit d'une formidable structure sur le plan architectural, et surtout d'une grande importance sur le plan sportif, au vu des équipements qu'elle dispose et qui nécessite seulement des travaux de réhabilitation pour enrichir le parc sportif de la ville", a encore estimé le DJS.

Indiquant que des propositions seront faites au wali concernant la feuille de route à suivre pour réhabiliter cette infrastructure sportive, M. Siefi a souligné qu'une telle opération nécessite une enveloppe bud-

gétaire avoisinant les 400 millions DA, tout en souhaitant que le site soit apte pour l'exploitation lors des JM (25 juin - 5 juillet 2022).

"Même dans le cas où les travaux ne venaient pas d'être achevés avant le rendez-vous méditerranéen, l'investissement sera de taille au profit des sportifs oranais", a-t-il souligné.

Un plus pour le mouvement sportif oranais

La DJS espère, en outre, utiliser la piscine olympique du complexe dans la domiciliation des premiers tours des épreuves du water-polo (féminin), lors des JM. Quant à la salle omnisports du complexe, elle devrait servir de base d'entraînement pour les équipes de volley-ball concernées par la manifestation

sportive, a-t-on informé. Outre ces deux équipements, le complexe sportif de l'institut de l'éducation physique dispose également d'un stade de football qui nécessite néanmoins des travaux de rénovation de sa pelouse en gazon synthétique, ses vestiaires, son réseau d'éclairage, ainsi que sa piste d'athlétisme.

Cette infrastructure a été également dotée, il y a quelques mois, d'une nouvelle salle dédiée à la gymnastique, et qui a été appréciée par les hôtes de l'institut. Pour sa part, le directeur de l'institut des sciences et techniques appliquées relevant de la même université, Adil Gaouar, a estimé que "les JM constituent une aubaine pour réhabiliter le complexe sportif", ajoutant qu'en raison des moyens financiers limités dont dispose l'université "il était difficile de rénover les installations de cette

infrastructure qui se sont sensiblement dégradées".

Le même responsable a, en outre, fait savoir que l'institut dispose également d'un théâtre en plein air qui pourrait être exploité lors des JM en y organisant des activités culturelles et artistiques. "Une proposition dans ce sens a été, du reste, faite aux représentants du wali au cours de leur visite sur les lieux", a-t-il signalé.

Pour rappel, et en prévision des JM, la DJS a pris en charge la rénovation de pas moins de 16 infrastructures sportives lui appartenant, dont 12 seront concernées par la compétition officielle, alors que le restant sera dédié aux entraînements. La quasi-totalité de ces infrastructures devrait être réceptionnée avant la fin de l'année en cours, selon le premier responsable du secteur dans la wilaya.

LIGUE 1

Le RC Relizane table sur sa quote-part des droits TV pour qualifier ses recrues (président)

La direction du RC Relizane mise sur sa quote-part des droits TV, estimée à 22 millions DA, pour qualifier ses nouvelles recrues au nombre de huit, a-t-on appris mardi du président du club sportif amateur (CSA) de cette formation pensionnaire de la Ligue 1 de football.

Dans une déclaration à l'APS, Abdelkettah Benzineb, a indiqué qu'il gardait toujours espoir de qualifier ses nouveaux joueurs avant la réception du MC Alger, samedi prochain, dans le cadre de la quatrième journée du championnat.

"Nous avons reçu des assurances de la part de la Ligue de football professionnel pour nous délivrer les licences de nos nouveaux joueurs en contrepartie de notre quote-part des droits TV que nous n'avons toujours pas perçue.

Celle-ci servira à rembourser une partie de nos dettes auprès la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL)", a expliqué le président du CSA/RCR.

Le "Rapid" peine à qualifier ses nouveaux joueurs vu que ses dettes envers d'anciens joueurs qui ont obtenu gain de cause auprès de la CNRL s'élèvent à plus de 70 millions DA.

Mais la Fédération algérienne de la discipline a décidé dernièrement d'autoriser les clubs à se faire délivrer les licences de leurs recrues en s'acquittant de 30% de la somme globale de leurs dettes en question. Une mesure qui a redonné espoir à la direction du RCR pour bénéficier des



services de ses nouveaux joueurs dans un avenir proche, s'est réjoui Benzineb, qui s'est, néanmoins, empressé de tirer la sonnette d'alarme concernant la situation prévalant au sein de son club. "Même si on arrive à qualifier nos nouveaux joueurs dans les prochains jours, cela ne va rien changer dans la situation qui prévaut actuellement au RCR exposé plus que jamais à un avenir incertain", a-t-il prévenu.

A l'origine de cette situation, la crise financière aiguë qui frappe de plein fouet le club, a déploré le même responsable, qui a pris provisoirement les rênes de la société

sportive par actions (SSPA) du RCR après la démission de son président Sid Ahmed Abdessadok. Désigné en remplacement de l'ancien

président, Mohamed Hamri, qui a dirigé la SSPA pendant cinq ans, Abdessadok n'a pas tenu le coup, rendant le tablier au bout de quelques semaines, rappelle-t-on.

"Il y a deux mois seulement que le CSA/RCR a pu intégrer la SSPA du club en s'adjudicant 34% des actions de son capital social.

Je me retrouve ainsi dans l'obligation de gérer les affaires de l'équipe professionnelle en attendant la nomination d'un nouveau président de la SSPA", a encore dit Benzineb, qui vient de convaincre difficilement ses joueurs d'arrêter une nouvelle grève qu'ils ont enclenchée pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

INTER-RÉGIONS

Toutes les assemblées générales sont reportées

Toutes les assemblées générales programmées en novembre sont reportées à une date ultérieure, a annoncé la Ligue Inter-régions de football (LIRF), sans avancer la moindre explication. "La Ligue Inter-régions informe les membres de son assemblée générale que toutes les assemblées programmées en novembre sont reportées à des dates ultérieures", indique un communiqué de la LIRF publié sur son site officiel. Pour rappel, le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), avait fixé lors de sa réunion le 2 novembre, les dates des assemblées générales électives (AGE) de la Ligue de football professionnel (LFP), de la Ligue nationale amateur (LNFA), et de la Ligue inter-régions (LIRF). Il avait également "examiné et adopté les amendements apportés aux statuts des trois ligues : la LFP, la LNFA, ainsi que la LIRF". Selon le programme initial arrêté par le Bureau fédéral de la FAF, l'assemblée générale extraordinaire de la LIRF est prévue le 17 novembre, l'AGO le 22 novembre et l'AG Elective le lundi 20 décembre. D'après le même programme, l'assemblée générale extraordinaire de la LNFA est programmée le jeudi 18 novembre 2021 l'AGO le mardi 23 novembre et l'AGE le mardi 21 décembre. Quant à l'AGE de la LFP elle est prévue le dimanche 18 novembre, l'AGO le mercredi 24 novembre et l'AGE le mercredi 22 décembre 2021. Pour le moment, ni la LNFA ni la LFP n'ont communiqué sur un possible de report de leurs prochaines assemblées générales, tout comme la FAF.

ELIMINATOIRES MONDIAL 2022 (GR. A - 6^E JOURNÉE) Le Niger surclasse Djibouti (7-2)

La sélection nigérienne de football s'est largement imposée, lundi à Niamey, devant son homologue de Djibouti sur le score de 7 à 2 (mi-temps : 2-1), en match comptant pour la 6^e et dernière journée du groupe A des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Victorien Adebayor (14e, 36e, 75e), Wonkoye (62e), Sosah (64e), Aissa Djibrilla (85e, 87e) pour le Niger, tandis que Abdi Ahmed (33e) et Siad Isman (84e) ont réduit le score pour Djibouti. La deuxième rencontre

du groupe A oppose, mardi (17h00) au stade Mustapha-Tchaker de Blida, l'Algérie au Burkina Faso en présence de 14.000 supporters, dans ce qui sera un rendez-vous décisif pour le passage aux barrages, prévus en mars 2022.

L'Algérie caracole en tête avec 13 points, avec deux longueurs d'avance sur le Burkina Faso (2e, 11 pts).

Le Niger suit derrière à la 3^e place (7 pts), alors que le Djibouti ferme la marche avec 0 point.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE



MINISTÈRE DE LA POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION
DIRECTION GÉNÉRALE D'ALGÉRIE POSTE
DIRECTION UNITÉ POSTALE WILAYA DE LAGHOUAT



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°06/2021

La Direction de l'unité postale de la wilaya de Laghouat lance avis d'appel d'offres nationale Avec Exigence De Capacités Minimales en vue de Travaux de la Construction D'un Bureau De Poste C 3 + Logement D'astreinte A La Commune De Kaser El Hirane Wilaya de Laghouat. Les entreprises spécialisées dans le domaine du bâtiment (catégorie 03 et plus) intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges contre versement de la somme de **trois mille 300.000 DA** non remboursable, au compte courant postal N°381165 Clé 54 ouvert au nom Direction de l'Unité Postale Wilaya de Laghouat.

**EPIC ALGERIE POSTE DIRECTION DE L'UNITÉ POSTALE WILAYA DE LAGHOUAT
SIS A CITE EL WIAM - 03000 - LAGHOUAT**

Les offres en trois (03) exemplaires (voir l'article 20 au cahier des charges), doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus.

Accompagnées des références et des pièces réglementaires, fixées dans le cahier des charges en cours de validité et légalisés à savoir :

Conditions minimales d'éligibilité

L'appel d'offre nationale ouverte, objet du présent cahier des charges s'adresse aux entreprises ayant :

Capacités professionnelles :

Ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie 03 ou plus en cours de validité dans le bâtiment comme activité principale

Capacités financières :

Ayant réalisé au moins un chiffre d'affaire moyen de vingt million dinars algérien (20.000.000,00 da) durant les cinq dernières années 2016/2017/2018/2019/2020 justifié et visés par l'organisme financier (services des impôts) en l'occurrence les impôts (la moyenne des bilans des cinq dernières années).

NB : le soumissionnaire dont l'entreprise à moins de cinq (05) ans d'existence présenter les bilans disponibles en fonction de la date de création et cumulatif le chiffre d'affaire exigé.

Capacités techniques :

- Références professionnelles : Ayant réalisé au moins un projet de construction, un projet similaire catégorie A durant les cinq dernières années.

Dépôt des offres se fera sous trois enveloppes séparées et cachetées doivent être insérer dans une enveloppe extérieure qui devra être anonyme et elle portera l'adresse suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
Avec exigence de capacités minimales N° 06/2021
Travaux de la Construction D'un Bureau De Poste C 3 + Logement D'astreinte A La Commune De Kaser El Hirane Wilaya de Laghouat.
A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et évaluation

Les offres doivent être déposées au bureau de secrétariat de directeur à l'adresse suivante :

**EPIC Algérie Poste Direction de l'Unité Postale wilaya de Laghouat
SIS A CITE EL WIAM - 03000 - Laghouat**

La date limitée de dépôt des offres est fixée A vingt et un (21) jour à compter de la première parution du présent avis et les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai qui est égal à la durée de préparation des offres, augmenté de quatre-vingt-dix (90).

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le jour même de la date limite du dépôt des offres à 13:00 au siège de La Direction De L'unité Postale De La Wilaya De Laghouat

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE BATNA
DAIRA DE RAS EL AIOUN
COMMUNE DE GOSBAT
NIF / 09 84 0539 504 93 17

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/2021

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel n°15/247 du 18 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de GOSBAT lance un Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

ACQUISITION (PRODUITS ALIMENTAIRES GÉNÉRAUX, LÉGUMES ET FRUITS, PAIN, VIANDES BLANCHES ET ROUGES) POUR LES CANTINES SCOLAIRES ANNÉE 2022 :

Lot n°01: PRODUITS ALIMENTAIRES GÉNÉRAUX

Lot n°02: LÉGUMES ET FRUITS

Lot n°03: PAIN

Lot n°04: VIANDES BLANCHES ET ROUGES.

Le fournisseur autorisé à soumissionner :

- Les fournisseurs qualifiés dans les domaines :

- Lot n°01: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : alimentation générale (épicerie) ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Lot n°02: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : légumes et fruits ou alimentation générale (fruits et légumes frais) ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Lot n°03: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : boulangerie pâtisserie artisanale, boulangerie industrielle ou alimentation générale (dépôt de pain).

- Lot n°04: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : vente des viandes ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Les fournisseurs ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égale à 4.000.000,00 justifié par une attestation de chiffres d'affaires certifiée et approuvée par les services des impôts des deux dernières années (2019-2020).

- Les fournisseurs ayant effectué des fournitures similaire dans les deux dernières années « 2019-2020 » présentation au moins une (01) attestation de fourniture réalisée par le co-contractant signée par le bénéficiaire de l'opération comprenant année de l'opération et intitulé de l'opération.

- Les fournisseurs intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service d'équipement, contre paiement de la somme de 5.000,00 DA au régisseur de la commune de Gosbat.

Les offres doivent être scindées en trois enveloppes fermées, cachetées « Dossier de Candidature », « Offres Technique » et « Offres Financière ». L'enveloppe extérieure anonyme ne doit comporter que la mention : APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°02/2021.

L'intitulé de l'opération» numéro et l'intitulé du lot et la mention « An'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

Les offres seront déposées auprès du secrétariat de l'APC de GOSBAT le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres avant 10h00.

Document consultant l'offre :

A- Dossier de candidature :

1- Déclaration de candidature remplie signée et cachetée.

2- Déclaration de prohié remplie signée et cachetée.

3- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

4- Copie du statut de l'entreprise s'il existe

- Chaque document permet d'évaluer les capacités des candidats ou des cocontractants :

5- Copie du registre de commerce contenant :

- Le code d'activité : alimentation générale (épicerie) ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail, pour le lot n°01.

- Le code d'activité : légumes et fruits ou alimentation générale (fruits et légumes frais) ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail pour le lot n°02.

- Le code d'activité : boulangerie pâtisserie artisanale, boulangerie industrielle ou alimentation générale (dépôt de pain), pour le lot n°03.

- Le code d'activité : vente des viandes ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail pour le lot n°04.

6- Copie des attestations de fourniture pour des fournitures similaires réalisées par le cocontractant signée par le bénéficiaire de l'opération pour les deux dernières années « 2019-2020 » comprenant année de l'opération et l'intitulé de l'opération.

7- Attestation des chiffres d'affaires (C20) certifié et approuvé par les services des impôts des deux dernières années (2019-2020).

8- Copie des cartes grises - assurances ou contrat de location ou location.

9- Liste des moyens humains s'il existe année 2021 : attestation CASNOS et CNAS.

B- OFFRES TECHNIQUE :

1- Déclaration à souscrire remplie signée et cachetée.

2- Cahier des charges remplie signée et cachetée. Portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepter »

3- Mémoire technique justifié remplie signée et cachetée.

C- OFFRES FINANCIÈRE

1- La lettre de soumission remplie signée et cachetée.

2- Le bordereau des prix unitaires remplie signée et cachetée.

3- Détail quantitatif et estimatif remplie signée et cachetée.

Le délai de préparation des offres est fixé à dix (10) jours à compter de la première date de parution du présent appel d'offre dans les quotidiens nationaux et bulletin officiel des marchés de l'opérateurs publics « BOMOP ».

L'ouverture des plis se fera le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10h30 en séance publique et en présence des soumissionnaires désireux d'y assister au siège de la commune.

Si le dernier jour de dépôt des offres coïncide avec un jour de repos légal, la durée préparation des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent (100) jours à compter de la date limitée d'ouverture des plis.

Naples : ça négocie pour David Ospina

Le portier colombien pourrait remplir avec Naples dans les prochaines semaines. Arrivé en 2019 en provenance d'Arsenal, le gardien de but David Ospina réalise pour le moment une très belle première partie de saison. Auteur de sept clean sheets en dix rencontres de championnat, le portier colombien de 33 ans s'est montré décisif à plusieurs reprises.

En fin de contrat de au mois de juin prochain, ce dernier négocierait avec sa direction une prolongation. Selon le *Corriere dello Sport*, la formation de Naples lui proposerait pour le moment un nouveau bail d'un soit jusqu'en juin 2023. Le natif de Medellín aimerait au moins deux ans de plus pour prolonger.



MANCHESTER CITY REVIENT À LA CHARGE POUR KANE

Annoncé tout l'été à Manchester City, Harry Kane est finalement resté à Tottenham où il traîne son spleen. Un état d'esprit qu'Antonio Conte aura bien du mal à influencer. L'Anglais veut rejoindre Pep Guardiola, les Citizens pourraient retenter leur chance dès cet hiver.

Connu pour être très dur lors des négociations, Daniel Levy a réussi à conserver sa star cet été alors que Manchester City était pourtant aux aguets. Mais, après avoir dépensé plus d'une centaine de millions d'euros pour Jack Grealish, une telle opération était plus que délicate à organiser. Un report qui a tapé sur le moral d'Harry Kane qui se voyait déjà à la pointe de l'attaque des SkyBlues à recevoir les offrandes de Kévin De Bruyne. Un transfert reporté de seulement 6 petits mois selon les informations divulguées par le Daily Mail.

Après un été onéreux, Manchester City compte bien réitérer les dépenses folles lors du mercato hivernal en faisant une offre astronomique afin de récupérer Harry Kane. Une tentative délicate alors qu'Antonio Conte vient de débarquer chez les Spurs. L'Italien veut absolument conserver son buteur phare. Un bras de fer est à venir entre les différentes parties liées dans cette opération.

MODRIC LA PROLONGATION SE PRÉCISE

Les dirigeants du Real Madrid auraient entamé des discussions avec les représentants de Luka Modric. En vue de lui faire signer un nouveau contrat. Il pourrait bientôt remplir jusqu'en 2023.

Selon les éléments obtenus par Marca, Florentino Perez a bien entamé des négociations concernant la prolongation de l'international croate (145 sélections, 19 buts). Le joueur pourrait bientôt parapher un bail portant jusqu'en 2023, soit jusqu'après la coupe du monde qui se déroulera en décembre 2022 au Qatar. Pour rappel, Modric évolue dans les rangs merengues depuis l'été 2012. Il avait alors été recruté en échange d'un chèque de 42 millions d'euros (bonus compris) en provenance de Tottenham. Il a depuis participé à 402 matchs, toutes compétitions confondues.

Il a également marqué 28 buts et délivré 60 passes décisives. Cette saison, il a disputé 11 rencontres avec le Real Madrid et donné 3 passes décisives. Ces informations viennent confirmer celles relayées par Ok Diario, il y a quelques jours. Le média affirmait que les dirigeants madrilènes laissaient au milieu de terrain le choix de signer un nouveau contrat ou non, et qu'il serait le bienvenu à la table des négociations.

ANDY CARROLL RETROUVE UN POINT DE CHUTE !

Le buteur anglais, non conservé par Newcastle à l'issue de la dernière saison, vient de s'engager avec un nouveau club.

Andy Carroll retrouve enfin un point de chute. Le buteur anglais, recruté à prix d'or par Liverpool en 2011 pour pallier le départ de Fernando Torres, était sans club. Ce dernier n'avait pas été conservé par Newcastle à la fin de la saison passée et de son contrat. L'international anglais vient de s'engager avec Reading, pensionnaire de deuxième division anglaise. Son contrat ne s'étend que jusqu'à janvier 2022.



Bayern : Mourinho avait posé sa candidature

Dans le cadre d'une intervention sur le podcast Bayern-Insider, l'ancien président du directoire du Bayern Munich, Karl Heinz Rummenigge, a évoqué une vieille rumeur à propos de contacts avec José Mourinho par le passé. Sans préciser de date, l'ancien homme fort du Rekordmeister confirme que l'actuel entraîneur de l'AS Roma s'était bien montré intéressé par un poste en Bavière. "Mourinho était candidat. Il voulait venir en Allemagne pour entraîner le Bayern", a assuré le dirigeant, avant d'expliquer que le champion d'Allemagne avait finalement privilégié un coach "avec un profil différent et d'autres caractéristiques plus adaptées au club". Pas sûr, en effet, que le caractère du Special One soit compatible avec la mentalité en Bavière.

STEFAN DE VRIJ ENCORE BLESSÉ

Touché aux adducteurs avec sa sélection, le défenseur néerlandais de l'Inter Stefan de Vrij sera absent entre dix jours et deux semaines. Victime d'une élongation à la cuisse droite samedi à la fin de la rencontre contre le Monténégro (2-2), dans le cadre des éliminatoires pour la Coupe du monde 2022, le Néerlandais Stefan de Vrij a passé des examens qui ont révélé une blessure musculaire aux adducteurs. Il sera éloigné des terrains pour une période comprise entre dix et quatorze jours, révèle La Gazzetta dello Sport lundi. L'international néerlandais (29 ans, 54 sélections) ratera donc les rencontres contre Naples, dimanche prochain en Serie A, et le Chakhtior Donetsk, le mercredi 24 en Ligue des champions. Très incertain pour la rencontre contre Venise (le 27), De Vrij va commencer sa thérapie ce lundi. Aucun examen n'est prévu à son arrivée à Milan. L'évolution de sa blessure sera évaluée au jour le jour.



CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE

Lamamra : l'Algérie plaide pour "une approche globale" pour s'attaquer aux racines du terrorisme en Afrique

L'Algérie plaide pour l'adoption d'"une approche globale" et le renforcement de la coopération aux niveaux régional et international pour combattre le terrorisme en Afrique, a déclaré lundi le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, lors d'une visioconférence organisée par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) sur "la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique".

"Face à cette menace croissante qu'est le terrorisme, nous ne pouvons en effet surestimer l'importance d'une approche globale qui va au-delà de la dimension sécuritaire pour s'attaquer aux facteurs structurels de la radicalisation et de l'extrémisme violent", a déclaré M. Lamamra lors de son intervention à la réunion du CPS, présidée ce mois-ci par l'Égypte. "L'Algérie a toujours plaidé pour la nécessité de renforcer la coopération aux niveaux régional et international pour inverser la déstabilisation causée par le terrorisme et l'extrémisme violent", a-t-il poursuivi. M. Lamamra a saisi l'occasion pour souligner quelques points clés tirés principalement de la propre expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme.

Il dira à ce sujet : "S'il faut tirer une leçon de l'expérience algérienne, c'est que chaque fois qu'une réponse militaire est nécessaire, elle doit être associée à un large éventail de mesures pour s'attaquer aux causes sous-jacentes". Et d'ajouter : "Cette combinaison de mesures a, dans le cas de nombreux pays, fourni la clé pour vaincre la menace terroriste et tarir toutes ses sources".

"Comprendre le contexte et les antécédents d'une nation reste une condition préalable à l'élaboration et à la mise en œuvre réussie de stratégies de lutte contre le terrorisme", a-t-il ajouté dans ce sens. "Dans son voisinage im-



médiat, l'Algérie continuera à renforcer son engagement avec les pays de la région sahélo-saharienne à travers divers mécanismes de coopération dans le but d'améliorer la coopération en matière de sécurité entre les pays concernés, par une coordination et des mesures renforcées de contrôle aux frontières, ainsi que par la formation et le partage de renseignements et d'équipements", a souligné le chef de la diplomatie algérienne.

"Au niveau continental, face aux proportions alarmantes de cette menace dévastatrice, l'Algérie a récemment avancé un certain nombre de propositions concrètes pour stimuler l'action des institutions continentales et renforcer les mécanismes mis en place par l'Union africaine pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Suite à leur approbation récente par le CPS, nous attendons avec impatience leur mise en œuvre en temps opportun par la Commission", a-t-il ajouté.

S'attaquer au financement du terrorisme

M. Lamamra a, en outre, souligné l'urgence de s'attaquer à l'aspect financier, d'autant plus que les groupes terroristes dépendent de plus en plus du crime organisé pour acquérir une plus grande puissance destructrice".

"Nous appelons donc à l'élaboration d'une stratégie continentale de prévention et de lutte contre le financement du terrorisme, sur la base des recommandations de la réunion de haut niveau d'Alger sur cette question, tenue en avril 2018", a dit le ministre. "Au niveau international, la question du terrorisme et de l'extrémisme violent semble être reléguée au second plan, alors que ce fléau frappe de plus en plus notre continent", a précisé Ramtane Lamamra. Dans ce contexte, M. Lamamra a ajouté : "Nous sommes fermement convaincus que les pays africains doivent parler d'une seule voix pour souligner qu'il s'agit d'une

menace mondiale qui ne connaît pas de frontières, de nationalité ou de religion, et que la communauté internationale doit y faire face ensemble". La réunion du CPS de l'UA sur "la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique", présidée par l'Égypte, représentée par son ministre des Affaires étrangères Sameh Choukry, a vu la participation de plusieurs ministres des pays membres du Conseil et de représentants de la Commission de l'UA, ainsi que des organismes continentaux concernés à l'instar du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), basé à Alger.

La tenue de cette réunion est intervenue dans un contexte marqué par une menace terroriste croissante en Afrique, poussant les pays du continent à renforcer leurs efforts communs pour faire face à ce fléau et l'éradiquer en se basant sur les expériences réussies de pays ayant atteint cet objectif.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammed Abdelhafid Henni, nommé suite au dernier remaniement ministériel partiel, ne détient aucune nationalité étrangère, a affirmé lundi une source autorisée.

En réaction aux rumeurs, selon lesquelles le ministre Mohammed Abdelhafid Henni détiendrait "la nationalité française", la même source a assuré à l'APS qu'"il ne détient aucune nationa-

lité autre que la nationalité algérienne d'origine et il n'a jamais détenu une nationalité étrangère par le passé".

Ces rumeurs "loin d'être innocentes" sont des "fake news" répandues par "certains milieux qui veulent perturber les programmes et les réformes pertinentes que le gouvernement est déterminé à concrétiser sur le terrain. Des milieux qui ne voient pas d'un bon œil les efforts de relance du développement dans ce

secteur vital et sensible et la consécration d'une gestion transparente obéissant aux réglementations et aux lois", a estimé la source. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait procédé jeudi dernier à un remaniement ministériel partiel qui a concerné les ministres de l'Agriculture et du Développement rural, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de la Communication.

APS

JUSTICE

L'accès à la profession d'avocat se fera sur concours

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi a indiqué, lundi à Alger, que l'accès à la profession d'avocat se fera "sur concours" qui pourrait être organisé avant fin 2021 ou "au plus tard" début 2022. Invité de la radio nationale, M. Tabi a indiqué que "l'accès à la profession d'avocat ne se fera plus d'office comme c'était le cas précédemment, mais en passant un concours", annonçant par là même,

"la possibilité d'organiser ce concours avant la fin de l'année en cours ou, au plus tard, début 2022". "Le secteur œuvre à l'amélioration de la qualité de formation des avocats, à travers notamment la création d'une école pour la formation des avocats, ensuite la création d'écoles régionales", selon l'intervenant.

A l'occasion, M. Tabi a affirmé que l'ensemble des préoccupations soulevées par les re-

présentants des avocats lors d'une rencontre tenue récemment s'est axé autour de certaines procédures, notamment en ce qui a trait à la détention provisoire et à la comparution immédiate, ainsi que des préoccupations concernant les conditions d'exercice de la profession, ajoutant que "la question du prélevement de l'impôt est du ressort du gouvernement et a trait à la loi de finances".

Affaire du Groupe Condor: audition des accusés dans le dossier "Travocovia"

Le procès des accusés dans l'affaire du Groupe Condor s'est poursuivi mardi au tribunal de Sidi M'hamed avec l'audition des parties concernées par le dossier "Travocovia", une des filiales du Groupe, chargée de la réalisation d'un centre pour brûlés dans la wilaya de Skikda.

Répondant à une question sur la non réception du projet, inscrit depuis 2012, et le recours à la sous-traitance pour la réalisation des travaux à 100%, une pratique contraire à la loi, le président du conseil d'administration (PCA) de la société "Travocovia", Omar Benhamadi (en détention provisoire) a fait savoir que la société en question avait soumis, lors de l'appel d'offres, la meilleure offre financière. Le retard des travaux, lancés en 2014, est dû à la non conformité du terrain (zone de Bouzaroura), en ce sens que plusieurs problèmes entravant la réalisation du projet dans les délais fixés (22 mois) se sont révélés, à l'instar de la voie sinueuse menant à la décharge publique et l'existence d'eaux souterraines au niveau du site. A cet effet, Omar Benhamadi a tenu le bureau d'études chargé de la réalisation de l'expertise pour responsable du retard accusé dans la réalisation du projet dont le coût s'élève à 2,4 Mds Da. Le bureau d'études en question avait élaboré une étude similaire à Oran et copié la même expertise pour le centre de Skikda, a-t-il fait savoir, ajoutant que l'expertise a été réalisée sur la base d'une étude fictive. Démentant le recours à la sous-traitance à 100%, Omar Benhamadi a expliqué que la société avait recouru à la sous-traitance uniquement pour les travaux exigeant une expertise particulière. Pour sa part, le Chef de service de planification et des moyens à la direction de la Santé (DSP) de Skikda, Kamel Benyoucef, poursuivi également dans cette affaire, a pointé du doigt le bureau d'études qui a fait preuve de négligence dans ce dossier,

ajoutant qu'on ne saurait tenir la DSP pour responsable d'autant qu'elle a fait des rapports sur la suspension des travaux de réalisation du centre pour des raisons techniques.

De son côté le mis en cause, Tir Mahieddine, directeur de la santé de la même wilaya, a affirmé au juge qu'il avait pris ses fonctions en 2017, et lorsqu'il avait constaté l'arrêt des travaux, il a contacté le ministère, qui a accordé une période de 10 mois en vue de leur parachèvement. Cependant, Travocovia n'avait pas les plans de mise en œuvre pour l'électricité et le gaz, d'où l'a décision de l'arrêt des travaux à nouveau. Il a fait savoir que le bureau d'études dirigé par la femme nommée "Souad Rebai" a présenté à l'entreprise de faux plans qui ont été rejetés au niveau de la Direction de la santé. A une question sur la raison pour laquelle il n'avait pas pris la décision de résilier le contrat avec l'entreprise à cause du retard de réalisation, il a précisé que la décision revenait au wali et non au directeur de la santé. Interrogé au cours de l'audience du matin, le directeur de Travocovia, Chaâbane Bensif, a affirmé que le point le plus dangereux qui n'a pas été évoqué dans l'expertise réalisé par le Bureau d'études était l'aspect sécuritaire, qui était à l'origine de la suspension des travaux, expliquant que la responsabilité de l'entreprise consiste seulement en "la réalisation du projet". Les accusés seront auditionnés, l'après midi, concernant le dossier de l'opérateur mobile Mobilis. Pour rappel, l'affaire du groupe Condor des frères Benhamadi, poursuivis dans des affaires de corruption, avait été ouverte, lundi, au Pôle pénal, financier et économique. Le premier jour a été consacré au dossier GB Pharma, un projet de réalisation d'une usine pharmaceutique dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, qui n'a pas vu le jour jusqu'à présent.